



Canadian
Heritage

Patrimoine
canadien

62B

8130-3

VOL 1

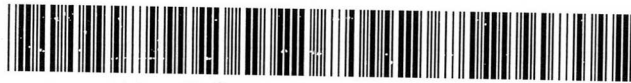
UNC

INTERGOVERNMENTAL COOPERATION - YUKON

COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE -
YUKON

SCHOOL GOVERNANCE; GENERAL

GESTION SCOLAIRE; GÉNÉRALITÉS



7540-CH-502-0870

[illegible]

GC 39.1 (91/10)

7540-21-904-5775

62B 8130-3
VOL 1

62B 8130-3
VOL 1

000001



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Document disclosed under the Access to Information Act
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

CLOSED VOLUME VOLUME COMPLET

DATED FROM
À COMPTER DU

1995-06-20

TO
JUSQU'AU

2000-03-06

AFFIX TO TOP OF FILE - À METTRE SUR LE DOSSIER

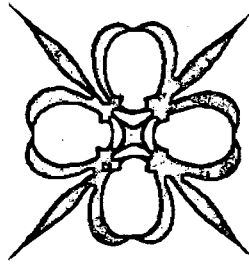
DO NOT ADD ANY MORE PAPERS - NE PAS AJOUTER DE DOCUMENTS

FOR SUBSEQUENT CORRESPONDENCE SEE - POUR CORRESPONDANCE ULTÉRIEURE VOIR

FILE NO. - DOSSIER N°

VOLUME

8130-3



A F Y

Le 6 mars 2000

M. Wolf Riedl, sous-ministre
Ministère de l'éducation
Gouvernement du Yukon
C.P. 2703
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6

Objet : Projets communautaires en éducation

Monsieur Riedl,

Nous, les membres du Partenariat communautaire en éducation, désirons remercier le Ministère de l'éducation du Yukon d'avoir mis de l'avant les quatre projets communautaires en éducation du PCE dans ses négociations avec le ministère du Patrimoine canadien.

Le Partenariat communautaire en éducation, le Service d'orientation et de formation des adultes, le Projet d'intégration culturelle et le Projet d'initiation à l'école sont des projets qui s'inscrivent dans le concept d'apprentissage à vie. Ils visent à consolider la gestion scolaire francophone, à réduire l'écart entre le préscolaire et l'école, à récupérer les ayants droit ainsi qu'à promouvoir l'éducation post secondaire chez la communauté franco-yukonnaise.

Ces quatre projets témoignent de la volonté de la communauté franco-yukonnaise de se prendre en main et de développer les outils essentiels à sa pérennité. Ils ont pour mission d'assurer la continuité linguistique et culturelle de la communauté franco-yukonnaise et de solidifier les fondations du secteur de l'éducation en français au Yukon. Le concept d'apprentissage à vie en est un élément central.

Ce sont les échanges du Partenariat communautaire en éducation qui ont donné naissance à ces quatre projets. Dans la veine des conversations en éducation instiguées par votre ministère, je vous invite à prendre connaissance du document de réflexion du Partenariat communautaire en éducation. Il donne des pistes intéressantes de réflexion en vue de la révision de la Loi sur l'éducation et de l'attribution de la pleine gestion scolaire aux francophones.

Nous vous remercions et nous vous offrons nos meilleures salutations.

Jeanne Beaudoin,
Directrice générale par intérim de l'AFY pour
les membres du Partenariat communautaire en éducation :
Edmond Ruest, Commission scolaire francophone du Yukon (CSFY no 23)
Isabelle Salesse, la garderie du petit cheval blanc
Edith Babin, Association des partenaires de l'école française (APEF)
Angélique Bernard, les EssentiElles
Hélène Saint-Onge, École Émilie-Tremblay
Christine Marchand, École Émilie-Tremblay
Roch Nadon, Espoir Jeunesse
Nathalie Émond, Alpha Yukon et éducation des adultes. AFY

P.j.

ASSOCIATION FRANCO-YUKONNAISE

Case postale 5205, Whitehorse, Yukon Y1A 4Z1
Tél 668-2663 Télécopieur 668-3511
courriel francoyk@yknet.yk.ca

000003

CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

REG/PRIO: #

99/06/0 - 16:13

Docket No.: CH99-17053
Cross-reference No.:

Document date: 99/05/14
Date received: 99/06/08
BF date: 99/06/10
Due date: 99/06/30
Campaign code:
Ack/Acc: N

Middle
AL
Phen 11/12

Program: CIDORC - Dir., Op. & Reg. Coord/Op. & coord. rég.

Author: Leferté, Luc

COPY

Title/Org.: Président/commission scolaire francophone du

Subject: Remerci le gouvernement fédéral pour le financement accru pour l'appui au programme des langues officielles

Action: Information

C.C.:
C.C.:
C.C.:

Forward To: Dir., Op. & Reg. Coord./Op. & coord. rég. - Information

Comments:

Approved by:

DG (or designate)

(Tel. Number)

ADM/REx D (or designate)

(Tel. Number)

Signature []
required

DM

(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

Minister's Assistant

Date: _____

Approved by:

Date: _____

Autopen: _____

Info copy for Min.: _____

CH99-17032



1999 MAY 20 P 2:53

C.P. 3938 Whitehorse (Yukon) Y1A 5M6
Tél. : (867) 667-8680 Téléc. : (867) 393-6946 Courriel : eglachap@gov.yk.ca

Le 14 mai 1999

L'honorable Sheila Copps
Ministre du Patrimoine canadien
Ottawa (Ontario)
K1K 0M5

Madame la ministre,

C'est avec plaisir que nous avons accueillie la nouvelle que le gouvernement fédéral accordera un financement accru pour l'appui au programme des langues officielles.

C'est aussi avec l'espoir de recevoir votre appui que nous vous écrivons aujourd'hui. Grâce aux efforts de nos prédécesseurs, les francophones du Yukon ont obtenu la gestion scolaire le premier juillet 1996. Depuis septembre 1996, les élèves de l'école Émilie-Tremblay débutaient l'année scolaire dans un nouvel édifice, petit joyau rendu possible par votre collaboration avec le Gouvernement du Yukon.

Depuis bientôt trois ans, nous travaillons d'arrache-pied pour établir notre commission scolaire, la première au Yukon. Compte-tenu du petit nombre d'élèves sur le territoire et de notre éloignement, nos besoins sont multiples et nos rêves impossibles à réaliser sans l'appui continu du fédéral. Nous travaillons étroitement avec les commissions scolaires francophones de l'Ouest afin d'assurer la réussite de la gestion scolaire, élément essentiel d'une survie linguistique et culturelle.

Lors de la première Entente spéciale pour la gestion scolaire, aucune somme d'argent n'avait été accordée au Yukon. La commission scolaire a eue l'occasion de prendre de l'expérience et de la maturité. Nous connaissons les besoins de notre clientèle et les éléments qui pourront assurer notre réussite. Sans votre appui, nos rêves ne sauront se réaliser. C'est par le biais de notre ministère de l'Éducation que nos requêtes vous parviendront bien sûr.

Mme Copps, par le passé, votre conviction et vos efforts nous ont été d'un appui incontestable et fortement appréciés. Nous profitons de l'occasion pour vous en remercier chaleureusement.

Aussi, au nom de la francophonie yukonnaise, nous vous prions d'agréer, Madame la ministre,
l'expression de nos sentiments les meilleurs,

Le président,



Luc Laferté

cc L'honorable Lois Moorcroft, ministre de l'Éducation
Nicole Hennessey, présidente, FNCSF

8130-3

05/06/99 15:11 FAX 867 393 6946

CSFY#23

01



C.P. 3938 Whitehorse (Yukon) Y1A 5M6
Tél. : (867) 667-8680 Téléc. : (867) 393-6946

FEED FAX THIS END

FAX	
To:	<i>Mme Turpin</i>
Dept:	<i>Patrimoine canadien</i>
Fax No.:	<i>(819) 953-9353</i>
No. of Pages:	<i>2</i>
From:	<i>Evelyne Duchapelle</i>
Date:	<i>5 mai 1999</i>
Company:	<i>CSFY NO. 23</i>
Fax No.:	<i>(867) 393-6946</i>
Comments:	
Postnet	fax pad 7603E

Le 14 mai 1999

L'honorable Sheila Copps
Ministre du Patrimoine canadien
Ottawa (Ontario)
K1K 0M5

Madame la ministre,

C'est avec plaisir que nous avons accueillie la nouvelle que le gouvernement fédéral accordera un financement accru pour l'appui au programme des langues officielles.

C'est aussi avec l'espoir de recevoir votre appui que nous vous écrivons aujourd'hui. Grâce aux efforts de nos prédécesseurs, les francophones du Yukon ont obtenu la gestion scolaire le premier juillet 1996. Depuis septembre 1996, les élèves de l'école Émilie-Tremblay débutaient l'année scolaire dans un nouvel édifice, petit joyau rendu possible par votre collaboration avec le Gouvernement du Yukon.

Depuis bientôt trois ans, nous travaillons d'arrache-pied pour établir notre commission scolaire, la première au Yukon. Compte-tenu du petit nombre d'élèves sur le territoire et de notre éloignement, nos besoins sont multiples et nos rêves impossibles à réaliser sans l'appui continu du fédéral. Nous travaillons étroitement avec les commissions scolaires francophones de l'Ouest afin d'assurer la réussite de la gestion scolaire, élément essentiel d'une survie linguistique et culturelle.

Lors de la première Entente spéciale pour la gestion scolaire, aucune somme d'argent n'avait été accordée au Yukon. La commission scolaire a eue l'occasion de prendre de l'expérience et de la maturité. Nous connaissons les besoins de notre clientèle et les éléments qui pourront assurer notre réussite. Sans votre appui, nos rêves ne sauraient se réaliser. C'est par le biais de notre ministère de l'Éducation que nos requêtes vous parviendront bien sûr.

Mme Copps, par le passé, votre conviction et vos efforts nous ont été d'un appui incontestable et fortement appréciés. Nous profitons de l'occasion pour vous en remercier chaleureusement.

Luc Laferté

cc L'honorable Lois Moorcroft, ministre de l'Éducation
Nicole Hennessey, présidente, FNCSF

8130-3

PARTENARIAT
~~LE PROJET~~ COMMUNAUTAIRE EN ÉDUCATION

Document de réflexion à l'intention des partenaires
(4^e ébauche)

Le 12 mai 1999
Whitehorse (Yukon)

Préparé par Jeanne Beaudoin

Le projet communautaire en éducation : un partenariat

La communauté franco-yukonnaise est en pleine croissance. Depuis l'incorporation en 1982 de son organisme porte-parole, l'Association franco-yukonnaise, elle s'est dotée de plusieurs outils essentiels à l'épanouissement linguistique et culturel de ses membres. Au fil des ans, plusieurs institutions, organismes et comités ont été créés dans le but de représenter différents groupes de la population francophone et de leur offrir des services dans divers domaines.

Les instruments que se sont donnés les francophones du Yukon depuis 1982 ont contribué à freiner l'assimilation. Toutefois, les statistiques démontrent clairement que la guerre contre l'érosion linguistique de leur communauté est loin d'être gagnée et que la transmission de leur langue et de leur culture demeure un défi de taille.

Au début de 1998, la conjoncture de compressions budgétaires et de transformations gouvernementales incite les intervenants communautaires à se rassembler pour favoriser la concertation et la rationalisation des ressources dans le domaine de l'éducation. Le 29 janvier, à la suite d'une rencontre de concertation communautaire dans le dossier de la francisation, le coup d'envoi au projet communautaire en éducation est donné. Les partenaires du PCÉ décident aussitôt d'étendre la concertation à l'ensemble du secteur de l'éducation en français en s'appuyant sur le principe d'apprentissage à vie.

Depuis plus d'un an, les partenaires du projet se rencontrent de façon régulière pour s'informer, échanger des idées et collaborer à des projets communs. Le projet éducatif fait office de table de concertation et d'intervention en éducation.

Le projet éducatif est avant tout une démarche de partenariat dont la mission est d'assurer la continuité linguistique et culturelle de la communauté francophone et de solidifier les fondations du secteur de l'éducation en français au Yukon. L'accès à des services éducatifs de qualité tout au long de la vie est essentiel pour assurer la pérennité de la communauté franco-yukonnaise; c'est la prémisse du PCÉ.

De concert, les membres du PCÉ ont défini une vision et une mission communes vers lesquelles convergent leurs actions dans le secteur de l'éducation en français au Yukon. Le PCÉ permet de coordonner les interventions individuelles et collectives de chacun des membres en fonction des dossiers prioritaires identifiés à la suite des consultations communautaires de l'hiver 1998-1999. Un plan d'action global déterminera les rôles et responsabilités de chacun des partenaires dans la mise en œuvre du projet communautaire en éducation franco-yukonnais.

Le PCÉ repose sur l'engagement de ses membres et sur la cohérence de leurs interventions en fonction de la vision, de la mission et des énoncés directeurs du projet. Les partenaires adhèrent à une série de valeurs qui guident leurs actions.

Au seuil de l'an 2000, riches des acquis qu'ils ont développés au cours des vingt dernières années, les partenaires désirent poursuivre la mise en œuvre de leur projet communautaire en éducation afin d'assurer la continuité linguistique de leur communauté. Pour ce faire, il est essentiel que les gouvernements posent des gestes concrets afin d'aider la communauté franco-yukonnaise à relever avec brio le défi que constitue la transmission de leur langue et de leur culture en sol canadien. La reconnaissance par les gouvernements de la spécificité de l'école française est une condition *sine qua non* au succès du projet communautaire en éducation franco-yukonnais.

La composition du PCÉ

Les membres du PCÉ sont, par ordre alphabétique, l'Association des partenaires de l'école française (APÉF), l'Association franco-yukonnaise (AFY), le comité Espoir Jeunesse, la Commission scolaire francophone du Yukon (CSFY), l'école Émilie-Tremblay (ÉÉT), les EssentiElles et La garderie du petit cheval blanc.

Les gens ayant participé aux réunions régulières du PCÉ sont :

- ♦ pour l'APÉF: Julie Harvey, présidente, et Louise Cashaback, coordonnatrice;
- ♦ pour l'AFY : Pierre Bourbeau, directeur général, Caroline Boucher, responsable du secteur de l'éducation des adultes et Marie-Hélène Comeau, responsable d'Alpha-Yukon;
- ♦ pour les EssentiElles : Angélique Bernard, agente de développement;
- ♦ pour Espoir Jeunesse : Roch Nadon, coordonnateur jeunesse;
- ♦ pour la Commission scolaire francophone : Luc Laferté, président, Chantal Pruneau, commissaire, et Évelyne Lachapelle, directrice générale;
- ♦ pour l'école Émilie-Tremblay : Hélène Saint-Onge, directrice;
- ♦ pour La garderie du petit cheval blanc : Isabelle Salesse, directrice, et Paulette Dufour, directrice par intérim;
- ♦ Jeanne Beaudoin, responsable de la coordination du PCÉ.

Pour compléter et enrichir le PCÉ, il est souhaitable que les jeunes et les professeurs y siègent de façon formelle. Il faudra éventuellement s'interroger sur l'importance d'inviter le ministère de l'Éducation (incluant l'éducation supérieure), le ministère de la Santé et des Affaires sociales (dossier préscolaire) ainsi que le Ministère du Patrimoine canadien, à joindre les rangs du PCÉ.

Le préalable du PCÉ : la définition de l'essence de l'école française

À deux occasions, M. Marc Gignac, personne-ressources de la Commission nationale des parents francophones dans l'élaboration de projets éducatifs communautaires au Canada français, est venu assister les partenaires du PCÉ dans l'élaboration d'un cadre formel pour la mise en œuvre de leur projet.

Dans les faits, le projet communautaire en éducation franco-yukonnais est plus englobant que les autres projets éducatifs en cours ailleurs où l'appellation «projet éducatif» décrit une démarche centrée sur l'élève. En s'appuyant sur le concept de l'apprentissage à vie, le projet communautaire en éducation franco-yukonnais rassemble toutes les clientèles de la communauté franco-yukonnaise et considère les services éducatifs en français comme étant la clé de sa continuité linguistique.

La structure de la communauté franco-yukonnaise est propice à une approche plus globale : la population est concentrée à Whitehorse, les partenaires sont proches les uns des autres, géographiquement et philosophiquement. Règle générale, leurs rapports se déroulent sous le signe du respect, de l'écoute et de l'harmonie. La concertation découlant du PCÉ depuis plus d'un an témoigne de la maturité des partenaires.

Toutefois, l'exercice préalable essentiel visant à définir l'essence de l'école française doit être mené dans les meilleurs délais, car l'école française est à la base du projet éducatif franco-yukonnais. Les partenaires le reconnaissent.

Pour définir ses idéaux en matière d'éducation, la communauté franco-yukonnaise doit donc approfondir sa réflexion sur l'essence de son école, sur ses fondements philosophiques, sur le rôle des apprenants, des enseignants, de la direction d'école, de la famille, de la communauté dans la réalisation du PCÉ.

Par conséquent, les partenaires ont choisi, à la suite de la deuxième visite de Marc Gignac, de recentrer la démarche du PCÉ sur l'apprenant et l'école. Un exercice systématique de consultation doit donc être mené pour définir le profil de l'apprenant, de l'enseignant, du foyer, de l'école. Un plan d'action identifiant les contributions des partenaires sera subséquemment développé. (Projet en annexe 4)

Ce changement de cap apparent pour le PCÉ peut aussi être perçu comme une simple étape, un chapitre du projet, un préalable essentiel à sa cohérence.

Les consultations communautaires

Les priorités d'action du Projet communautaire en éducation franco-yukonnais ont été définies sur la base de consultations (janv.-fév. 1999), de sondages, de remue-méninges et de nombreux échanges entre les partenaires sur les obstacles et les défis auxquels fait face la communauté franco-yukonnaise en matière d'éducation dans sa langue. Les résultats du sondage relatif au plan d'amélioration de l'école (1998-1999), ceux du sondage sur les besoins des femmes franco-yukonnaises (1997) et ceux de la rencontre remue-méninges sur les solutions possibles au problème du secondaire à ÉÉT ont aussi alimenté la réflexion sur les priorités du PCÉ.

Les groupes qui ont participé aux consultations sont les suivants :

- ◆ les élèves du secondaire de l'école Émilie-Tremblay;
- ◆ les éducatrices de La garderie du petit cheval blanc;
- ◆ le conseil d'administration de l'APÉF (le C.A. est composé de parents d'enfants d'âge scolaire et préscolaire, d'une représentante des profs et de la direction d'ÉÉT);
- ◆ le personnel enseignant de l'école Émilie-Tremblay;
- ◆ les commissaires de la CSFY n° 23 et la d.g.;
- ◆ les ayants droit.

Le cadre initial du PCÉ

Vision

Le partenariat communautaire en éducation est un regroupement d'intervenants reconnus et valorisés par l'ensemble de la communauté yukonnaise.

Mission

Assurer le plein épanouissement des francophones grâce à des services d'éducation de qualité en français.

Énoncés directeurs

Les partenaires du projet communautaire en éducation franco-yukonnais approuvent les énoncés directeurs suivants :

- ♦ Tous les francophones ont droit à des services d'éducation de qualité en français.
- ♦ L'accès à des services éducatifs de qualité favorise l'épanouissement de l'individu et le développement de sa communauté.
- ♦ L'école francophone constitue le cœur du projet communautaire en éducation : elle est une source de rayonnement de la culture francophone et un point de convergence pour la communauté.
- ♦ L'éducation est une démarche qui dure toute une vie. C'est la clé de la continuité linguistique.

Engagement

Dans leurs interventions respectives, les partenaires du PCÉ s'engagent à :

- ♦ Respecter la vision, la mission du PCÉ
- ♦ Respecter leur rôle
- ♦ Remplir leurs responsabilités dans la mise en œuvre d'actions cohérentes
- ♦ Partager les pouvoirs, les ressources, les responsabilités, les risques et les bénéfices.

Valeurs

Le partenariat du PCÉ repose sur les valeurs suivantes :

- ♦ la cohérence,
- ♦ l'engagement,
- ♦ la redevabilité,
- ♦ le partage et la mise en commun,
- ♦ la confiance,
- ♦ le respect mutuel,
- ♦ une attitude positive,
- ♦ une communication ouverte et honnête.

Les priorités de la communauté en matière d'éducation

Le partenariat

La poursuite du partenariat communautaire augmente la probabilité de succès des démarches entreprises dans le dossier de l'éducation en français au Yukon : la rationalisation, la concertation, la mise en commun, le partage des pouvoirs, des ressources, des responsabilités, des risques et des bénéfices renforcent la cohérence de la communauté. Grâce au partage d'information, on assure la continuité des dossiers, on offre un service qui répond mieux aux besoins des clientèles, on évite le chevauchement et le gaspillage tout en préparant le terrain pour la relève.

♦ **Recommandation 1 :**

Intégrer le partenariat et la recherche de cohérence dans la culture organisationnelle des organismes partenaires par la création d'un poste de coordination à mi-temps pour le PCÉ. (Projet en annexe 4).

Le réseautage

L'isolement géographique et culturel, le manque d'accès à la formation et au perfectionnement en français, les nombres restreints à l'école Émilie-Tremblay sont des obstacles qu'on peut surmonter en joignant nos efforts à ceux des autres communautés franco-canadiennes. Le réseautage permet d'accroître les occasions de formation pour les bénévoles et le personnel du secteur de l'éducation, de valoriser l'identité culturelle et la socialisation de notre population (surtout chez les jeunes) ainsi que d'intensifier le développement d'outils visant à freiner l'assimilation et à assurer la continuité linguistique de nos communautés.

♦ **Recommandation 2 :**

Intégrer le réseautage à la culture organisationnelle des organismes membres du PCÉ.

La sensibilisation et la responsabilisation des parents

Le portrait statistique de la communauté franco-yukonnaise dévoile que la communauté est composée en majeure partie de couples interculturels. Chez ces couples, la langue d'usage à la maison est prioritairement l'anglais. Il est essentiel d'aider les familles à assumer leur rôle d'actualisation linguistique et culturelle. Dans bien des cas, le milieu familial est un facteur d'assimilation.

En tant que premier éducateur de l'enfant, le parent ayant droit a la responsabilité de soutenir son enfant dans le développement de son identité culturelle. Pour ce faire, le parent doit comprendre la raison d'être de l'école française, il doit endosser sa vision et sa mission, il doit se sentir partie prenante du processus académique qui encadre son enfant. Si nécessaire, il faut lui donner les outils pour créer un environnement le plus francophone possible pour son enfant, il faut assurer une communication étroite entre l'école et lui.

♦ **Recommandation 5 :**

Développer et mettre en œuvre une stratégie de sensibilisation à l'endroit des parents ayants droit quant à la mission de l'école française et à leur propre rôle dans l'accomplissement de cette mission.

♦ Recommandation 6 :

Développer et mettre en oeuvre une stratégie d'intervention auprès des familles interculturelles et francophones homogènes afin de les recruter, de les soutenir dans leur rôle de premier éducateur de l'enfant, de les aider à développer leurs habiletés parentales, de les inclure dans la vie scolaire, de les inciter à créer un environnement plus francophone au foyer.

Le recrutement des ayants droit

Le portrait statistique de la communauté démontre l'importance de faire un recrutement vigoureux des ayants droit à Whitehorse et en région. La rétention, le recrutement et la récupération des ayants droit constituent un défi majeur pour l'école française et la pérennité de la communauté franco-yukonnaise. Les gouvernements l'ont reconnu implicitement en finançant la construction d'une école française pouvant accueillir 250 enfants, de la maternelle à la 12^e année.

Lors des consultations de janvier et février 1999, les nombres restreints au secondaire ont été identifiés comme étant un obstacle majeur à la santé de l'école. Le tiers seulement des enfants d'ayants droit du Yukon fréquentent l'école française. Notre école ne peut rivaliser avec les options que sont en mesure d'offrir les grandes écoles de Whitehorse.

Les gouvernements ont la responsabilité d'appuyer le communauté franco-yukonnaise dans ses efforts de recrutement, de rétention et de récupération des ayants droit. Cet appui peut se faire à différents niveaux : académique (ex : prêt d'une option de l'immersion offerte à partir d'Émilie-Tremblay), juridique (ex : modification de la réglementation de la *Loi sur l'éducation*) et financier (ex : mesures spéciales pour consolider la gestion scolaire).

♦ Recommandation 7 :

Développer et mettre en oeuvre une stratégie de recrutement des ayants droit.

La francisation

La composition hétérogène de la communauté franco-yukonnaise est un des défis du projet communautaire en éducation. Bien souvent les parents francophones n'ont pas étudié en français ou ne l'utilisent que rarement à la maison où la langue majoritaire est d'usage. Ils sont peu en mesure de soutenir l'actualisation culturelle de leurs enfants.

Il est donc essentiel de redonner aux parents le plaisir d'utiliser la langue française et la confiance nécessaire à leur propre actualisation culturelle. Il est tout aussi nécessaire de mettre en place un programme de francisation préscolaire et scolaire qui prépare les enfants à l'école française et les soutient au niveau élémentaire. Comme il faut 5 ans pour franciser un enfant, il est important de commencer la francisation le plus tôt possible.

La francisation touche les parents et les enfants. Elle s'appuie sur la complémentarité des milieux familial, scolaire et communautaire. C'est un processus qui vise à valoriser l'usage du français comme langue d'apprentissage et comme langue de communication.

♦ Recommandation 8 :

Développer et mettre en oeuvre une politique de francisation pour toutes les clientèles du PCÉ : préscolaire, scolaire, parents, couples interculturels.

L'intégration culturelle

L'école Émilie-Tremblay assiste à l'érosion des rangs du secondaire. Les deux tiers des ayants droit fréquentent d'autres écoles que l'école française. Les partenaires du PCÉ sont d'avis que l'animation culturelle est un outil pour pallier l'exode des jeunes vers les grandes écoles de la majorité et les accueillir dans le giron de la francophonie.

L'animation scolaire doit être un service structuré, fondé sur l'action culturelle. Cette action culturelle est rendue possible par le cheminement de l'élève face à toutes les expériences d'apprentissage que l'école lui permet de vivre : pédagogiques, artistiques, sportives, sociales, scientifiques, etc. L'animation scolaire vise à responsabiliser l'élève, à lui donner toutes les occasions possibles de développer et d'utiliser ses habiletés et ses compétences de façon pratique. Elle lui permet de développer, entre autres choses, son estime de soi, sa pensée critique, ses habiletés en communication ainsi que son engagement envers l'école et la communauté.

- ♦ Recommandation 9 :
Développer et mettre en œuvre une politique d'intégration culturelle à l'école française par l'entremise d'un projet d'animation culturelle. (Projet en annexe 5)

Les services préscolaires

La garderie française joue un rôle prédominant dans la santé et la survie de la communauté francophone. Elle «francise» une clientèle importante au préscolaire, elle permet de dépister certains problèmes d'apprentissage. En offrant un programme développé en fonction de l'identité culturelle, elle favorise l'acquisition de connaissances chez l'enfant et le prépare à son entrée à l'école française. Au Yukon, la proximité de la garderie et de l'école est un avantage, car elle facilite l'harmonisation entre le scolaire et le préscolaire.

Pour maintenir la qualité des services qu'elle offre à la communauté franco-yukonnaise, La garderie du petit cheval blanc doit pouvoir embaucher du personnel qualifié et le garder en poste. Il est donc essentiel de solidifier le secteur préscolaire et de stabiliser sa situation.

- ♦ Recommandation 3 :
Sensibiliser les gouvernements au rôle déterminant que joue le secteur préscolaire dans la lutte contre l'assimilation et dans l'épanouissement de l'identité culturelle des enfants.
- ♦ Recommandation 4 :
Entreprendre une réflexion sur l'écart entre le secteur préscolaire et le scolaire afin d'identifier des mesures pour harmoniser les deux secteurs.

Les services scolaires

Bien que les consultations communautaires de janvier et février 1999 aient clairement identifié les atouts que constituent le nouvel édifice abritant l'école, la qualité des services qu'on y offre et le dévouement du personnel, il est essentiel de reconnaître la spécificité de l'école française et les défis qu'elle doit relever. Les petits nombres ne doivent pas justifier les lacunes en dotation de personnel. Les professeurs enseignent dans des classes à double niveau. Au secondaire, ils enseignent plusieurs matières à plusieurs niveaux. Les exigences de préparation sont supérieures à celles des profs de la majorité. Les occasions de perfectionnement professionnel sont réduites à cause du contexte minoritaire dans lequel œuvrent les professeurs de l'école française.

L'école doit offrir des programmes sPCÉiaux reliés à la réalité du contexte minoritaire : isolement culturel et géographique, francisation, accueil, animation scolaire, etc. Elle doit aussi offrir tous les services en éducation sPCÉialisée.

Pour recruter les ayants droit, l'école française doit démontrer qu'elle est meilleure que les autres écoles, qu'elle est la voie de l'excellence linguistique dans les deux langues officielles. Pour ce faire, elle doit développer ses programmes en fonction de la quête de l'excellence et obtenir les ressources humaines et matérielles adéquates pour les réaliser.

Pour offrir des services de la plus haute qualité possible, il faut créer un environnement propice à l'école Émilie-Tremblay. À titre d'exemple, soulignons les lacunes en matière de ressources et de formation que rencontrent les profs. La présence d'un conseiller pédagogique à mi-temps sur les lieux est essentiel pour soutenir les profs. Par ailleurs, il est aberrant que la directrice d'école passe l'après-midi à répondre aux urgences téléphoniques plutôt que de travailler à ses dossiers prioritaires. La nécessité du secrétariat à temps plein à l'école française n'échappe à aucun des partenaires du PCÉ.

- ◆ **Recommandation 10 :**
Mettre en œuvre les programmes scolaires en tenant compte de la sPCÉificité du mandat de l'école française. (N.B. La définition des profils de l'apprenant, de l'enseignant, de l'école, etc, seront pris en considération dans l'élaboration des programmes).
- ◆ **Recommandation 11 :**
Mettre en œuvre un mécanisme de développement académique et d'évaluation comparative.
- ◆ **Recommandation 12 :**
Développer et mettre en œuvre :
 - a) un plan de développement des installations,
 - b) un plan de développement des ressources humaines, éducatives, communautaires, matérielles et
 - c) un plan de développement des programmes et des services.

La formation

À cause de leur isolement géographique et culturel ainsi que de la sPCÉificité du contexte minoritaire dans lequel ils évoluent, les intervenants et intervenantes en éducation, employés et élus œuvrant dans les domaines communautaire (AFY, APÉF, EssentiElles, La garderie) et institutionnel (école Émilie-Tremblay, CSFY) ont besoin de formation en français : perfectionnement, formation professionnelle reliée à la réalité du milieu minoritaire, formation à distance, francisation, re francisation, croissance personnelle, éducation permanente, etc.

La question de formation est essentielle pour faciliter le recrutement de candidats compétents sur la scène locale. Le faible bassin de population au Yukon français rend ardu le recrutement de personnel qualifié en éducation, en petite enfance et en travail communautaire.

- ◆ **Recommandation 13 :**
Établir un programme de formation continue pour la population franco-yukonnaise : éducatrices, professeurs, bénévoles, adultes, etc.
- ◆ **Recommandation 14 :**
Créer un centre de ressources éducatives francophones.

La sensibilisation et la responsabilisation

- Recommandation 15 :
Valoriser l'éducation en français auprès de la communauté franco-yukonnaise.
- Recommandation 16 :
Sensibiliser les gouvernements aux besoins spécifiques de la communauté franco-yukonnaise en matière d'éducation et faire valoir leurs rôles dans son développement.
- Recommandation 17 :
Inviter le MÉY, le ministère du Patrimoine, le ministère de la Santé et des Affaires sociales à participer aux réunions du PCÉ quand c'est pertinent.

Un plan d'action provisoire : Les rôles et les responsabilités des partenaires

N.B. Un plan d'action provisoire sera développé à la suite de l'identification des contributions de chacun des organismes en fonction des priorités et recommandations énoncées ci-haut.

Ce plan d'action sera remis à jour et précisé à la suite des sessions d'animation visant à définir les profils souhaités de l'apprenant, de l'école, de l'enseignant, du parent, de la direction d'école, de la communauté, etc.

Annexe 1

Profil de la population francophone du Yukon

La population francophone a augmenté en nombre et en pourcentage entre 1991 et 1996. Elle constitue 3,8 % de la population yukonnaise en 1996, comparativement à 3,2 en 1991 à 2,7 % en 1986. 14,8 % de la population yukonnaise a un lien parental francophone direct.¹

Cependant, le taux de transfert linguistique demeure troublant et constitue un des défis du projet éducatif franco-yukonnais. Des 1110 résidents du Yukon ayant signalé avoir le français comme langue maternelle unique, 54 % s'expriment le plus souvent en anglais à la maison.²

Le profil démographique de la population francophone du Yukon démontre clairement le défi de la transmission de la langue et de la culture française. «Aucune intervention éducative à l'intention des jeunes ou des adultes ne peut faire abstraction du faible pourcentage de personnes parlant le français à la maison».³

Fait positif à noter toutefois, c'est qu'entre 1986 et 1996, le nombre de parlants français à la maison chez les 5-17 ans a augmenté de 25%. Cette augmentation laisse à penser que l'offre de services éducatifs en français au Yukon contribue à freiner l'assimilation.⁴

Les enfants issus d'unions interculturelles représentent environ 75,9 % des ayants droits. 58,8 % des ayants droits parlant français vivent à Whitehorse. Il y aurait donc 41,2 % des ayants droits parlant français dans les agglomérations.

Profil de la population francophone - Territoires canadiens (1996)

Territoire	Français, langue maternelle	Langue parlée à la maison	Exogamie	ICL*
Yukon	1 173 (3,8 %)	543 (1,8 %)	65 %	0,46
TN-O	1 416 (2,2 %)	605 (0,9 %)	70 %	0,43

* L'indice de continuité linguistique représente la relation entre le nombre de personnes qui parlent le français le plus souvent à la maison et le nombre de personnes dont le français est la langue maternelle. Un indice de continuité linguistique inférieur à 1 signifie que le français enregistre plus de pertes que de gains dans ses échanges avec d'autres langues.⁵

Ayants droits

La population francophone compte 65 % d'unions exogames ou interculturelles. ⁶

La clientèle scolaire de l'école Émilie-Tremblay se chiffre à 110 en 1999.

Selon le recensement de 1996, il y a 415 enfants d'ayants droits au Yukon de 5 à 17 ans. Du nombre, 270 connaissent le français et 135 le parlent à la maison. 300 de ces ayants droits de 5 à 17 ans résident à Whitehorse et 115 utilisent le français à la maison. Il y a 135 enfants d'ayants droits de 0-4 ans dont 70 parlent français à la maison. 85 sont à Whitehorse et 55 d'entre eux parlent français à la maison. ⁷

Environ un tiers des 5-17 ans utilise le français à la maison (comparativement à 1/4 en 1991). La structure linguistique du foyer semble déterminante dans le taux de rétention linguistique. Là où le couple est endogame, i.e. les deux parents sont francophones, on constate un taux de rétention supérieur (100 %) à celui des couples exogames (4,6 %).⁸

Taux de bilinguisme anglais-français

Le taux de bilinguisme au Yukon a augmenté entre 1991 et 1996. Il est passé de 9,3 à 10,5, (comparativement à 6,6 en 1981).⁹ On peut tirer la conclusion que les programmes d'immersion française ont eu un impact positif sur le taux de bilinguisme au territoire.

1-2-6-9 Statistique Canada, recensement 1996

3-5 «Alphabétisation et formation de base des adultes de la communauté francophone du Yukon», de Serge Wagner, UQAM, Octobre 1998.

4-7-8 Analyse statistique 1996 de la CNPF par Angéline Martel.

Annexe 2

Historique du dossier de l'éducation en français au Yukon

- 1969 Adoption de la *Loi sur les langues officielles*.
- 1974 Création de la Division des programmes de français, alors connue sous le nom de «Centre français».
- 1979 Les francophones du Yukon se regroupent en association.
- 1982 Incorporation de l'Association franco-yukonnaise.
- L'article 23 de la Charte des droits et libertés, enchâssée dans la Constitution du Canada, énonce et protège le droit à l'instruction dans la langue de la minorité.
- 1983 L'AFY reçoit une première subvention de 5 170 \$ du Ministère du Patrimoine (alors Secrétariat d'État). Elle crée ses premiers outils de développement communautaire.
- Des enseignants et des parents membres de l'AFY demandent l'appui des comités scolaires des huit écoles de Whitehorse afin de mettre sur pied un programme-cadre de français à Whitehorse. Quatre comités répondent favorablement.
- Un sondage révèle que 67 élèves sont admissibles à l'instruction en français. L'AFY, par l'entremise de son secteur éducation, demande au ministère de l'Éducation d'instaurer le programme-cadre de français.
- À la suite d'une violation du code de la route, Daniel Saint-Jean dénonce, devant les tribunaux, l'inconstitutionnalité de sa contravention, rédigée en anglais seulement. L'affaire donne naissance aux premières discussions sérieuses entre les gouvernements fédéral et territorial quant à l'obligation du Territoire de servir les francophones dans leur langue.
- 1984 Création du programme d'enseignement en français langue maternelle, appelé le programme-cadre de français, de la 1^{re} à la 6^e année. Trente-quatre enfants fréquentent les deux classes du programme logées au sous-sol de l'école Whitehorse Elementary. Formation d'un comité scolaire composé de trois personnes.
- 1985 Extension du programme-cadre : intégration d'une maternelle à la classe de 1^{re}-2^e années et ajout d'une classe de 7^e-8^e-9^e années. Cette dernière est logée à l'école G.A. Jeckell, devenue Riverdale High School avant de disparaître dans le mouvement de la réorganisation des niveaux orchestré par le ministère de l'Éducation.
- En octobre, l'Assemblée législative du Yukon adopte le nom école Émilie-Tremblay pour le programme-cadre.
- 1988 Le programme-cadre obtient officiellement son statut d'école à la suite de la remise au ministre de l'Éducation, Piers McDonald, d'une pétition contenant 125 signatures.
- Signature de la première entente Canada-Yukon sur les langues et adoption de la *Loi sur les langues* du Yukon.
- Création du Bureau des services en français.

Projet communautaire en éducation
Document de réflexion
4^e ébauche du 99-05-12, page 13

1988 Création de la Société des parents francophones du Yukon (SPFY), parrainée par l'AFY, nommée par la suite Bureau des parents franco-yukonnais (BPFY) avant de devenir l'Association des partenaires de l'école française (APÉF), organisme indépendant.

1989 Le nombre d'inscriptions à la maternelle de l'école Émilie-Tremblay est suffisant pour créer une classe séparée pour ce niveau.

Face à la localisation de l'école en deux lieux et vu les problèmes engendrés par la cohabitation des clientèles anglophones et francophones, la SPFY étudie les obstacles entravant la mission de l'école Émilie-Tremblay et explore les options possibles pour améliorer la situation dans un document intitulé : «Rapport sur les hypothèses d'avenir de l'école Émilie-Tremblay». Le rapport recommande sur la base d'un sondage et de deux consultations, l'établissement d'une école française homogène.

La première entente de contribution Yukon-AFY dans le dossier de la mise en œuvre des services en français est signée.

1990 L'école Émilie-Tremblay devient une école homogène. L'année scolaire commence dans les locaux préfabriqués de la rue Nisutlin à Riverdale. Le ministre de l'Éducation s'est engagé à rénover ces locaux vétustes qui ne constituent qu'une solution provisoire pour les francophones.

La *Loi scolaire* du Yukon est abrogée. La nouvelle *Loi sur l'éducation* est adoptée. L'Association franco-yukonnaise participe aux consultations relatives à la nouvelle loi et à sa réglementation. Elle fait pression pour que l'article 23 soit intégré à la *Loi sur l'éducation*.

La garderie du petit cheval blanc voit le jour. Elle accueille 7 enfants.

La SPFY devient le Bureau de parents franco-yukonnais (BPFY) et représente trois entités : le Conseil scolaire de l'école Émilie-Tremblay, La garderie du petit cheval et l'AFY.

1991 Des élections ont lieu pour élire des conseillers scolaires francophones. Le comité scolaire de l'école Émilie-Tremblay devient un conseil scolaire.

Des locaux préfabriqués sont ajoutés à l'école pour accueillir le secondaire. L'absence de gymnase crée un problème majeur. Le financement de l'éducation en français demeure inadéquat. Le conseil scolaire commence à revendiquer une nouvelle école.

Une corvée communautaire est organisée par le BPFY pour agrandir la garderie de façon à répondre aux besoins des parents de la communauté. On passe de 14 à 26 places.

Alpha Yukon, le comité pour l'alphabétisation en français au Yukon, voit le jour.

1992 Le ministère du Patrimoine canadien injecte 113 millions de dollars dans la mise en œuvre de la gestion scolaire pour les communautés de langues officielles. Sans consulter les francophones, le ministère de l'Éducation lance le message au ministère du Patrimoine canadien que les francophones du Yukon n'ont aucun besoin en gestion scolaire.

1993 Pour la première fois, l'école française offre la 10^e année.

1994 Le conseil scolaire de l'école Émilie-Tremblay participe pour la première fois à une consultation tripartite avec le ministère du Patrimoine canadien et le ministère de l'Éducation du Yukon au sujet des besoins de la communauté en matière d'éducation.

Projet communautaire en éducation
Document de réflexion
4^e ébauche du 99-05-12, page 14

- 1994 Les représentants des gouvernement fédéral et territorial s'engagent à participer annuellement à des consultations multipartites avec les intervenants des organismes communautaires franco-yukonnais.
- On ajoute la 11^e année aux services de l'école Émilie-Tremblay.
- Les gouvernements fédéral et territorial s'engagent à financer la construction d'une nouvelle école pour les francophones. Le ministère du Patrimoine canadien accepte également de financer la construction de nouveaux locaux pour la garderie française.
- 1995 On ajoute la 12^e année aux services de l'école Émilie-Tremblay.
- Les femmes francophones créent leur association, les EssentiElles.
- Les jeunes se regroupent et forment le comité Espoir Jeunesse.
- La Commission scolaire francophone du Yukon n° 23 est créée. C'est une première au Yukon.
- Alors qu'on procède à sa construction, La garderie du petit cheval est rasée par le feu, victime d'un acte de vandalisme.
- 1996 L'école Émilie-Tremblay décerne son premier diplôme d'études secondaires en juin.
- La première entente de contribution entre le ministère de l'Éducation et la CSFY n° 23 est signée. On procède à l'embauche des employées de la CSFY n° 23 : une directrice générale secrétaire-trésorière et une adjointe administrative.
- Le nouvel édifice abritant l'école Émilie-Tremblay ouvre ses portes sur Falcon Drive en septembre. Construite pour recevoir 250 élèves, l'école française en accueille un peu plus de cent.
- L'école prête temporairement des locaux à La garderie du petit cheval blanc pour lui permettre de maintenir ses services à la communauté franco-yukonnaise.
- L'AFY commence à offrir un service régulier en éducation des adultes.
- Création du Centre d'accès communautaire à l'AFY.
- 1997 La nouvelle garderie française ouvre ses portes sur Falcon Drive. Elle accueille un nombre maximal d'enfants soit 33.
- L'Association des partenaires de l'école française voit le jour.
- 1998 Le projet communautaire en éducation (PCÉ) rassemble les organismes communautaires franco-yukonnais œuvrant dans le domaine de l'éducation.
- Publication d'ACTION YUKON : Étude sur les besoins de formation des adultes francophones qui habitent le Yukon.
- La garderie du petit cheval blanc désire agrandir ses locaux afin de mieux répondre à la demande de services de la communauté. On veut ajouter une salle pour les bébés, une salle pour les enfants de la maternelle ainsi qu'une salle de bain (2 toilettes). Elle dépose un projet lors de la rencontre interministérielle orchestrée par Patrimoine canadien.

- 1999 Le ministère du Patrimoine canadien injecte 70 millions de dollars supplémentaires dans le domaine des langues officielles. 18 millions sont affectés aux langues officielles dans l'enseignement pour appuyer notamment la mise en œuvre de mesures visant à consolider la gestion scolaire, à améliorer la qualité de l'éducation et à étendre l'accessibilité de l'enseignement postsecondaire pour les francophones.

Le sous-ministre de l'Éducation endosse la création d'un comité paritaire de travail en éducation où l'on aborde les ententes bilatérales en éducation couvrant les besoins de la francophonie yukonnaise dans leur globalité : le préscolaire, le scolaire, l'éducation des adultes et l'alphabétisation, etc. Trois représentants du MÉY et trois représentants de la communauté (CSFY-AFY-APÉF) y siègent.

Les membres du PCÉ suggèrent que le comité de négociation de la CSFY soit composé de gens de la CSFY, de l'AFY et de l'APÉF pour présenter une image plus globale des besoins en éducation en vue de l'entente MÉY-CSFY. Le MÉY se montre réticent à la suggestion. La CSFY décline la suggestion mais s'engage toutefois à consulter les membres du PCÉ.

Le ministère de l'Éducation entreprend le processus de révision de la *Loi sur l'éducation*.

Le nombre d'inscriptions à l'école Émilie-Tremblay est de 110.

- 2000 Cet historique met clairement en évidence les acquis franco-yukonnais des 20 dernières années. Au seuil de l'an 2000, les partenaires du PCÉ désirent poursuivre sa mise en œuvre en posant des actions cohérentes et concertées pour assurer la continuité linguistique de la communauté franco-yukonnaise.

Annexe 3

Les partenaires, leurs missions respectives et leurs clientèles

1. L'Association des partenaires de l'école française (APÉF) :

L'APÉF s'engage à faire la promotion de l'éducation en français langue première et à collaborer à la création d'un milieu scolaire axé sur la qualité de l'enseignement et sur l'épanouissement de la langue et de la culture françaises. Tous les ayants droit bénéficient ainsi d'une éducation en français langue première reconnue pour sa qualité. L'éducation en français langue première constitue un projet partagé par toute la communauté franco-yukonnaise.

L'APÉF intervient auprès des clientèles préscolaire et scolaire, des parents ayants droits de couples francophones et interculturels.

2. L'Association franco-yukonnaise (AFY) :

La mission de l'AFY est d'améliorer la qualité de la vie en français pour les francophones vivant au Yukon à travers la mise en œuvre d'activités dans divers secteurs d'activités.

Pour ce faire, l'AFY favorise la collaboration avec les gouvernements, le secteur privé, les organismes de la francophonie yukonnaise et canadienne ainsi que les organismes de la société yukonnaise intéressés à participer à l'épanouissement du français au Yukon.

Les objectifs du secteur «éducation» de l'AFY sont :

- ◆ assurer le développement des services d'alphabétisation familiale, de formation de base et d'éducation des adultes
- ◆ favoriser le développement du potentiel économique de la communauté francophone en répondant aux besoins de formation de la population francophone
- ◆ collaborer au développement de l'éducation en français aux niveaux scolaire et préscolaire.

Par l'entremise de son secteur culturel, l'AFY encourage aussi l'organisation d'activités à l'école française et dans les programmes d'immersion.

3. Le comité Espoir Jeunesse :

Le comité Espoir Jeunesse est le regroupement des jeunes francophones. Il s'est donné la mission de contribuer au développement de la langue et de la culture françaises auprès des jeunes francophones et francophiles du Yukon en leur offrant des occasions de développement personnel et social.

4. La garderie du petit cheval blanc :

La garderie veut permettre à la communauté francophone et aux parents ayants droits d'avoir accès à des services éducatifs de qualité en français pour les enfants de 6 mois à 6 ans,

- ◆ en offrant un milieu de garde stimulant et enrichissant qui répond aux besoins physiques, sociaux, affectifs, intellectuels et créatifs de l'enfant;
- ◆ en offrant une programmation riche et variée;
- ◆ en encourageant l'engagement des parents dans le développement de La garderie;
- ◆ en embauchant du personnel qualifié;
- ◆ en favorisant des rapports enfants-éducatrices appropriés;
- ◆ en maintenant un financement adéquat.

5. Les EssentiElles :

Le mandat du regroupement de femmes franco-yukonnaises est d'améliorer la qualité de vie des femmes francophones du Yukon et de répondre à leurs besoins. Un sondage réalisé en avril 1997 auprès des femmes francophones du Yukon place l'éducation au cœur de leurs préoccupations. L'accès à un service de garde et à une école francophone de qualité ainsi que la formation postsecondaire sont essentielles à l'épanouissement des femmes du Yukon.

6. L'école Émilie-Tremblay (ÉÉT) :

L'école française Émilie-Tremblay, en collaboration avec les parents et la communauté, offre un milieu d'éducation de qualité aux élèves ayants droits où la poursuite de l'excellence est une priorité. Nous voulons :

- Donner le désir aux élèves d'apprendre, de vivre ensemble et de bien s'exprimer en français tout au long de leurs études primaires et secondaires; (note de Jeanne : la notion de valoriser l'usage du français et de développer l'excellence linguistique en anglais et en français tel que suggéré lors de la réunion des parents du secondaire n'est pas reprise)
- Éduquer les jeunes en intervenant sur toutes les facettes de la personne;
- Faciliter leur intégration communautaire afin qu'ils deviennent des citoyens actifs et heureux, fiers de leur identité et de leur héritage;
- Offrir un milieu académique stimulant, une vie culturelle riche et variée;
- Encourager les élèves à poursuivre leurs études postsecondaires en français.

7. La Commission scolaire francophone du Yukon (CSFY) :

En partant de la vision que les francophones du Yukon reçoivent une éducation en français reconnue pour son excellence et pour sa contribution au sentiment de fierté et d'appartenance à la communauté francophone, la CSFY s'engage dans la mission d'offrir des services éducatifs valorisant le plein épanouissement et l'identité culturelle des apprenants francophones du Territoire.

Elle accomplit sa mission en assumant le mandat suivant :

- a) Établir des politiques qui reflètent les aspirations de la communauté francophone;
- b) Offrir des programmes éducatifs favorisant l'épanouissement intellectuel, affectif, physique, linguistique et socio-culturel des apprenants.
- c) Assurer aux apprenants l'accès à des services éducatifs de qualité qui répondent à leurs besoins.
- d) Assurer la gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières du système éducatif francophone.
- e) Retenir les services d'un personnel compétent et dynamique.
- f) Appuyer le personnel dans sa démarche pédagogique.
- g) Assurer l'évaluation de la prestation des programmes et des services.
- h) Favoriser la concertation auprès des parents, des apprenants et des autres partenaires en éducation.
- i) Fournir un environnement propice au succès de l'apprenant, au développement de son identité culturelle et à son rayonnement dans la communauté.
- j) Fournir des installations favorisant un enseignement de qualité.
- k) Assurer la promotion des services offerts à la population francophone.
- l) Assurer l'équité en matière de répartition des ressources provenant du gouvernement.

Annexe 4

Le projet communautaire en éducation

N.B. Le projet initial doit être modifié. Il faut y inclure, en plus des sessions d'animation et compilation des résultats, la coordination des rencontres du PCÉ (incluant la rédaction des documents de travail et des compte rendus ainsi que la rédaction du plan d'action.

Annexe 5

Le projet d'animation culturelle

Annexe 6

Le projet d'initiation à l'école

Présentation uniformisée

N.B. Ces projets sont élaborés. Ils devront être rédigés de façon uniformisée, selon un modèle commun.

Chacun son tour

UN PLAIDOYER POUR L'ANIMATION CULTURELLE

PAR NICO ROGERS



Quand tu es jeune et francophone en Ontario, quand tu es «mêlé» parce que ton père est anglophone et que ta mère est francophone, quand tu te sens mis à part ou gêné parce que tu es minoritaire, quand tu te sens isolé parce que tu fréquentes une petite école, et quand ce qui est cool est souvent en anglais... ce que tu peux vivre à l'école française peut changer ta vie.

C'est mon histoire et celle de milliers de jeunes de mon âge, qui sommes en pleine phase de développement de nos valeurs et de nos capacités.

Nos anciens conseils scolaires bilingues n'ont jamais compris l'importance de l'animation culturelle. L'animation culturelle, au cœur de nos écoles franco-ontariennes, nous donne des outils pour nous prendre en main et une estime de soi qui nous ouvrira des portes pour la vie.

L'animation culturelle, c'est ce qui nous donne une identité forte et nécessaire pour nous engager encore plus à développer nos communautés. L'animation culturelle qui nous permettra de foncer au prochain millénaire sera celle qui nous aura appris à relever des défis avec créativité, à travailler en équipe, à nous sentir culturellement «chanceux» et non pas «différents», à passer à l'action pour réaliser nos rêves, à nous exprimer et à nous tenir debout avec fierté!

Avec la création de nos nouveaux conseils scolaires francophones, il faut absolument mettre en priorité la création d'un plan d'animation culturelle concret et concerté. C'est un enjeu majeur pour ma génération. C'est aussi ce qui assurera l'avenir de nos écoles qui devront maintenant affronter la nouvelle concurrence des écoles de langue anglaise ou d'immersion qui ne se retrouvent plus dans le même conseil.

Il faut que nos écoles de langue française réussissent à nous attirer, non pas par l'importance de leur effectif, mais par un programme d'animation culturelle qui pète le feu! Comme jeunes francophones, on doit toutes et tous avoir accès aux approches et aux outils éprouvés avec succès afin de combattre l'assimilation et sortir d'une cer-

taine désillusion.

Entre écoles et conseils, nous devons partager sans scrupule les réussites des interventions créées par de nombreux jeunes leaders et par nos profs engagés, afin de les multiplier.

POUR PASSER À L'ACTION...

Mais l'animation culturelle ne se fera pas tout seul... Nos nouveaux conseils doivent lui accorder:

1) DANS LE QUOTIDIEN:

Des ressources humaines pour monter un plan d'action concerté solide en fonction du nombre de personnes engagées et de leur pouvoir au sein de l'école. Les élèves, les jeunes leaders, les profs, la direction et les parents doivent être engagés concrètement à sa mise en œuvre. L'animation culturelle doit être l'affaire de tout le monde.

Tous les jours, il faut que nos profs s'affichent, nous inspirent et nous bombardent de ressources et de réussites franco-ontariennes. On doit intégrer l'animation culturelle à la salle de classe en nous faisant monter des projets utiles pour le reste de l'école et la communauté. Il ne faut plus que nos profs qui créent des projets extraordinaires le fassent toujours en dehors des heures de travail.

À un autre niveau, il faut aussi que la formation des maîtres prépare nos futurs profs à jouer ce rôle. Nos écoles ont maintenant le pouvoir de donner du temps et une reconnaissance scolaire aux initiatives des élèves leaders au secondaire, ayant du potentiel et talentueux. Sur le plan culturel, ce sont souvent ces jeunes qui ont la plus grande influence positive auprès de leurs pairs et des plus jeunes.

2) DANS LE DOMAINE PARASCOLAIRE:

Il faut que la priorité claire des conseils scolaires s'articule autour d'un investissement financier important. Nous devons investir dans les voyages culturels, tout d'abord chez nous, en Ontario, (à Sainte-Marie-au-pays-des-Hurons, à la Nuit sur l'étang, aux Jeux franco-ontariens, etc.).

Servons-nous pleinement des formations en leadership, comme celles de la FESFO, qui

ont un impact puissant sur l'engagement des élèves. Nos écoles doivent recommencer à consommer les produits et les spectacles de nos artistes franco-ontariens qui ont un impact énorme sur notre identité et nos aspirations si on prolonge leur séjour par des ateliers d'échange et de création.

Avant d'inviter nos amis du Québec qui n'ont pas vécu les mêmes défis que nous en grandissant, pourquoi ne pourrions-nous pas nous servir des talents et du savoir-faire de nos experts? Je peux nommer de nombreux anciens de nos écoles franco-ontariennes qui ont exporté leur savoir-faire à l'échelle internationale!

Sans plan d'action concerté, je pense qu'on peut tomber dans un piège: penser que l'animation culturelle, c'est n'importe quelle activité scolaire ou parascolaire dynamique qui se passe en français. Bien que toutes ces activités soient importantes, une activité d'animation culturelle doit répondre à des critères précis:

- Elle m'amène à être utile en français et elle valorise mon identité.
- Elle me fait découvrir avec dynamisme nos modèles franco-ontariens de réussite, notre histoire, et mon attachement à toutes les régions de l'Ontario français;
- Elle engage le plus d'élèves possible, de l'élaboration à l'animation, en passant par l'évaluation;
- Elle favorise des échanges réels avec d'autres élèves (à l'opposé de la compétition entre écoles) selon une formule conçue pour stimuler notre travail en équipe, notre créativité collective et notre leadership.

L'animation culturelle a changé ma vie personnelle: issu d'un foyer mixte, c'est à 17 ans que j'ai commencé à me sentir bien dans ma peau en participant aux Jeux franco-ontariens de la FESFO. C'est en travaillant avec des jeunes de tous les coins de l'Ontario que j'ai enfin compris qui j'étais et que j'ai commencé à participer au sein de mon école comme jamais avant!

Nico Rogers est président de la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne.



C.P. 3938 Whitehorse (Yukon) Y1A 5M6
Tél. : (867) 667-8680 Téléc. : (867) 393-6946

FEED FAX THIS END

FAX	
To:	<i>Mise Tourpin</i>
Dept:	<i>Patrimoine canadien</i>
Fax No.:	<i>(867) 953-9353</i>
No. of Pages:	<i>2</i>
From:	<i>Evelyn Fachapelle</i>
Date:	<i>5 mai 1999</i>
Company:	<i>CSFY NO. 23</i>
Fax No.:	<i>(867) 393-6946</i>
Comments:	
Post-it	fax pad 7803E

Le 14 mai 1999

L'honorable Sheila Copps
Ministre du Patrimoine canadien
Ottawa (Ontario)
K1K 0M5

Madame la ministre,

C'est avec plaisir que nous avons accueillie la nouvelle que le gouvernement fédéral accordera un financement accru pour l'appui au programme des langues officielles.

C'est aussi avec l'espoir de recevoir votre appui que nous vous écrivons aujourd'hui. Grâce aux efforts de nos prédécesseurs, les francophones du Yukon ont obtenu la gestion scolaire le premier juillet 1996. Depuis septembre 1996, les élèves de l'école Émilie-Tremblay débutaient l'année scolaire dans un nouvel édifice, petit joyau rendu possible par votre collaboration avec le Gouvernement du Yukon.

Depuis bientôt trois ans, nous travaillons d'arrache-pied pour établir notre commission scolaire, la première au Yukon. Compte-tenu du petit nombre d'élèves sur le territoire et de notre éloignement, nos besoins sont multiples et nos rêves impossibles à réaliser sans l'appui continu du fédéral. Nous travaillons étroitement avec les commissions scolaires francophones de l'Ouest afin d'assurer la réussite de la gestion scolaire, élément essentiel d'une survie linguistique et culturelle.

Lors de la première Entente spéciale pour la gestion scolaire, aucune somme d'argent n'avait été accordée au Yukon. La commission scolaire a eue l'occasion de prendre de l'expérience et de la maturité. Nous connaissons les besoins de notre clientèle et les éléments qui pourront assurer notre réussite. Sans votre appui, nos rêves ne sauront se réaliser. C'est par le biais de notre ministère de l'Éducation que nos requêtes vous parviendront bien sûr.

Mme Copps, par le passé, votre conviction et vos efforts nous ont été d'un appui incontestable et fortement appréciés. Nous profitons de l'occasion pour vous en remercier chaleureusement.

Aussi, au nom de la francophonie yukonnaise, nous vous prions d'agréer, Madame la ministre, l'expression de nos sentiments les meilleurs,

Le président,

 c Laferté

cc L'honorable Lois Moorcroft, ministre de l'Éducation
Nicole Hennessey, présidente, FNCSF

D'UN OCÉAN À L'AUTRE

YUKON

Commission scolaire francophone : une entente

Une entente a été conclue avec le ministère de l'Éducation pour le financement de l'école Émilie-Tremblay et de la Commission scolaire francophone du Yukon (CSFY).

D'après Évelyne Lachapelle, directrice de la CSFY, les changements apportés à l'entente de contribution se situent surtout au niveau de la responsabilité des partenaires.

Le ministère de l'Éducation reconnaît le droit des francophones du Yukon à une éducation dans leur langue telle que décrite dans l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.

L'école aura plus de liberté dans le choix des livres en français venant de l'extérieur. Lors de déplacements hors territoire, les responsables de l'é-

ENFANTS AYANTS DROIT				
Nombre de jeunes (5 à 17 ans) par genres de famille en 1986, 1991 et 1996				
Yukon	1986	1991	1996	
• deux parents francophones	10 6,5 %	60 20,7 %	40 9,6 %	
• un parent francophone	145 93,5 %	220 75,9 %	310 74,7 %	
• famille monoparentale	0 0	10 3,4 %	65 15,7 %	
Total	155	290	415	
Territoires du Nord-Ouest	1986	1991	1996	
• deux parents francophones	80 19,3 %	90 18,4 %	95 16,9 %	
• un parent francophone	320 77,1 %	380 77,6 %	425 75,9 %	
• famille monoparentale	15 3,6 %	20 4,1 %	40 7,1 %	
Total	415	490	560	

cole pourront maintenant se procurer des ouvrages chez des libraires francophones et non seulement par catalogue, comme c'était le cas auparavant.

Pour sa part, la CSFY

devient responsable des frais de recrutement du personnel enseignant et a droit au budget qui s'y rattache. La CSFY et le ministère de l'Éducation se sont aussi entendus pour préparer ensemble les requêtes de

financement soumises à Patrimoine canadien.

Les budgets seront revus en entier par les parents lors de la prochaine assemblée générale annuelle à l'automne 1998.

(Source : L'Aurore boréale)

CONFÉRENCE SUR LE CHEMINEMENT CULTUREL DES JEUNES

L'Association des partenaires de l'école française a organisé début mai une conférence sur le cheminement culturel des jeunes de la petite enfance jusqu'au secondaire. Judith Charest et Julie Mitchell, deux spécialistes en éducation française, étaient les conféren-

cières invitées.

Le but de cette conférence était de sensibiliser non seulement les parents mais toutes les personnes intéressées à l'éducation en français langue première.

D'après Julie Harvey, présidente de l'Association des

partenaires, la conférence voulait « aider les parents à stimuler leurs enfants en situation minoritaire ».

Plusieurs ne se doutent souvent pas des impacts de l'assimilation sur la vie familiale, a expliqué la présidente. Un parent unilingue francophone,

par exemple veut que l'éducation de son enfant soit bilingue afin qu'il le devienne. Mais en milieu minoritaire, ce système ne mène pas nécessairement au bilinguisme. Trop souvent le résultat est l'anglicisation de l'enfant.

CROISSANCE/DÉCROISSANCE QUINQUENNALE DES AYANTS DROIT (5 À 17 ANS)

Yukon	1986 à 1991		1991 à 1996		1986 à 1996	
• deux parents francophones	50	500,0%	-20	-33,3%	30	300,0%
• un parent francophone	75	51,7%	90	40,9%	165	113,8%
• famille monoparentale	10	-	55	550,0%	65	-
Total	135	87,1%	125	43,1%	260	167,7%
Territoires du Nord-Ouest						
• deux parents francophones	10	12,5%	5	5,6%	15	18,8%
• un parent francophone	60	18,8%	45	11,8%	105	32,8%
• famille monoparentale	5	33,3%	20	100,0%	25	166,7%
Total	75	18,1%	70	14,3%	145	34,9%

*** TRANSMISSION REPORT ***

PRINT TIME 09/29 '98 09:13 ID: DGPALO/OLSPB

D- FILE START MODE LOCATION
No. No. TIME
00 613 09/29 09:12 TX 18673936701

STORE TX RX TOTAL CODE
PAGE PAGE PAGE TIME
2 2 0 00'57" OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.



*Patrimoine canadien
Programmes d'appui
aux langues officielles*

*Canadian Heritage
Official Languages
Support Programs*

15, Eddy
Hull (Québec)
(819) 994-0943

télécopie/Fax : le 29 septembre 1998

1 +1 pages

A/TO	DE/FROM
PILON DOMINIQUE Agente de programmes Bureau de Whitehorse	MICHÈLE BLAIS-CHAUVIN Agent principal de programmes Opérations et coordination régionale
tél./tel. : (867) 667-3908 téléc./fax : (867) 393-6701	tél./tel. : (819) 994-3802 téléc./fax : (819) 953-6580

Tel que mentionné. Bonne journée!

8142-6-97

◆ *Compte rendu de l'AGA de la Commission scolaire* **Questions de transport, de prématernelle et de concertation**

Le transport scolaire, la concertation entre les groupes communautaires en matière d'éducation et le projet de prématernelle sont que quelques-unes des nombreuses questions qui ont été soulevées par les parents lors de la 2^e assemblée générale annuelle de la Commission scolaire francophone, le jeudi 5 février.

Maurice Albert, président de la Commission scolaire, a annoncé à l'assemblée que les négociations budgétaires laissaient présager des compressions. M. Albert a fait valoir la complexité des négociations en cours. «C'est un processus complexe et difficile». Il estime toutefois que le ministère de l'Éducation conserve l'obligation de financer la commission scolaire et l'école à 100 %

Jeanne Beaudoin, présidente sortante de la commission scolaire, avait une longue série de questions à poser aux commissaires. M^{me} Beaudoin considère que l'article 24 de la Charte des droits et libertés, la clause de réparation, devrait être utilisée pour contrer la tendance aux réductions monétaires. «Quoiqu'on

dise, les Francophones ont coûté moins cher au gouvernement que les Anglophones», d'affirmer M^{me} Beaudoin. «A-t-on des politiques linguistiques ou de discipline? Comment réalise-t-on une gestion éclairée des lieux physiques? Qu'en est-il de la philosophie encadrant l'éducation?» a-t-elle ensuite demandé. Évelyne Lachapelle, directrice générale, a expliqué qu'elle avait recueilli les politiques d'autres commissions scolaires et qu'un rapport serait prêt à l'automne. De plus, M^{me} Lachapelle a mentionné que la Commission scolaire se penchait avec intérêt sur un plan éducatif national élaboré par la Commission nationale des parents francophones (CNPF).

La question du transport a aussi été abordée. Les élèves de la région de Mary Lake sont les premiers à prendre l'autobus scolaire. Cet autobus s'arrête à l'école Whitehorse Elementary pour ensuite se diriger vers l'école Émilie-Tremblay. Les jeunes arrivent à l'école française à 8 h 45. M^{me} Beaudoin, dont les enfants sont dans cette situation, propose que pour le reste de l'an-

née scolaire, l'autobus se rende en premier à Émilie-Tremblay. Elle a demandé que la Commission scolaire approche la compagnie d'autobus afin d'établir des services équitables.

Une autre situation problématique se pointe à l'horizon. On étudie la possibilité que les enfants de la maternelle aillent à l'école trois journées complètes plutôt que cinq demi-journées. Depuis avant Noël, le système de transport n'est plus assuré. Les parents doivent aller chercher les enfants à l'heure du midi. C'est une situation aberrante... aux dires de plusieurs parents. «Qu'est-ce qui arrive si le parent est malade ou encore si la voiture est brisée?». Hélène Saint Onge, directrice de l'école, a expliqué qu'une réunion de consultation aurait lieu sous peu.

M^{me} Carol Bookless a mentionné que la communauté anglophone avait beaucoup de préjugés à l'endroit de l'école française. Trop de gens croient encore que c'est une école élitiste. «Les gens sont intimidés. Ils n'osent pas venir dans ces

Suite p. 2

L'AUREORE BORÉALE, le vendredi 20 février 1998

Suite Commission scolaire

lieux ». M^{me} Bookless propose que l'on tente de faire davantage d'exercices de relations publiques afin de pallier ce problème. Les commissaires estiment que la communauté entière doit être sensibilisée aux enjeux de l'école et un plan existe à cet effet. De plus, les propos de la participante ont été notés.

Par ailleurs, deux mères de famille, Nicole Lacroix et Sylvie Geoffroy ont présenté un projet demandant qu'une prématernelle pour les jeunes francophones ouvre ses portes en septembre prochain. M^{me} Geoffroy rappelle que l'assimilation est très rapide chez la clientèle des enfants de trois ans. Nicole Lacroix, quant à elle maintient qu'il n'existe aucune activité pour les jeunes francophones de cet âge. «Quand ils sortent de la maison, ils ne



Sylvie Geoffroy et Nicole Lacroix

Photo : L'Aurore boréale

peuvent s'exprimer dans leur langue nulle part».

Nicole et Sylvie, appuyées par l'Association des partenaires de l'école française ont organisé un jardin d'enfants sur une base bénévole. Les jeunes et les parents se rencontrent à l'école une fois par semaine. Une douzaine d'enfants participent à cette initiative. «La clientèle est là, on doit trouver le financement», de lancer M^{me} Lacroix.

Les commissaires ont donné

leur accord de principe au projet. Ils s'engagent à explorer les différentes possibilités afin de mettre le programme sur pied. Ils rencontreront aussi les parents.

Jeanne Beaudoin a de plus exhorté les membres de la commission scolaire à se pencher sur la concertation. «Nous sommes sur le point de connaître des douleurs de croissance extraordinaires si nous ne nous penchons pas sur la concertation.»

Cécile Girard

02/18/98 WED 13:23 FAX 867 393 6360

ECOLE EMLIE TREMBLAY

8142-6-97

Commission scolaire francophone du Yukon #23
C.p. 3938 Whitehorse (Yukon) Y1A 5M6 tél: (867) 667-8680 téléc. 393-6360

Le 5 janvier 1998

COMMUNIQUÉ

Nouveaux commissaires à la Commission scolaire francophone du Yukon

Monsieur Maurice Albert, commissaire depuis quelques années, a été élu président de la CSFY #23 à l'occasion de la réunion organisationnelle en automne dernier. Il sera appuyé dans ses tâches par le vice-président, Edmond Ruest. Le nouveau président remplacera Madame Jeanne Beaudoin.

Conformément aux règlements de la Loi en éducation, les nouveaux commissaires, Guy Comeault, Marcelle Dubé et Sylvie Léonard, occuperont leur poste pour une période d'un an.

La CSFY compte trois comités. Le comité de promotion et de développement stratégique (**Président, Guy Comeault**), le comité des services à la clientèle (**Présidente, Marcelle Dubé**) et le comité de gestion (**Présidente, Sylvie Léonard**).

Il y aura élection à l'automne 1998. Les cinq postes de commissaires seront à combler pour un mandat de trois ans.

- 30 -

Évelyne Lachapelle
Directrice générale
CSFY #23
Téléphone (867) 667-8680

FEED FAX THIS END

FAX

To: Programme de langues
Dept.: Officielles
Fax No.: (819) 953-9353
No. of Pages: 1
From: E. Lachapelle
Date: 98.02.18
Company: CSFY #23
Fax No.: (867) 393-6360
Comments: prendre note du
nouveau président

Post-it fax pad 7803E

8142-6-97

Commission scolaire francophone du Yukon #23
C.p. 3938 Whitehorse (Yukon) Y1A 5M6 tél: (867) 667-8680 téléc. 393-6360

Le 5 janvier 1998

COMMUNIQUÉ

29/01/98
Michèle
① pour info
② sup. prise démarche
pour inscription aux ACOS
③ classer. Meunier/Sie

Nouveaux commissaires à la Commission scolaire francophone du Yukon

Monsieur Maurice Albert, commissaire depuis quelques années, a été élu président de la CSFY #23 à l'occasion de la réunion organisationnelle en automne dernier. Il sera appuyé dans ses tâches par le vice-président, Edmond Ruest. Le nouveau président remplacera Madame Jeanne Beaudoin.

Conformément aux règlements de la *Loi en éducation*, les nouveaux commissaires, Guy Comeault, Marcelle Dubé et Sylvie Léonard, occuperont leur poste pour une période d'un an.

La CSFY compte trois comités. Le comité de promotion et de développement stratégique (**Président, Guy Comeault**), le comité des services à la clientèle (**Présidente, Marcelle Dubé**) et le comité de gestion (**Présidente, Sylvie Léonard**).

Il y aura élection à l'automne 1998. Les cinq postes de commissaires seront à combler pour un mandat de trois ans.

- 30 -

Évelyn Lachapelle
Directrice générale
CSFY #23
Téléphone (867) 667-8680

8142-6-97

Commission scolaire francophone du Yukon no. 23
C.P. 3938 Whitehorse (Yukon) Y1A 5M6

le 20 août 1997

L'Honorable Sheila Copps
Ministère du Patrimoine canadien
Édifice Jules-Léger
15, rue Eddy, 12e étage
Hull (Québec) K1A 0M5

No. Invitation 34/6
Resp. / Lead RLAG
CC: CT
(acc)

Madame Copps,

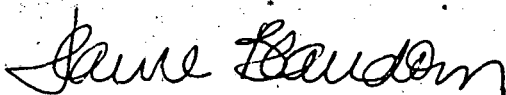
Les ententes du Programme des langues officielles en éducation avec les provinces et territoires sont sur le point d'être renégociées, et nous aimerions avoir l'occasion de vous rencontrer avant la fin septembre ou début d'octobre.

Vous connaissez les nombreux défis que nous avons à relever en tant que francophones vivant en milieu minoritaire. Dans le cas du Yukon, vous savez aussi que nous terminons notre première année comme Commission scolaire. Grâce à votre appui, nous avons enfin pu, l'an dernier, offrir à toute la population franco-yukonnaise des services éducatifs en français dans notre nouvelle école. La coquille est là, mais il nous faut étoffer les services qui assureront une éducation de qualité égale et même supérieure à celle de nos confrères anglophones majoritaires.

Lors du Symposium de la CNPF à Ottawa en octobre 1996, nous avons été fortement impressionnés par votre discours d'appui envers la réalité et la survie francophone au Canada. Nous comptons donc sur votre écoute et votre compréhension : une rencontre au sujet de nos besoins de financement à court et à long terme est des plus importantes pour nous.

Espérant de vos nouvelles sous peu, nous vous prions d'agréer, Madame Copps, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La présidente de la Commission scolaire francophone du Yukon # 23,



Jeanne Beaudoin



Patrimoine canadien Canadian Heritage

SP97-04301

8142-6-967

APR - 3 1997

Votre référence Your file

Notre référence Our file

Madame Jeanne Beaudoin
Présidente
Conseil scolaire francophone
du Yukon
C.P. 3938
Whitehorse (Yukon)

Madame,

Je vous écris en réponse à votre lettre du 7 mars dernier concernant la mise en oeuvre de la gestion scolaire au Yukon.

J'ai pris bonne note de vos préoccupations en ce qui a trait aux difficultés administratives rencontrées pendant cette première année d'opération de la nouvelle commission scolaire francophone du Yukon et je peux vous assurer que nous allons continuer de travailler en étroite collaboration avec les différents intervenants impliqués dans ce dossier.

Les annexes annuelles 1996-1997 auxquelles vous faites référence ne seront pas disponibles avant plusieurs mois; je vous inviterais donc à demander au ministère de l'Éducation une copie des états financiers intérimaires 1996-1997 soumis au ministère du Patrimoine canadien en fin d'année financière et à partir desquels seront produites les annexes.

Nous prévoyons organiser des rencontres à Whitehorse, au début du mois de mai, pour discuter, entre autres, du financement qui sera accordé au Yukon par le Programme des langues officielles dans l'enseignement en 1997-1998. Nous allons nous assurer que les représentants de la Commission scolaire francophone seront présents lors de ces discussions comme ce fut le cas l'an dernier lors d'un appel conférence portant sur le financement accordé en 1996-1997.

.../2

Canada



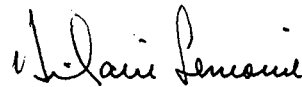
000038

- 2 -

D'ici là, n'hésitez pas à contacter M^{me} Lise Toupin, au (819) 994-3507 ou M^{me} Michèle Blais-Chauvin, au (819) 994-3802, si vous avez besoin de renseignements supplémentaires.

En vous assurant de mon entière collaboration, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

Le directeur général
Programmes d'appui aux
langues officielles,



Hilaire Lemoine

c.c. Carol Genest

*Commission scolaire francophone du Yukon #23
C.P. 3938 Whitehorse (Yukon) Y1A 5M6*

Le 7 mars 1997

Monsieur Hilaire Lemoine, directeur général
Programme d'appui aux langues officielles
Patrimoine canadien
Édifice Jules-Léger, 7^e étage
15, rue Eddy
Hull (Québec) K1A 0M5

HC
L'éc
Traiter pour les suites?
de

Objet: Ententes bilatérales en éducation

Monsieur Lemoine,

Ce fut un plaisir de rencontrer vos délégués, Messieurs Paul-Émile Leblanc et Jean-Claude Racine, les 5 et 6 novembre derniers. Nos préoccupations ont été bien reçues si l'on en juge par le rapport qu'ils nous ont fait parvenir suite à leur tournée de consultation.

Cette lettre reprend en essence la présentation que j'ai faite le 6 novembre en présence de Carol Genest et Linda Johnson du ministère du Patrimoine à Whitehorse, Mavis Fisher (surintendante), Gilbert Lamarche (directeur de programmes) et Anita Simpson (adjoindte aux finances) du ministère de l'Éducation du Yukon. Notre directrice générale, Évelyne Lachapelle, et Edmond Ruest, commissaire à la CSFY #23, m'accompagnaient.

Vous trouverez également sous pli la liste des sujets spécifiques que nous avons abordés lors de cette réunion. Ces sujets ont fait l'objet d'une lettre adressée à Mavis Fisher.

Lors de cette rencontre, j'ai fait valoir que pour accéder à la véritable gestion scolaire, les Franco-Yukonnais(e)s devront avoir accès plus directement aux montants identifiés pour l'école Émilie-Tremblay dans les ententes bilatérales.

Hilaire Lemoine
Ententes bilatérales

2

La création de la Commission scolaire francophone du Yukon signifie en théorie que la francophonie yukonnaise a atteint le niveau maximal de contrôle qu'elle puisse exercer sur son système d'éducation. Dans les faits, nous devons encore quémander à la pièce les sommes nécessaires à la mise en place d'initiatives essentielles pour que nos enfants accèdent à une qualité d'éducation comparable à celle que reçoivent leurs congénères anglophones!

Depuis son entrée en fonction, notre directrice générale a rencontré à maintes reprises des représentants du ministère de l'Éducation du Yukon pour assurer la mise en oeuvre de la gestion scolaire par les Franco-Yukonnais(e)s. C'est un exercice laborieux que de comprendre comment le financement reçu par l'entremise des ententes bilatérales se rend jusqu'aux enfants, surtout quand l'on considère le nombre d'intermédiaires par lesquels nous devons passer pour obtenir un portrait clair et concis de la situation.

Le manque de transparence au niveau des chiffres, conjugué au temps et à l'énergie consacrés au dépouillement du dossier "finances" nuisent grandement à la mise en oeuvre de la mission de la Commission scolaire francophone du Yukon. La gestion des services d'éducation au Yukon est tellement compartimentée que les officiels du ministère n'arrivent pas à concevoir comment nous donner notre juste part des ententes!

Le premier transfert de fonds entre le ministère et la CSFY a été effectué en février 1997. Un ajustement de cette somme est prévu avant la mi-avril.

Dans ces conditions, il est extrêmement difficile, voire impossible, pour la Commission scolaire de mettre en oeuvre sa planification stratégique dont vous recevrez une copie sous peu. Comment établir une planification intelligente quand on ignore les montants avec lesquels nous pouvons travailler?

Nous devons avoir accès à un budget qui nous permette d'exercer la gestion. Il est aberrant de penser que nous payons une directrice générale qui doit passer son temps à négocier, au compte-gouttes, de petites ententes de contribution pour des initiatives qui touchent le quotidien même de notre milieu scolaire.

Comme vous le constatez, il y a loin de la coupe aux lèvres pour que la véritable gestion scolaire prenne racine au Yukon. Nous apprécions beaucoup, Monsieur Lemoine, tout ce que vous faites pour aider à la survie et au développement de la francophonie yukonnaise. Grâce à votre appui, nous avons franchi des étapes importantes et nous vous demandons de nous appuyer encore une fois.

Hilaire Lemoine
Ententes bilatérales

3

Deux aspects me semblent d'une importance capitale.

1. La Commission scolaire doit devenir un partenaire beaucoup plus présent dans les négociations des ententes bilatérales en éducation. Nous avons atteint le plus haut palier possible de gestion scolaire. Il faut que cette réalité soit reconnue.

Il nous faut non seulement connaître les montants qui nous sont alloués dans les ententes bilatérales mais y avoir accès. C'est la seule façon dont nous pourrions donner un sens à la création de la Commission scolaire francophone du Yukon.

Nous vous demandons donc de nous faire parvenir la copie finale des annexes des ententes 1996-1997. Nous demandons également de faire partie de toutes les discussions entourant les ententes 1997-1998.

2. Les gouvernements doivent être imputables à l'égard de leur communauté franco-yukonnaise. Les ententes bilatérales doivent servir à défrayer les coûts supplémentaires encourus pour l'enseignement de la langue de la minorité. Le gouvernement fédéral doit s'assurer que les sommes demandées par le gouvernement territorial couvrent bien les projets pour lesquels elles ont été accordées.

La gestion scolaire doit être plus qu'un exercice de rhétorique au Yukon. Nous vous demandons votre appui pour qu'elle devienne une réalité.

En espérant recevoir de vos nouvelles sous peu, je vous prie d'accepter, Monsieur Lemoine, mes salutations respectueuses.

La présidente,



Jeanne Beaudoin

p.j.

Des dossiers à comprendre, des enjeux à éclaircir

(Liste des sujets envoyés à Mavis Fisher)

1) Selon une lettre d'Hilaire Lemoine à Gérard Lécuyer en date du 22 mars 1996, le budget de construction de l'école prévoyait 450,000 dollars pour l'ameublement et les équipements essentiels. Arbitrairement, ce montant a été réduit à 350,000, puis à 300,000 dollars.

Un nombre important de choses restent à mettre en place pour que notre école soit dotée du matériel nécessaire à son bon fonctionnement, de façon comparable à ce que nos homologues anglophones retrouvent dans leurs écoles. Le gouvernement territorial a reçu des sommes importantes qui ne se rendent pas entièrement où elles le devraient. La comptabilité entourant ces sommes est confuse et ne correspond pas toujours aux conclusions de nos discussions avec les officiels du ministère de l'Éducation.

2) Livres de bibliothèque

L'école reçoit annuellement 10,000 dollars pour l'achat de livres de bibliothèque. Ce montant sert également à couvrir les coûts reliés à la réparation et au bon fonctionnement de la bibliothèque. La bibliothèque, rappelons-le, dessert des élèves de la maternelle à la 12e année qui suivent des cours d'anglais à partir de la 4e année!

Il est inconcevable que l'école Émilie-Tremblay ne reçoivent que 10,000 dollars du budget total de 80,000 dollars prévus pour l'achat de livres dans les ententes bilatérales. Les écoles d'immersion reçoivent autant que nous (en plus de leur budget régulier pour les livres anglais) pour l'enseignement d'une langue seconde et ce, pour une clientèle plus homogène que la nôtre (W.E.S. 10,000\$ pour le primaire, Riverdale Junior: 10,000\$ pour l'intermédiaire et F.H. Collins: 10,000\$ pour le secondaire! Les 40,000\$ qui restent vont au Centre de ressources. Il est évident que nos collègues de l'immersion sont mieux nantis que nous.

Selon nos discussions avec les officiels du ministère, le budget de démarrage (qu'on a appelé plus haut "budget pour l'équipement et l'ameublement") devait couvrir l'achat de livres en anglais que nous avons chiffré à 12,500\$, plus 12,500\$ pour des livres en français en sus des 10,000\$ des ententes bilatérales, budget plus que raisonnable pour équiper en livres une bibliothèque toute neuve.

Nous demandons d'obtenir ces sommes pour la prochaine année scolaire.

3) Le matériel et les ressources relatifs à la programmation

Nous voulons avoir accès directement aux 23,500\$ prévus dans les ententes bilatérales afin de doter l'école de matériel indispensable dans les salles de classe, manuels et autres ressources de programmation.

Ces sommes sont présentement gérées par le ministère de l'Éducation. Ce fonctionnement par intermédiaire est inefficace et génère beaucoup de gaspillage, ce que nous voulons à tout prix éviter. Exemple: La professeure de 1ère année a reçu une très belle trousse de mathématiques au coût de 400\$. Elle en possédait déjà une. Voilà 400\$ dollars de gaspillés alors que le programme de maths actuellement en cours au primaire laisse à désirer. Cet exemple se reproduit hélas trop souvent au cours de l'année scolaire.

4) Le projet "Formatique"

L'annexe 2 des ententes 1996-1997 prévoit une somme de 50,000\$ pour la mise en place du programme "Formatique" à l'école Émilie-Tremblay et pour les besoins de la communauté francophone. Le programme n'est toujours pas en place.

Nous exigeons qu'il le soit avant la fin de l'année scolaire.

5) La notion de "Gestion scolaire"

Nous voulons gérer nos budgets parce que nous sommes les mieux placés pour évaluer les besoins de l'école. Nous voulons pouvoir planifier nos achats et nos activités en fonction des besoins de notre clientèle. N'est-ce pas là l'essence de la gestion scolaire?

Auteur : Lucie Plouffe à JLS7-HULL
Date : 97/03/24 15:58
Priorité : Normale
pour : Kimberly Hogan, Michele Blais-Chauvin
cc : Lise Toupin
Objet : dossier SP97-04301

Bonjour Kim,

S.V.P. remettre la date du bf au 2 avril 1997. En attente d'un document de la province pour réaffectation.

Merci et bonne fin de journée!



Patrimoine canadien Canadian Heritage

APR - 3 1997

Votre référence Your file

Notre référence Our file

Madame Jeanne Beaudoin
Présidente
Conseil scolaire francophone
du Yukon
C.P. 3938
Whitehorse (Yukon)

Madame,

Je vous écris en réponse à votre lettre du 7 mars dernier concernant la mise en oeuvre de la gestion scolaire au Yukon.

J'ai pris bonne note de vos préoccupations en ce qui a trait aux difficultés administratives rencontrées pendant cette première année d'opération de la nouvelle commission scolaire francophone du Yukon et je peux vous assurer que nous allons continuer de travailler en étroite collaboration avec les différents intervenants impliqués dans ce dossier.

Les annexes annuelles 1996-1997 auxquelles vous faites référence ne seront pas disponibles avant plusieurs mois; je vous inviterais donc à demander au ministère de l'Éducation une copie des états financiers intérimaires 1996-1997 soumis au ministère du Patrimoine canadien en fin d'année financière et à partir desquels seront produites les annexes.

Nous prévoyons organiser des rencontres à Whitehorse, au début du mois de mai, pour discuter, entre autres, du financement qui sera accordé au Yukon par le Programme des langues officielles dans l'enseignement en 1997-1998. Nous allons nous assurer que les représentants de la Commission scolaire francophone seront présents lors de ces discussions comme ce fut le cas l'an dernier lors d'un appel conférence portant sur le financement accordé en 1996-1997.

.../2

Canada



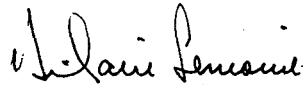
000046

- 2 -

D'ici là, n'hésitez pas à contacter M^{me} Lise Toupin, au (819) 994-3507 ou M^{me} Michèle Blais-Chauvin, au (819) 994-3802, si vous avez besoin de renseignements supplémentaires.

En vous assurant de mon entière collaboration, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

Le directeur général
Programmes d'appui aux
langues officielles,



Hilaire Lemoine

c.c. Carol Genest

*** TRANSMISSION REPORT ***

PRINT TIME 04/11 '97 11:23 ID: DGPALO/OLSPB

D-	FILE START	MODE	LOCATION	STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
No.	No.	TIME		PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
00	927	04/11 11:23	TX	3	3	0	00'53"	OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.



Patrimoine canadien
Programmes d'appui
aux langues officielles

Canadian Heritage
Official Languages
Support Programs

15, Eddy
Hull (Québec)
(819) 994-0943

télexcopie/Fax : le 10 avril 1997

1 + 2 pages

À/TO GENEST CAROL Bureau de Whitehorse tél./tel. : (403) 667-3908 téléc./fax : (403) 393-6702	DE/FROM MICHÈLE BLAIS-CHAUVIN Agente principale de programmes Opérations et coordination régionale tél./tel. : (819) 994-3802 téléc./fax : (819) 953-6580
--	--

Pour ton information.



Gouvernement du Canada
Patrimoine canadien

Government of Canada
Canadian Heritage

CarolGenest

Tel: (403) 667-3908 - Fax: (403) 393-6702

À/TO: Michèle	DATE: le 10 avril 1997
OBJET/ SUBJECT: AGA - Commission scolaire	

Voici le document distribué à l'AGA. Cathy McFadyen a donné le discours que je lui avais préparé. Tout c'est bien passé.

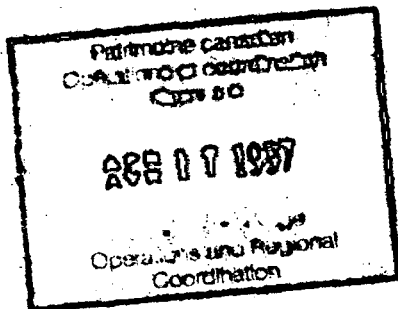
C'est un bon groupe qui déblaie beaucoup de nouveau territoire avec cette première commission scolaire.

J'ai bien hâte de vous accueillir ici en mai.

Au plaisir

Carol

copie pour Lise aussi



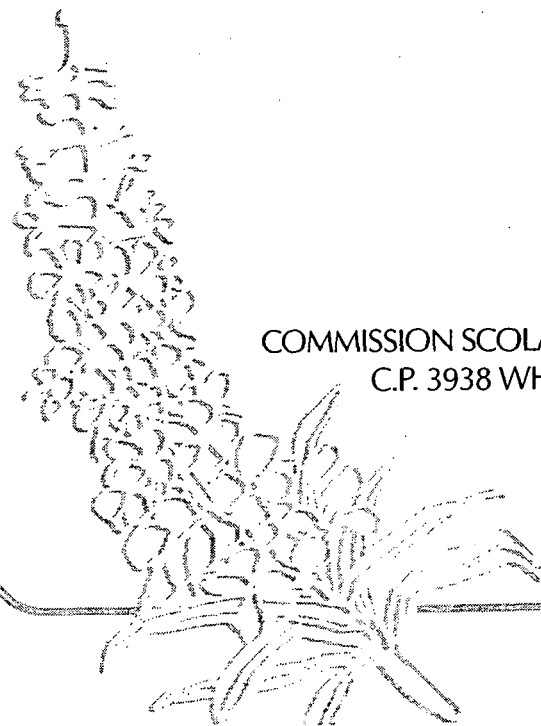
000050

8142-6-96

Assemblée générale annuelle

LE MARDI 25 MARS 1997
DE 19 H À 20 H 30

COMMISSION SCOLAIRE FRANCOPHONE DU YUKON #23
C.P. 3938 WHITEHORSE (YUKON) Y1A 5M6



MISSION : LA COMMISSION SCOLAIRE FRANCOPHONE DU YUKON # 23 S'ENGAGE À OFFRIR DES SERVICES ÉDUCATIFS
VALORISANT LE PLEIN ÉPANOUISSEMENT ET L'IDENTITÉ CULTURELLE DES APPRENANTS FRANCOPHONES DU TERRITOIRE.

COMMISSION SCOLAIRE FRANCOPHONE DU YUKON #23



Photo prise le 4 décembre 1995, lors de l'assermentation des commissaires.

Maurice Albert, Willard Phelps, ministre de l'Éducation, Denise Roy, vice-présidente, Régis St-Pierre, Jeanne Beaudoin, présidente, et Edmond Ruest.

Direction générale, Évelyne Lachapelle
Adjointe administrative, Lise Picard

Conseiller pédagogique, Yann Herry

Commission scolaire francophone du Yukon #23

En route vers l'an 2000:

Assemblée générale annuelle

le mardi 25 mars 1997

de 19 h à 20 h 30

Ordre du jour:

- | | | |
|---------|---|----|
| 19 h 00 | Spectacle des élèves de l'école Émilie-Tremblay | |
| 19 h 15 | Mot de bienvenue de la présidente
Présentation des invités spéciaux. | |
| 19 h 30 | 1. Adoption du procès-verbal de l'AGA
du 25 octobre 1995 | 1 |
| | 2. Rapport de la présidente | 5 |
| | 3. Rapport du Comité de gestion | 7 |
| | Comité de services à la clientèle | 8 |
| | Comité de promotion et marketing | 9 |
| | 4. Rapport de la directrice générale de la CSFY | 11 |
| | États financiers | 13 |
| 20 h 30 | Levée de l'assemblée | |
| 21 h 30 | Clôture de la soirée | |

Note: Les parents sont invités à partager un
goûter et échanger avec les participants à la rencontre

Commission scolaire francophone du Yukon #23
Casier postal 3938 WHITEHORSE (Yukon) Y1A 5M6

Assemblée générale annuelle

Le 25 octobre 1995
de 19 h à 20 h 30

Gymnase de l'école Christ the King Junior

Présences : Jeanne Beaudoin, présidente du Conseil scolaire, Denise Roy, vice-présidente, Marie-Paule Langlois, conseillère, Mavis Fisher, surintendante des programmes de français, Monique Allard, directrice de l'école.

Invités spéciaux : Rolland McCaffrey, sous-ministre adjoint au ministère de l'Éducation. Normand DuPasquier, conseiller spécial en matière de Langues officielles, Patrimoine canadien. Hélène Lemay, interprète du Bureau des services en français.

Parents : Arlin McFarlane, Fernand Laforge, Yann Herry, Hélène Saint Onge, Pierre Bourbeau, Cécile Girard, Josée Mathian, Clémence Roy, Philippe Dumont, Édith Babin, Denise Beauchamp, Diane Morin, Sylvie Baril, Michel D. Gélinas, Carole Trottier, Paulette Ruest, Edmond Ruest, Régis St-Pierre, Gil Beaudin, Cathy Beaudin, Roxanne Thibaudeau, Rachelle Dufour, Gérard Lécuyer, Maurice Albert, Vivianne Tessier, Richard Fontaine, Linda Anderson, Vernon Marshall, Louis-Philippe Beauchamp, Patrice Brochu, Diane Émond, Alain Dallaire, Lucie Desaulniers, Lise Ouimet, Deanna Laforge, Luc Laferté.

La présidente appelle l'assemblée à l'ordre

Procès-verbal

La présidente du Conseil invite M. McCaffrey à s'adresser aux parents. Il salue la communauté franco-yukonnaise et offre de répondre aux questions.

La présidente invite M. Normand DuPasquier qui se dit heureux de voir des visages familiers du Manitoba. Il nous lit le message du ministre Dupuy.

Madame Mavis Fisher fait un survol des activités du ministère qui sont reliées à l'école Émilie-Tremblay et se dit disponible pour répondre aux questions des parents.

1. **Élection d'une présidente d'assemblée:** Jeanne Beaudoin, appuyée par Michel D. Gélinas, propose de nommer Denise Roy comme présidente d'assemblée. Elle accepte.
2. **Élection d'une secrétaire d'assemblée:** Denise Roy, appuyée par Cécile Girard, propose de nommer Luc Laferté comme secrétaire d'assemblée. Il accepte.

2a. **Dépôt des documents**

2b. **Rapport de la présidente.**

Jeanne Beaudoin fait un survol des grands dossiers comme celui de la nouvelle école et des coupures de l'été dernier, les derniers développements dans le domaine de la gestion scolaire comme le scrutin, les commissaires, le Comité de transition vers la commission scolaire, le plan administratif de l'école et la gestion des fonds d'activités culturelles. Elle remercie et félicite tous les intervenants.

2c. **Nouvelle école.**

Mavis Fisher remplace Gord deBruyn et fait un survol du dossier. Si l'ouverture est retardée, on décidera si l'année scolaire débutera dans les locaux actuels ou un peu en retard dans la nouvelle école.

Même suite aux coupures d'espace, l'école pourra recevoir 250 élèves. Le plan le plus récent est disponible au bureau de Gord deBruyn au ministère de l'Éducation.

Rachelle Dufour s'informe au sujet des Gros jeux (Big-Toys). Seulement un des deux jeux prévus a été éliminé. Le laboratoire d'informatique sera des plus perfectionnés et comprendra 32 stations mais 28 ordinateurs pour l'instant.

Diane Émond demande au Conseil s'il y a eu des consultations auprès des parents pour le design de la nouvelle école. Jeanne Beaudoin indique que deux membres du Conseil qui sont parents et deux membres de la communauté représentaient les parents.

Maurice Albert demande si l'école offrira l'éducation à distance?
Mme Fisher répond par l'affirmative.

2d. **Le rapport de la directrice.**

Il fut bref et concis. (Veuillez vous référer au rapport fourni aux parents lors des portes ouvertes du 26 septembre, il fait un survol complet de la situation à l'école).

2e. **Rapport financier**

Présenté par Luc Laferté.

Jeanne Beaudoin ajoute que 20 000\$ seront ajoutés au budget pour la mise en place de la gestion scolaire pour un total de 75 000\$ pour l'année 1995-96. La formation des commissaires sera la priorité.

Il est proposé par Cécile Girard et appuyé par Fernand Laforge de recevoir le rapport financier.

3. **Questions des parents.**

- **Parce qu'il n'y a pas de gymnase cette année, les frais de piscine encourus par les parents seront-ils remboursés?**

Jeanne Beaudoin explique qu'une demande de 12 000\$ a été acheminée au ministère du Patrimoine pour la location d'espace et le transport des élèves mais que la requête a été refusée. Mavis Fisher a trouvé 6 000\$ pour combler les besoins minimum évalués à environ 9 000\$. Il resterait donc environ 3 000\$ à trouver ou 2 500\$ si les parents d'élèves de 4 et 5ième paient les frais de piscine qui, d'ailleurs, ont toujours été défrayés par les parents.

- **Une Commission scolaire prendra-t-elle position sur le nombre de niveaux/matière qu'un professeur aura à enseigner?**

La qualité de l'éducation fera partie des priorités de la commission scolaire. Gérard Lécuyer ajoute que c'est la raison pour laquelle la communauté a décidé de voter en faveur d'une commission scolaire. De meilleurs services dans une nouvelle école aideront à prévenir le décrochage de nos élèves. Avec le temps, le nombre d'enfants augmentera et le nombre de professeurs s'accroîtra aussi en proportion à cette augmentation d'élèves.

- **Y aura-t-il des sections primaire, intermédiaire et secondaire dans la nouvelle école?**

Oui.

- **Y aura-t-il un programme et un budget pour le plein-air?**
On vient d'investir 4 500\$ en matériel d'éducation physique et on planifie acheter du matériel de plein-air.
- **La crise annuelle du parascolaire sera-t-elle réglée par la nouvelle école?**
Oui à cause des nouveaux locaux. On en discutera à la commission scolaire.
- **Qu'est-ce qui va déterminer le choix d'options offertes pour les élèves au secondaire?**
Le programme d'études, les locaux (gymnase, économie familiale, musique, informatique) les choix des commissaires et des professeurs sont autant de facteurs qui déterminent les options au secondaire. La mission de l'école doit refléter les besoins et les souhaits des parents à cet effet: les parents seront donc consultés.
- **Le froid et la noirceur arrivent, qu'est-ce qui va se passer avec le programme d'éducation physique?**
On espère toujours pouvoir utiliser le gymnase du CYI, de Selkirk et de Riverdale Junior.

4. **Présentation des nouveaux commissaires:**
Maurice Albert, Edmond Ruest, Régis St-Pierre, Jeanne Beaudoin et Denise Roy sont présenté(es).

Jeanne Beaudoin remercie:
Marie-Paule Langlois pour sa contribution à la cause;
Luc Laferté pour ses services de permanence;
Monique Allard pour son dévouement;
Gérard Lécuyer pour son expertise comme consultant;
Mavis Fisher pour sa coopération;
Rolland McCaffrey pour avoir représenté le ministre;
Normand DuPasquier pour avoir représenté le ministre du Patrimoine.

5. **Levée de l'assemblée à 20 h 45**

RÉALISATIONS DE LA COMMISSION SCOLAIRE DEPUIS L'AGA DU 25 OCTOBRE 1995

RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE

Jeanne Beaudoin

- En décembre 1995, les nouveaux commissaires ont été assermentés. Leur première préoccupation majeure était de négocier le premier budget de la Commission scolaire, de s'assurer que la construction de la nouvelle école progresse et soit terminée à temps pour la rentrée scolaire, et d'embaucher la première direction générale de la CSFY # 23 et son adjoint/e administrative.
- En juin 1996, après de longs mois de négociations, une entente de contribution a été signée avec le Ministère de l'éducation. Cette entente définit les obligations financières envers la CSFY # 23. Cette entente pourra prendre fin le 30 juin 1998, mais restera en vigueur jusqu'en juin de l'an 2000 à moins que le Ministère de l'éducation ou la Commission scolaire francophone du Yukon ne signalent leur intention de renégocier l'entente.
- La directrice générale de la Commission scolaire et son adjointe administrative ont été embauchées, l'une en juillet 1996 et l'autre en février 1997.

La concertation

Plusieurs démarches ont été entreprises dans ce dossier:

avec le Patrimoine canadien

La présidente, Jeanne Beaudoin, la directrice générale ainsi que le commissaire Edmond Ruest, ont participé à des rencontres avec le Patrimoine canadien ou ses représentants à plusieurs reprises depuis septembre 1996. Ces liens se maintiennent par le biais de Carol Genest, gestionnaire de projets avec le Patrimoine canadien à Whitehorse et responsable à ce titre du dossier de la CSFY # 23.

Nous tenons à faire reconnaître et respecter notre droit à la gestion scolaire tel que décrit dans la section 23 de la Loi sur les langues officielles. Ces rencontres avec les représentants du Patrimoine canadien demeurent donc très importantes pour nous.

avec le Ministère de l'éducation

- La présidente de la CSFY #23, les commissaires Denise Roy, Edmond Ruest et la directrice générale, ont rencontré Mme Moorcroft, ministre de l'Éducation et le sous-ministre, M. Wolf Riedl, le 3 février 1997.
- L'objectif de cette première rencontre était de faire connaître à la Ministre et au sous-ministre l'historique de la Commission scolaire, ses réalisations et ses nouveaux objectifs. Nous tenions aussi à faire valoir l'apport de la communauté francophone au Yukon et notre intention de continuer à contribuer à la vie culturelle et financière du territoire.
- une nouvelle rencontre est prévue avec Mme Moorcroft en avril prochain, alors qu'elle rencontrera tous les conseils scolaires et la CSFY # 23 pour revoir la planification des projets de dépenses capitales dans les écoles du Yukon.

avec d'autres organismes francophones en éducation, sur les scènes nationales, provinciales et territoriales

- Nous ne sommes pas les seuls francophones au pays à vouloir vivre en français, assurer la survie de notre langue et de notre culture. Pour réussir, il a fallu obtenir la gestion de nos écoles afin de s'assurer que nos enfants pourraient étudier le français **en français** et non dans une école d'immersion. Et maintenant, il nous faut obtenir pour nos enfants des services équivalents en qualité à ceux que reçoivent les enfants anglophones partout au pays.
- L'union fait la force. En maintenant des liens étroits avec d'autres organisations francophones au pays, nous pourrions constater les efforts de nos collègues francophones dans d'autres coins du pays, partager leurs efforts et fêter leurs réussites tout en planifiant la nôtre.
- Il est donc essentiel de continuer à participer à des rencontres avec des organismes tels que :

la Commission nationale des parents francophones

Denise Roy, commissaire à la CSFY # 23 en est la vice-présidente

l'Association canadienne de langue française

Jeanne Beaudoin nous y représentera à l'été.

l'Association des Directions générales de l'ouest canadien

- Notre directrice générale participe à ces rencontres afin de planifier les stratégies qui assureront le meilleur perfectionnement possible à nos enseignants et aussi les meilleurs outils pédagogiques possible.

avec les conseils scolaires de Whitehorse et du Yukon

- La CSFY participe aux rencontres des Conseils scolaires de Whitehorse, question de partager les dossiers qui nous tiennent tous à coeur dans l'éducation de nos enfants. Nous voulons continuer à faire front commun à toutes les occasions possible.
- Nous recevrons, ce printemps, à l'école Émilie-Tremblay, les Conseils scolaires de Whitehorse pour une de ces rencontres mensuelles.

La gestion stratégique

- En février 1996, les commissaires, en session avec M. Conrad Leblanc, ont adopté un plan de gestion stratégique. Ce plan sera revu annuellement par les commissaires et il sert présentement de plan d'action pour la directrice générale.

Implantation d'une structure décisionnelle fonctionnelle

- La CSFY #23 se rencontre de façon régulière, en session publique, à tous les deuxièmes mardis du mois.
- Des sessions de travail ont lieu au besoin depuis septembre avec les Comités de gestion et de services à la clientèle.
- À partir du mois d'avril 1997, les commissaires ont décidé d'alterner les rencontres régulières et les rencontres des comités afin de faciliter leur travail dans la mise en oeuvre d'une structure décisionnelle formelle et aussi d'alléger l'Ordre du jour des rencontres régulières.

A. COMITÉ DE GESTION

Maurice Albert/président

- Beaucoup d'efforts ont été déployés afin de bien doter l'école des meubles et du matériel pédagogique nécessaires pour la rentrée. Un budget de 300 000,00\$ était à notre disposition pour effectuer ces achats.

- Les négociations se poursuivent auprès du personnel du ministère de l'Éducation pour assurer qu'il y ait transfert des sommes d'argents prévues par l'entente de contribution et les ententes bilatérales.
- Le transfert de fonds relié à l'entente est en voie de réalisation: un premier versement a été reçu en février 1997. Un réajustement sera fait en avril pour l'année fiscale 1996-97.
- Les fonds reliés au budget pour l'année fiscale 1997-98 nous seront aussi remis en avril.
- Nous sommes à mettre en oeuvre un système de gestion financière. Des consultations ont été effectuées auprès de Florian Lemphers, sous-ministre adjoint des finances au ministère de l'Éducation et un comptable ici à Whitehorse.
- Un système informatisé de comptabilité est en voie d'être mis sur pied à la CSFY #23.

B. COMITÉ DE SERVICES À LA CLIENTÈLE

Edmond Ruest/président

à l'école Émilie-Tremblay

- Pour mieux desservir la clientèle de l'école et son personnel enseignant, un conseiller pédagogique (.5) et une éducatrice (.5) ont été embauchés à l'automne 1996.

avec la directrice et le personnel enseignant de l'école

- La DG et la directrice travaillent à établir un plan de gestion au niveau pédagogique, financier et matériel avec et pour le personnel de l'école, et pour les élèves bien sûr.
- La CSFY est à organiser une gestion des ressources humaines pour que ses employés soient partenaires dans la gestion de l'école Émilie-Tremblay et dans les services que nous voulons offrir à nos élèves.
- Le Comité des services à la clientèle étudie aussi des nouveaux projets pour l'école en général, et aussi des projets spécifiques pour les élèves du secondaire.

avec la communauté franco-yukonnaise

- Edmond Ruest, commissaire, représente la CSFY # 23 aux rencontres de l'AFY, afin de lui communiquer nos objectifs, nos efforts.

- L'AFY a déjà utilisé le gymnase ainsi que d'autres locaux dans l'école pour des cours offerts en soirée à la communauté.
- Nous prêtons aussi des locaux à l'AFY pour ALPHA YUKON.
- L'AFY a déjà réservé des locaux dans l'école Émilie-Tremblay pour son AGA en novembre 1997.

avec la Garderie du petit cheval blanc

- Nous avons loué des locaux à la garderie du mois d'août à la fin février. Des locaux sont aussi prêtés pour la garderie parascolaire.

avec la ville de Whitehorse

- Nous avons présentement une entente temporaire avec la ville pour des prêts de locaux.

C. COMITÉ DE PROMOTION ET DE MARKETING Régis St-Pierre/Président

- Le nombre d'élèves à l'école Émilie-Tremblay a augmenté de 110 élèves en 1995-96 à 124 en 1996-97.
- Un plan de promotion de nos services et de notre école est en voie de préparation avec l'APEF, les parents et l'école. Les services d'un expert dans le domaine du marketing ont été retenus.
- Ce plan nous aidera aussi à choisir et implanter des stratégies pour le recrutement de nos élèves. Dans un premier temps, ce plan pourrait nous permettre de travailler de pair avec la garderie pour faire connaître notre programme d'accueil pour enfants de 4 ans, tous les services qu'offre l'école, ainsi que ceux qui sont offerts par la garderie. Nous voulons analyser les occasions de mise en commun, par exemple, les services préscolaires pour les enfants de 4 ans.
- Régis St-Pierre, commissaire, a représenté la CSFY # 23 à des rencontres avec la ville de Whitehorse. Ces rencontres portaient surtout sur la sécurité des élèves sur les rues environnantes à l'école.
- La directrice générale siège présentement au comité d'étude portant sur le transport scolaire. Ce comité a guidé la révision du système de transport auprès de la compagnie Mattrix qui a été retenue pour analyser la situation actuelle et apporter des changements qui reflètent les requêtes des parents.

avec les autres écoles du Yukon

- Nous voulons encourager le personnel enseignant à créer des partenariats qui seraient de nature à enrichir les programmes que nous offrons à nos élèves et donner aux élèves de l'extérieur l'occasion de connaître notre école et les services qui y sont offerts. Exemples: échange avec l'école Elijah Smith; possibilité d'offrir des cours optionnels d'intérêt aux élèves en immersion au secondaire.

RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Évelyne Lachapelle

- La directrice générale, la directrice de l'école et le personnel enseignant travaillent depuis l'automne à bien établir les services de la clientèle scolaire. Nous consultons les personnes contacts au ministère de l'Éducation dans ces dossiers.

Lorsque nos recherches seront terminées, nous retournerons au Comité des services à la clientèle avec nos recommandations.

- La DG et le personnel enseignant de l'école et l'AFY travaillent de concert afin de mettre sur pied un plan annuel d'activités culturelles pour l'école et la communauté.

avec le ministère de l'Éducation

- En juillet 1996, les parents de l'école Émilie-Tremblay obtenaient enfin leur commission scolaire, dont l'objectif premier était de gérer leur école parce qu'ils/elles connaissent leurs propres besoins. Gérer notre école implique que nous avons un contrôle sur la qualité de l'enseignement que nos enfants sont en droit de recevoir.
- Et pour assurer l'excellence de la qualité d'éducation à l'école Émilie-Tremblay, il faut s'assurer d'avoir toutes les sommes nécessaires à la mise en oeuvre des services essentiels à notre école.
- Dans l'entente de contribution signée avec le ministère de l'Éducation, l'école devait avoir droit à des services d'appui. Une des priorités de la Directrice générale est de préciser quels sont ces services d'appui, quelles sommes d'argent y sont rattachées et aussi, de s'assurer que nos élèves bénéficient de tous ces services.
- Beaucoup d'efforts sont donc consacrés à établir les contacts avec tous les responsables de dossiers au ministère de l'éducation, entre autres le sous-ministre adjoint des finances, M. Florian Lemphers, et le sous-ministre adjoint des écoles publiques, M. Wally Seipp.
- Des rencontres hebdomadaires de planification avec les surintendants du ministère permettent aussi à la Directrice générale de mieux comprendre le système d'éducation au Yukon et de s'assurer d'en tirer le meilleur parti pour nos élèves.

- Un autre aspect important du service que nous sommes en mesure d'offrir à l'école depuis cette année seulement est assuré par la présence de notre conseiller pédagogique.
- Lui aussi a été mandaté d'établir des contacts avec les conseillers pédagogiques du Yukon et des provinces afin de trouver ce qu'il y a de meilleur pour nos enfants au niveau curriculum de la maternelle à la douzième année.
- Pour mieux réaliser cet objectif, il participe aux rencontres de programmation / curriculum avec les autres conseillers/ères du ministère de l'Éducation.

Lorne MacDonald
Comptable agréé

201, rue Main, bureau 2
Whitehorse (Yukon) Y1A 2B2
Tél. : (403) 667-2292
Télec. : (403) 667-2296

Le 3 mars 1997

Madame Évelyn Lachapelle
Commission scolaire francophone du Yukon n° 23
C.P. 3988
Whitehorse (Yukon)
Y1A 5M6

Objet : États financiers de fin d'exercice

Madame,

Je confirme par la présente notre conversation sur la vérification des états financiers de fin d'exercice de la Commission scolaire francophone. Tel que mentionné, je n'aurai pas le temps de terminer le travail à temps pour l'assemblée générale annuelle qui se tiendra ce mois-ci. Toutefois, j'examinerai sous peu les renseignements fournis. À ce moment, je serai en mesure de vous faire part de ce qui est nécessaire pour que je puisse terminer le travail.

En ce qui concerne votre question sur les données comptables pour une assemblée générale qui se tiendrait à l'automne, si les renseignements comptables fournis sont adéquats, je ne vois pas pourquoi la situation financière de l'organisme ne pourrait être à jour pour cette assemblée. Si vous avez de la difficulté à produire les données comptables à temps, je suis prêt à vous aider.

Si vous avez des questions sur le sujet susmentionné ou sur tout autre sujet, n'hésitez pas à m'appeler.

Veuillez agréer, Madame, mes salutations distinguées.

Lorne MacDonald, C.A.

Lorne MacDonald*
Chartered Accountant

201 Main Street, Suite 2
Whitehorse, Yukon Y1A 2B2
Phone (403) 6 292
Fax (403) 667-2296

March 3, 1997

Evelyn Lachapelle
Commission Scolaire Francophone du Yukon # 23
P.O. Box 3988
Whitehorse, Yukon
Y1A 5M6

Dear Ms. Lachapelle:

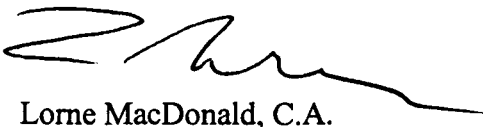
Re: Year end financial statements

This letter is to confirm that you have approached me to audit year end financial statements for the above. As discussed the timing does not allow me to complete this work in time for the upcoming AGM this month, however I will be proceeding with a review of the information shortly. At that time I will be able to further advise as to additional information that will be required to complete my work.

In further reference to your queries regarding the status in relation to a fall AGM, I see no reason, assuming the accounting information is adequate, why the organization could not be up to date in time for that meeting. In the event that assistance is required with the accounting information to meet that deadline I endeavor to assist in any way possible.

Should there be any questions with regards to the above or any other matters please do not hesitate to call.

Yours truly,



Lorne MacDonald, C.A.

COMMISSION SCOLAIRE FRANCOPHONE DU YUKON #23

RAPPORT FINANCIER PROVISOIRE Période du 1 avril 1995 au 31 mars 1996

Solde d'ouverture	48 157,56\$
--------------------------	--------------------

Revenus

Solde d'ouverture

Contribution - fonctionnement CSFY	5 125,00\$
Fonds des activités culturelles	20 000,00
Budget gestion scolaire	92 000,00
Balance/solde AFY	3 567,88
Compte fermé/solde banque N-É	<u>599,21</u>

Total des revenus	<u>121 292,09\$</u>
--------------------------	----------------------------

Déboursés

Fonds de fonctionnement	8 794,28\$
Fonds des activités culturelles	8 908,51
Gestion	<u>70 900,26</u>

Total des déboursés	<u>88 603,05\$</u>
----------------------------	---------------------------

Solde pour l'exercice financier	80 846,60\$
--	--------------------

Note : Les nouveaux commissaires de la Commission scolaire francophone du Yukon ont été assermentés le 4 décembre 1995 pour voir à la phase de transition entre le Conseil scolaire et la Commission scolaire.

Le 1 juillet 1996, la Commission scolaire francophone du Yukon # 23 assumait les responsabilités et obligations d'une commission scolaire tel que prévu par la Loi de l'éducation.

Ce rapport provisoire reflète le dernier exercice financier du Conseil scolaire.

COMMISSION SCOLAIRE FRANCOPHONE DU YUKON # 23

Historique de la gestion scolaire: Budgets

1995-96 Année de planification

Fonctionnement du Conseil scolaire \$ 5 125,00

Activités culturelles \$ 20 000,00

Gestion scolaire \$ 92 000,00

Ententes bilatérales Canada/Yukon
(gérées par le ministère de l'Éducation)

1996-97 Année de transition/Mise en oeuvre

Fonctionnement du Conseil/CSFY # 23 \$ 5 125,00

Activités culturelles \$ 20 000,00

Budget de démarrage de l'école
(gérée par le ministère) \$300 000,00

Ententes bilatérales Canada/Yukon
(gérées par le ministère de l'Éducation)

École Émilie-Tremblay
(géré par le ministère 6 mois/en consultation 6 mois) \$ 40 000,00

CSFY # 23
(géré par la CSFY/transition/transferts en voie) \$ 60 000,00

FROM :

8142-6-96



FAX TRANSMISSION SHEET
ENVOI PAR TÉLÉCOPIEUR

Date: le 7 mai

Time / Heure: 11h30

Number of pages including transmission sheet.
Nombre de pages incluant celle-ci.

16

To / Destinataire: Patrimoine canadien
Roger Falek - Michèle B. Chauvin

Fax / Télécopieur: (214) 953-6580

From / De: **Gilbert Lamarche**
Co-ordinator / Coordonnateur

French Programs Division
Department of Education
P.O. Box 2703
Whitehorse, Yukon Y1A 2C6
Fax: (403) 667-4166

Division des programmes de français
Ministère de l'Éducation
B.P. 2703
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Télécopieur: (403) 667-4166

Message: urgent à remettre à Roger
ou Michèle (en téléconférence)

Gilbert

Please phone (403) 667-8237 immediately if all pages are not received.
Composez le (403) 667-8237 immédiatement si la transmission est incomplète.

Copie Roland, Mavis, DA.
F. Fisher May 3, 1996 received
COMMISSION SCOLAIRE FRANCOPHONE DU YUKON no 23

BUDGET

Meeting held on April 10, 1996 - 15H30 to 17H20

Present: Florian Lemphers - ADM, Finance Dept. of Education
Mavis Fisher - Superintendant, Zone IV
Jeanne Beaudoin - Chairperson, Yukon Francophone School Board
Gérard Lécuyer - Consultant, YFSB

INTRODUCTORY REMARKS

Before we go into the nitty-gritty of the Yukon Francophone School Board's (YFSB) budget, I would like to take some 15 to 20 minutes to make some general remarks which the members of the Board feel must be clearly stated and hopefully understood before we go into the actual financial needs of the School Board and école Émilie-Tremblay (EET) for the 1996-97 school year. These remarks also translate the sentiments which the YFSB consider fundamental to reaching an agreement in relation with the budgetary process for the French first language (FL1) education system in the Yukon.

Firstly, let me state that it is the sincere intention of the SB to do its utmost to cooperate with the representatives of the Yukon government in the hope of reaching a mutually satisfactory understanding with regards to the resources (human and financial) required by the YFSB. We will show why these resources are required in order to establish a FL1 program which is equitable and is of a quality on a par with the education system provided for the majority in the Yukon. We seek no more and no less than what is in keeping with the letter and the spirit of section 23 of the *Charter of Rights and Freedoms* (the Charter), the *Supreme Court of Canada* (SC) rulings (SC, 1990 - Mahé case in Alta. and the 1993 case involving the Francophone parents of Manitoba) which have interpreted and clarified the intent and meaning of section 23 and finally we seek a fair and orderly implementation of a management and control system of FL1 education in keeping with the *Yukon Education Act*.

In our first meeting, we reviewed with you section 23 of the Charter and the principles of the SC rulings which are fundamental to the implementation of an equitable and fair FL1 education system in the Yukon. During these introductory comments, I will quote again a few passages from these two unanimous rulings of the Supreme Court written by the Chief Justice.

Purpose of s. 23:

"The general purpose of s. 23 of the Charter is to preserve and promote the two official languages of Canada, and their respective cultures, by ensuring that each language flourishes, as much as possible, in the provinces where it is not spoken by the majority of the population. The section aims at achieving this goal by granting minority language education rights to minority language parents throughout Canada. Section 23 is also



designed to correct, on a national scale, the progressive erosion of minority official language groups and to give effect to the concept of the 'equal partnership' of the two official language groups in the context of education." (page 3 introduction to 1990 ruling & page 13).

Management and control:

"Where numbers warrant, s. 23 confers upon the minority language parents a right to management and control over educational facilities in which their children are taught. Such management and control is vital to ensure that their language and culture flourish." (page 4 introduction to 1990 ruling).

"The persons who will exercise the measure of management and control are minority language parents or persons such parents designate as their representatives." (page 5 introduction to 1990 ruling).

Section 23 includes culture:

"My reference to culture is significant: it is based on the fact that any broad guarantee of language rights, especially in the context of education, cannot be separated from a concern for the culture associated with the language. Language is more than a mere means of communication, it is part and parcel of the identity and culture of the people speaking it. It is the means by which individuals understand themselves and the world around them." (page 13 - 1990 ruling). (also see p.14)

Section 23 as a remedial provision:

"A further important aspect of the purpose of s. 23 is the role of the section as a remedial provision. It was designed to remedy an existing problem in Canada, and hence to alter the status quo." (page 15 - 1990 ruling).

Section 23 confers obligations:

"Both its genesis and its form are evidence of the unusual nature of s. 23. Section 23 confers upon a group a right which places positive obligations on government to alter or develop major institutional structures." (page 16 - 1990 ruling).

Management and control includes the right to facilities:

"Instruction must take place somewhere and accordingly the right to 'instruction' includes an implicit right to be instructed in facilities. If the term 'minority language educational facilities' is not viewed as encompassing a degree of management and control, then there would not appear to be any purpose in including it in s. 23....the facilities belong to the minority and hence that measure of management and control should go to the linguistic minority in respect of educational facilities." (page 20 & 21 - 1990 ruling).

"Such management and control is vital to ensure that their language and culture flourish. It is necessary because a variety of management issues in education, e.g., curricula, hiring, expenditures, can affect linguistic and cultural concerns. I think it incontrovertible that the health and survival of the minority language and culture can be affected in subtle but important ways by decisions relating to these issues." (page 22 & 23 - 1990 ruling).

"Furthermore, as the historical context in which s. 23 was enacted suggest, minority language groups cannot always rely upon the majority to take account of all of their linguistic and cultural concerns. Such neglect is not necessarily intentional: the majority cannot be expected to understand and appreciate all of the diverse ways in which

educational practices may influence the language and culture of the minority." (page 23 - 1990 ruling).

What aspect of management is necessary:

"What is essential, however, to satisfy that purpose is that the minority language group have control over those aspects of education which pertain to or have an effect upon their language and culture." (page 26 - 1990 ruling).

Quality and resources for minority education:

"I think it should be self-evident that in situations where the above degree of management and control is warranted (separate school board) the quality of education provided to the minority should in principle be on a basis of equality with the majority...However, the specific form of educational system provided to the minority need not be identical to that provided the majority...It should be stressed that the funds allocated for the minority language schools must be at least equivalent on a per student basis to the funds allocated to the majority schools. Special circumstances may warrant an allocation for minority language schools that exceeds the per capita allocation for majority schools....During the period in which a minority education programme is getting started, however, it would seem reasonable to budget for the number of students who can realistically be seen as attending the school once operations are well established. This may be one example of a special circumstance which calls for a higher allocation of funds for minority education programmes." (page 28 & 29 - 1990 ruling).

Relevant figure for s. 23 purposes:

"In my view, the relevant figure for s. 23 purposes is the number of persons who will eventually take advantage of the contemplated programme or facility. It will normally be impossible to know this figure exactly, yet it can be roughly estimated by considering the parameters within which it must fall - the known demand for the service and the total number of persons who potentially could take advantage of the service." (page 34 - 1990 ruling).

Role of the minority in establishing their needs:

"I do wish to emphasize, however, that in implementing such a scheme of minority language education, the province must expressly address a number of issues to satisfy its constitutional obligations and remain true to the purposive, remedial nature of s. 23. A proper implementation will require the fullest understanding of the needs of the French-language minority..."

The participation of minority language parents or their representatives in the assessment of educational needs and the setting up of structures and services which best respond to them is most important.

The rights provided by s. 23, it must be remembered, are granted to minority language parents individually. Their entitlement is not subject to the will of the minority group to which they belong, be it that of a majority of that group, but only to the 'numbers warrant' condition." (page 25 & 26 - 1993 Appeal of the Manitoba Court of Appeal).

Obligations of government:

"The province has the obligation to offer the educational services, make them known and accessible to minority language parents so as to provide a quality of education on a basis

which, in principle, is one of equality with the majority, keeping in mind that as stated in Mahe (at p. 378)...

Arrangements and structures which are prejudicial, hamper, or simply are not responsive to the needs of the majority, are to be avoided and measures which encourage the development and use of minority language facilities should be considered and implemented." (page 26 & 27 - 1993 Appeal of the Manitoba Court of Appeal).

These are some of the pertinent points which are contained in two unanimous rulings of the Supreme Court of Canada in cases involving Francophone parents as appellants and numerous organizations and the Attorney generals of a large number of provinces.

We purposely go back to these rulings because their purpose was to clarify the intent of s. 23 and more specifically because they detail some of the obligations which s. 23 entails for the governments of the various jurisdictions of Canada.

The educational rights of official minority groups are enshrined in s. 23 since 1982 and the obligations which this section impose go back to that date. That is not to say that the minority's rights and knowledge of these rights were served, since 1982, in the Yukon and in other jurisdictions. In the Yukon, very modest beginnings go back some ten years ago when some form of FL1 programme was started in a classroom in the Whitehorse Elementary School as a result of pressures applied by section 23 parents. Less than six years ago, the programme was transferred, again as a result of parental pressures, to a separate school of sorts. The Francophone community of the Yukon looks to the future for the provision of better quality educational circumstances on a more equitable basis in a new location and in new facilities which they can manage and control.

These expectations will only come true provided three conditions are met:

- a). Section 23 and the Supreme Court rulings must be understood and there must be cooperation and a will to abide by them;
- b). The provisions of the Yukon Education Act must also be understood and there must be the will to live by the obligations of this Act.
- c). The tools for the minority to manage and control their education system and provide an opportunity to achieve quality education with equitable resources must be provided.

In considering the budgetary needs of the recently created *Commission Scolaire Francophone du Yukon* we ask you to keep in mind the following factors:

The obligations of s. 23 go back to 1982. The government has had a role to proactively educate entitled parents in regards to their right (for instance by explaining the difference between French as first language education vs French education as a second language; a task never undertaken to this day) and provide access to quality education in the first language (a goal which the minority yet to be achieved, hopefully in the near future).

4

⊕

FROM :

A

We also point out that the Yukon governments over more than 20 years have received many millions of dollars which were specifically to be applied towards the additional costs of providing French language education both in FL1 and FL2 programmes. We know much of this money was not used for the intended purposes. Every student in a French first language programme has to be considered as a Yukon resident and is entitled to education on the same basis as any other Yukon student. Therefore the salary of teachers, the cost of transportation, the cost of school operation, etc. are for the most part normal costs of educating a student and there is no justification for using most of the revenues from the bilateral agreement for Official Languages Support Programs as if these were additional costs. Until recently, up to 100% of these costs were borne from these revenues. In the end the monies which were to be used for additional costs went to reduce the average cost of educating a student in the Yukon contrary to the intended purpose of the Program. Still today, a high percentage of the teachers' salaries, Department personnel, transportation (still 100%) are covered from the revenue from the federal Support Program for additional costs. One only has to study the yearly Estimates for Operation and Maintenance and the Appendices for Official Language Support Programs to observe the validity of our statements. When this is done for the past years, a picture of misuse comes through in the statistics.

The Yukon government, those persons entitled under s. 23 and, indeed, all the taxpayers of the Yukon are likewise fortunate that the Federal government has agreed to pay 50% of the cost of building a new school for FL1 education, remembering that s. 23 parents have the same rights as all other residents of the Yukon under the Yukon Education Act. That right includes facilities where their children can receive the educational programme to which they are entitled just like all other Yukoners.

We are being asked to cooperate in an effort to convince the Federal government to provide additional monies to cover additional costs of implementing a system of education wherein parents will exercise management and control and assist in bringing the system to the quality level which the children of s. 23 parents deserve. The School Board needs financial resources to carry out its mandate which covers not only Whitehorse but must also take into consideration section 23 parents in the whole of the Yukon territory. The education and marketing of FL1 programme has never been carried out, therefore, the job can only now begin. We want to cooperate with the government for additional resources but only with the assurance these resources will be used as they were intended and not misused as they have been for so many years in the past.

Cooperation is also a two way street. We expect cooperation on the part of Department of Education officials and the government. The steps taken so far have not all been helpful to the School Board. The Orders in Council and the Ministerial Orders which are required by the Education Act and needed to legalize the existence and operation of the

(5)

⊕

School Board, although long ago drafted, have not been adopted. Furthermore, initial budgetary discussions have not been promising. (The meeting of the Transition committee on April 9 was called to discuss the issue of the personnel of the School Board. This is certainly a budgetary item which it had been agreed would not be part of the mandate of this committee. We can only view that measure as a pre-emptive move especially in view of the fact a meeting to discuss the budget was already scheduled for April 10).

We will substantiate the need for a full time Director of Studies cumulating the functions of Secretary-Treasurer and the need for a half time secretary. These are required functions by law. We will show why such functions must at a minimum be filled at the level of our request in this particular case and at this particular time. There is no room for negotiation on these two items. Having said that, it is our sincere hope to come to a mutually acceptable agreement on a 1996-97 budget for the School Board and École Émilie-Tremblay. We are quite prepared to negotiate all other items in the budget but we want you to know that we have taken a great deal of time and care to present as realistic a budget as possible. We put our cards on the table and hope we will obtain due consideration and cooperation on your part.

We will lend our support to obtain additional funding in the spirit of our previous comments. But we suggest you also look at re-allocating monies currently spent in areas which are clearly normal costs of educating all Yukon students. If these were spent entirely within the intent of the Support Program, that would free enough funding to cover the budgetary needs we have presented to you.

Having said all of the above and re-iterating our willingness to negotiate in good faith, we must in the end tell you what other avenues are left to us if we cannot obtain fair treatment. The political level would be our first recourse. Failing at that level, we would have no choice but to resort to litigation. As you know, the Yukon so far has managed to keep this matter out of the courts. In almost every other jurisdiction in Canada there were numerous recourses to the courts prior to the Supreme Court rulings. As well, you are no doubt aware the Court Challenges Program has been re-instituted and could assist us if that recourse were required. So far, no jurisdictions have resorted to s. 24 for damages due to non-compliance under s. 23. As well, we could be forced to consider requesting the Federal government to undertake an investigation and a detailed audit to determine whether the funding it has provided so far, has indeed been used for the intended purposes.

These are mere statements of facts to let you know the avenues that are at our disposal, only if and when everything else fails; only if and when we cannot obtain fair treatment through a process in which we are prepared to cooperate fully.

BUDGET ITEMS

With that, we can begin to address the details of our budget. I suggest we begin, on

(6)

⊕

page 6, with the section called: Differential Costs. Specifically we want to explain why funding for a full time qualified person is essential as we begin to set up our new system of school governance. In time (to be evaluated three to five years hence) if the system doesn't grow, it could be justified to review the needs in this regard and determine whether a full time person is still required or if perhaps more personnel should be added.

For this, first let's look in detail at sections 116, 124 and 127 of the Education Act and consider these in the light of a School Board (a system of management and control within the spirit of s. 23 and the Supreme Court rulings) to understand the full responsibilities of a person who will provide the required support to the Board. The sections should be reviewed one by one as well as the Regulation on French Language instruction and the Regulation applicable to Secretary-Treasurers. There are also other sections of the Act that, from time to time, impose duties on the part of a Director/Sec.-Tres. eg., sections 295, 296, 305, etc. of the Act that require the Board to submit an annual budget and administer same as well as grants.

The Director/Sec.-Tres. will certainly also be the person who will have to carry out the studies and the consultations, do the education and the marketing of the FL1 programs to determine if numbers warrant establishing such programs in other communities to respond to the rights and needs of s. 23 parents. All of this has to begin in the greater Whitehorse area because it has never been done before. It is the legal responsibility of the School Board to actively promote the FL1 programme, attempt to identify and respond to the needs of s. 23 parents throughout the Yukon and strive to establish a system based on excellence to give credibility and visibility to its system. It is only through these achievements that it can retrieve its clientele and achieve maximum efficiency and flexibility in the use of its human and financial resources.

DIRECTOR/SECRETARY-TREASURER

This person as stated in s. 124 of the Education Act shall be the chief executive officer for the School Board. As such, this person will be responsible to fulfill the unique mandate, the legal obligations and the pivotal role which is incumbent upon the School Board to develop minority French language education wherever desired in the Yukon. As already indicated, an important task must begin to identify, inform and educate s. 23 parents and publicize the goals of the FL1 program throughout the Yukon. These required tasks have never yet been undertaken.

The Director/Sec.-Tres. will have to work closely with the School Board to insure that it reaches its mission and goals and insure that the resources are used in the most efficient manner possible to create a learning environment for all the partners of the school community (school communities). It will be this person's job to enunciate a vision for the School Board and for each school and establish plans to implement these visions.

Section 124 of the Act states that "the duties to be performed by the director shall be

(7)

⊕

prescribed by the School Board and shall include the following duties

- (a) preparing and forwarding to the department such reports and returns as may from time to time be required,
- (b) general supervision and evaluation of schools, principals, teachers, and other staff within the jurisdiction of the School Board,
- (c) provision of professional services consistent with the highest quality education,
- (d) establishment of satisfactory relationships between students, parents, and the community,
- (e) attendance at meetings of the School Board,
- (f) ensuring that the school or schools operated by the School Board are conducted in accordance with the requirements of this Act, and
- (g) reporting any non-compliance with Act to the School Board and the Minister."

Furthermore, the Secretary-Treasurer Regulations (O.I.C. 1991/035) state:

"The secretary-treasurer of each School Board shall:

- (a) maintain a full and accurate record of all proceedings and comply with the administrative procedures specified by the School Board and by the Minister;
- (b) maintain a full and accurate record of the financial transactions of the School Board and comply with all accounting procedures established by the School Board and by the Minister, and
- (c) perform such administrative tasks as may be directed by the School Board."

In performing the duties required by the Yukon Francophone School Board both as director and secretary-treasurer this person will have many duties and obligations which will be above and beyond the duties of persons in the same position with other School Boards which may eventually be created. This is so, due to the mandate and the territory of the Francophone School Board. As well, because management and control of a FL1 system is only now being established, there are many challenges and tasks that must begin to be addressed in regards to FL1 education and its clientele. These have not before been addressed.

In addition to the responsibilities of identifying and potentially establishing FL1 programs in other communities and providing the vision to make this happen in an expeditious and



FROM :

9

efficient manner, the director/sec.-Tres will have to perform many other duties. In our presentation, we did not cover in great detail what these duties entail. Some of these are directly as a result of the duties elaborated in section 124 of the Act but other duties will be as prescribed by the Board or relate to its unique mandate. Among these duties it is to be expected that the Director/Secretary-Treasurer will have to perform the following duties:

(a) promote and facilitate quality education (teaching) and an environment based on excellence for all students,

(b) promote and see to the establishment of rich and varied programs which meet the students' needs and prepare them for post-secondary studies and the employment sector,

(c) work closely with the school administration in preparing annual development programs for each school,

(d) stimulate and encourage an active and creative pedagogy,

(e) encourage the development of all the School Board's personnel through the implementation of policies based on professional growth and on the system's mission,

(f) coordinate, cooperate and assist the school(s) with the implementation of curriculum programs which are currently being developed for the FL1 program with student related programs and services. (The French school has students from K to 12 and it is only now that curriculum programs are being developed for the different subject areas specifically for the FL1 program. Since there is only one pedagogical counselor for all French programs and since this person can only devote a small fraction of his/her time to the FL1 program, it is not realistic to expect that this person will carry out the ongoing follow-up professional assistance that teachers must receive for a proper implementation of these new curriculum programs),

(e) oversee the implementation of quality standards in the pursuit of the students' learning through appropriate evaluation procedures,

(f) work closely with the school administration to insure the School Board's goals are reached, (i) insures constant communication with the school administration and coordination of services in response to mutual needs, (ii) insures liaison between school administration and the School Board, (iii) promotes school based management through annual planing sessions, etc.,

(g) work closely with the School Board (i) participating in the meetings, (ii)

9

⊕

10

developing policies, procedures, administrative regulations, prepared documents and alternative plans to meet varied needs, (iii) communicate Board decisions, distribute relevant documents, (iv) participate in Board committee meetings, and other duties as prescribed from time to time by the Board, etc.,

(h) is responsible for the allocation of human and financial resources in accordance with the policies established by the Board (i) establishes and prepares a process for the preparation of the budget and consults with the school administration in this process, (ii) provides an efficient administration of the Boards resources,

(j) liaises with the department of Education, the parent and partners committee, community groups and organisations,

(j) is responsible for the public relations and communications relating to administrative, pedagogical and professional affairs of the Board in regards to the Department, the parents, the community and the general population,

(k) is responsible for the administration of the Board office and for all services having to do with hiring and evaluation of personnel, of schools and the budget,

(l) is responsible for insuring proper transportation services, etc.

SECRETARY

We believe that the need for a half-time secretary working with the Director/Secretary-Treasurer in regards to all his duties is a minimum requirement and self-evident in light of the heavy load of work which must be performed. As well, the secretary will act as a direct point of contact for the Board and the Director/Sec.-Tres., with the Department, the Parents and Partners Committee (currently being established) and the community. The school presently has only a half-time secretary. With the addition of a half-time secretary performing duties for the Board, this will result in a direct point of contact with the school at all times. It is not the Board's intention to create duplication but to improve efficiency whenever possible through a shared use of resources.

10



FROM :

Copies Roland, Morris + DA
F. Gauthier **MAY 3, 1996** *(received)*
DRAFT DRAFT DRAFT DRAFT

DRAFT

DRAFT

DRAFT

DRAFT

CONTRIBUTION AGREEMENT

This Agreement is made on the _____ day of _____ 1996

Between

The Department of Education hereinafter called the Department

and

The Yukon Francophone School Board hereinafter called the Board

I. PREAMBLE

Whereas section 72 of the *Education Act* provides for the creation of a School Board, and

Whereas the *Yukon Francophone School Board* has been duly constituted under the provisions of the *Education Act*, and

Whereas section 54 of the *Education Act* obligates the Gouvernement of the Yukon to comply with section 23 of the *Charter of Rights and Freedoms* by stating:

"Students whose parents have a right under section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* to have their children receive an educational program in the French language are entitled to receive that program in accordance with the regulations.", and

Whereas, section 23 of the *Charter of Rights and Freedoms* guarantees:

(1) "Citizens of Canada (a) whose first language learned and still understood is that of the English or French linguistic minority population of the province in which they reside, or (b) who have received their primary school instruction in Canada in English or French and reside in a province where the language in which they received that instruction is the language of the English or French linguistic minority population of the province, have the right to have their children receive primary and secondary school instruction in that language in that province.

(2) Citizens of Canada of whom any child has received or is receiving primary or secondary school instruction in English or French in Canada, have the right to have all their children receive primary and secondary school instruction in the

(11)

⊕

same language.

(3) The right of citizens of Canada under subsections (1) and (2) to have their children receive primary and secondary school instruction in the language of the English or French linguistic minority population of a province (a) applies wherever in the province the number of children of citizens who have such a right is sufficient to warrant the provision to them out of public funds of minority language instruction; and (b) includes, where the number of those children so warrants, the right to have them receive that instruction in minority language facilities provided out of public funds." and,

Whereas the parties to this Agreement undertake to comply with the rulings of the Supreme Court of Canada as they pertain to section 23 of the Charter of Rights and Freedoms, and

Whereas the *Education Act* and the Regulations recognize that the *Yukon Francophone School Board* has to fulfill duties and obligations in regard to section 23 parents throughout the Yukon Territory, and

Whereas section 11 of the *Education Act* states that School Boards have the following responsibility:

(1) "A School Board shall provide to every school-age person who resides in its education area and the deputy minister shall provide to every other school-age person resident in the Yukon, an educational program consistent with the requirements of this Act and regulations ...", and

Whereas the Department desires that the *Yukon Francophone School Board* discharge its obligations and duties pursuant to the *Education Act* and the *Regulations*,

Now, therefore, this Agreement witnesseth that the parties hereto, for the consideration of one dollar (\$1.00) that each party consider to have paid to the other, agree to the provisions which follow.

2. SCOPE OF THE AGREEMENT

A. Framework

a) This Agreement defines the framework for Department's financial obligations toward the Board's operation including the funding of all educational programs under the responsibility of the Board.

b) The parties to this Agreement agree to establish a joint planning process and to establish management and financial arrangements to ensure the

n

efficient and effective delivery of educational programs to French First Language students.

B. PROVISIONS

The following provisions form an integral part of this Agreement:

- a) Provisions pertaining to assets, Departmental support and obligations, mandatory clauses and responsibilities outlined in the *Education Act*, Operations and maintenance and/or Capital funds, audit, Departmental contact, and
- b) Provisions pertaining to the staffing for the Board, and
- c) Provisions pertaining to the operation of the Board, and
- d) Provisions pertaining to the staffing of école Émilie-Tremblay and other French First Language programs that may be established in the future, and
- e) Provisions pertaining to the operation of école Émilie-Tremblay, and
- f) Other provisions which the parties may agree to from time to time.

C. Amendments to the Agreement

This Agreement may be amended at any time by mutual consent.

3. ASSETS

- a) The school and the school grounds are assets of the Government of Yukon. Use of the school facilities and equipment and of the school grounds for community events as well as other extra curricular activities will be encouraged and will be subject to approval by the Board.
- b) Movable assets purchased by the Department and by the Board for the school's or the Board's operations shall be regularly inventoried and managed in a responsible manner. The Board may choose to establish their own asset control procedures or use the asset control services that are available through the Yukon government.

4. DEPARTMENTAL SUPPORT OBLIGATIONS

- a) Busing of students to and from the school shall follow the existing procedures for busing to and from schools in the Whitehorse area.

b) Curriculum support provided by the Department shall be provided at the same level of entitlement as provided to other schools using existing procedures plus the curriculum support which is to be provided by the French Language Programs Section to French First Language students with the understanding that the educational program will require curriculum guides that include the cultural component integral to a French First Language program of studies.

c) Technology infrastructure support shall be provided at the same level of support provided to other schools using existing procedures.

d) Utility costs will be the responsibility of the Department. If the school enters into an energy saving program and saves energy, then dollar savings will be provided to the school under the criteria of the *Capital Asset program* (CAP) energy savings program.

5. MANDATORY CLAUSE

The applicable mandatory clauses and responsibilities as outlined in the *Education Act* shall be considered as part of this Agreement and the clauses of the Act shall prevail if there is a conflict between this Agreement and the Act.

6. OPERATIONS AND MAINTENANCE AND/OR CAPITAL FUNDS

Pursuant to the Education Act and Regulations, operation and maintenance and/or capital funds will be provided to the Board to exercise its powers based on this Agreement or through the use of contribution agreements or grants.

7. STAFFING FOR THE BOARD

The parties to this Agreement agree that the Board must have personnel to carry out its obligations and duties pursuant to the Education Act and Regulations. The Department undertakes to provide the necessary funding to the Board to permit the employment of qualified personnel. The funding to be provided is outlined in Appendix A which forms part of this Agreement. The parties further agree that Appendix A will be reviewed every two years or as mutually agreeable.

8. FUNDING FOR THE BOARD'S OPERATION

The parties to this Agreement recognize that pursuant to the *Educating Act* and Regulations funding must be provided by the Department for the Board

FROM :

to carry out its obligations and duties. The parties further agree that the Board will submit and utilise its annual budget as per Part 11 of the *Education Act*. The parties agree that the funding to be provided by the Department for the operation of the Board will be as outlined in Appendix B which forms an integral part of this Agreement. The parties further agree that Appendix B will be reviewed on an annual basis.

9. STAFFING FOR ÉCOLE ÉMILIE-TREMBLAY

a) Pursuant to the *Education Act* and Regulations, the parties to this Agreement agree that the Department must provide staffing for école Émilie-Tremblay in accordance with the staffing formula. The parties also agree that the staffing to be provided by the Department will be outlined in Appendix C which forms an integral part of this Agreement. The parties further agree that Appendix C will be reviewed on an annual basis.

b) Furthermore, the parties agree that additional staffing will be provided in accordance with the *Supreme Court of Canada* rulings recognizing that the French First Language clientèle requires language readiness (francisation and Accueil programs) and in recognition that culture is an integral component of French First Language education. These will represent additional costs which are to be reflected in Appendix C.

10. FUNDING FOR THE OPERATION OF ÉCOLE ÉMILIE-TREMBLAY

Pursuant to the *Education Act*, the Regulations, and section 23 of the *Charter of Rights and Freedoms* the parties to this Agreement agree that the Department must provide funding for the operation and maintenance of école Émilie-Tremblay. The parties also agree that the funding to be provided for the operation and maintenance of école Émilie-Tremblay will be outlined in Appendix D. The parties further agree that Appendix D will be reviewed on an annual basis.

(15)



8142-6-96



FAX TRANSMISSION SHEET

ENVOI PAR TÉLÉCOPIEUR

Date: 2 Mai / 96Time / Heure: 9h30

Number of pages including transmission sheet.
Nombre de pages incluant celle-ci.

19

To / Destinataire: Patrimoine Canadien
vs ROGER FARLEY

Fax / Télécopieur: (019) 953-0580

From / De: Gilbert Lamarche
Co-ordinator / Coordonnateur

French Programs Division
Department of Education
P.O. Box 2703
Whitehorse, Yukon Y1A 2C6
Fax: (403) 667-4166

Division des programmes de français
Ministère de l'Éducation
B.P. 2703
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6
Télécopieur: (403) 667-4166

Message: Bonjour Roger & Michèle.

Je vous envoie, pour Marie, le budget
soumis par la commission scolaire francophone du
Yukon. Ceci pourrait être utile lors de notre
téléconférence, lundi, le 6 mai, Marie m'envoie
son premier brouillon de son entente bilatérale 96-97.
Aussitôt que je le reçois, je vous le faxe.

Question: pour la téléconférence du 7 mai!
Recevrons-nous des directives pour savoir
comment placer l'appel téléphonique.

Gilbert

Please phone (403) 667-8237 immediately if all pages are not received.
Composez le (403) 667-8237 immédiatement si la transmission est incomplète.

MAY 2 1996 9:43 AM

P 2

FROM :

PA

COMMISSION SCOLAIRE FRANCOPHONE DU YUKON no 23

BUDGET

ANNÉE SCOLAIRE

1996 - 1997

Mission

La Commission scolaire francophone du Yukon s'engage à offrir des services éducatifs valorisant le plein épanouissement et l'identité culturelle des apprenants francophones du territoire.

FROM :

2

COMMISSION SCOLAIRE FRANCOPHONE DU YUKON no 23

BUDGET

ANNÉE SCOLAIRE 1996 - 1997

PRÉAMBULE

La *Loi sur l'éducation* prévoit qu'une commission scolaire (CS) reçoit des subventions du gouvernement pour le fonctionnement et l'entretien de ses écoles. La CS doit chaque année préparer son budget de fonctionnement et d'entretien selon la forme précisée par le ministre et le lui soumettre dans les délais réglementaires. Même si la Commission scolaire francophone du Yukon no 23 (ci-après la CSFY) n'a pas complètement les pouvoirs d'une commission scolaire avant le 1^{er} juillet 1996, elle exercera ses pléines responsabilités durant l'année scolaire 1996-1997. Les prévisions budgétaires que les fonctionnaires ont préparées et sur lesquelles le gouvernement aura à se prononcer pour la prochaine année financière s'appliqueront à l'année scolaire 1996-1997. Il est essentiel que la CSFY soit tout au moins consultée sur le budget du système scolaire francophone. Il faut s'assurer que ce budget tienne compte des obligations imposées à la CSFY par la loi. Par ailleurs, il ne faut pas oublier qu'en assumant les pouvoirs et les responsabilités du conseil scolaire, la CSFY peut conseiller le ministre à l'égard des questions suivantes: i) l'établissement du calendrier scolaire, ii) la fermeture des écoles, iii) les besoins en personnel enseignant et de soutien, iv) les services de transport, v) les rénovations et le budget de fonctionnement de l'école, vi) les programmes scolaires (voir art. 113).

Selon l'article 295 de la *Loi sur l'éducation*, le budget qu'une CS prépare chaque année doit être "en la forme précisée par le ministre et le lui soumet dans les délais réglementaires." Pour le moment, il n'y a eu aucune communication avec la CSFY concernant le budget.

De toute façon, la CSFY a le devoir de présenter un premier budget au ministre sur ce qu'elle entrevoit être les besoins du système scolaire francophone pour l'année scolaire 1996-1997. La mise en oeuvre de la CSFY comporte des frais d'installation, des frais supplémentaires et des frais reliés à l'embauche du personnel, tel qu'il est prescrit par la loi (art. 124 & 127). La CSFY, par souci de rencontrer les obligations que lui impose la loi, doit s'assurer que le gouvernement lui fournisse le financement requis pour s'acquitter de ses responsabilités. De plus, la CSFY doit discuter avec le ministre pour bien comprendre ce qui est prévu dans le cadre de l'installation dans la nouvelle école. De cette façon, la CSFY risque moins de se retrouver dans une situation intenable à partir du 1^{er} juillet 1996.

Il est possible d'aller chercher une subvention supplémentaire dans une entente avec le

D

ministère du Patrimoine canadien pour les frais d'implantation de la CSFY, mais il faut faire vite. Aussi, il faut s'assurer que le gouvernement comprenne bien les besoins du système scolaire francophone, puisque c'est le gouvernement qui doit négocier une telle entente.

Le premier budget de fonctionnement de la CSFY a une importance primordiale découlant de son mandat particulier. En effet, la CSFY est née de décisions juridiques (le jugement de la Cour suprême en mars 1990 relatif à l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*.) Elle a aussi un mandat sur l'ensemble du territoire yukonnais en ce qui a trait à la gestion de l'éducation en français langue maternelle.

VISION

Les francophones du Yukon reçoivent une éducation en français reconnue pour son excellence et pour sa contribution au sentiment de fierté et d'appartenance à la communauté francophone.

ÉNONCÉ DE MISSION

La Commission scolaire francophone du Yukon s'engage à offrir des services éducatifs valorisant le plein épanouissement et l'identité culturelle des apprenants francophones du territoire.

MANDAT

Conformément à la *Charte canadienne des droits et libertés* et la *Loi sur l'éducation*, la Commission scolaire francophone du Yukon accomplit sa mission en assumant le mandat suivant:

1. Établir des politiques qui reflètent les aspirations de la communauté francophone;
2. Offrir des programmes éducatifs favorisant l'épanouissement intellectuel, affectif, physique, linguistique et socio-culturel des apprenants;
3. Assurer aux apprenants l'accès à des services éducatifs de qualité qui répondent à leurs besoins;
4. Assurer la gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières du système scolaire francophone;
5. Retenir les services d'un personnel compétent et dynamique;
6. Favoriser la concertation auprès des parents, des apprenants et des autres partenaires en éducation;

7. Effectuer l'évaluation des programmes et des services qu'elle offre;
8. Fournir un environnement propice au succès de l'apprenant, au développement de son identité culturelle et à son rayonnement dans la communauté;
9. Appuyer le personnel dans sa démarche pédagogique;
10. Fournir des installations favorisant un enseignement de qualité;
11. Faire la promotion de l'école française et des services offerts à la population francophone;
12. Faire connaître les besoins du système scolaire francophone afin d'obtenir des gouvernements une part équitable des ressources requises pour accomplir son mandat.

BUTS

A. GESTION DES RESSOURCES

1. Ressources financières
 - a) Obtenir les fonds requis pour administrer les programmes et services;
 - b) Implanter un système de gestion des ressources financières.
2. Ressources humaines
 - a) Obtenir les ressources humaines requises;
 - b) Implanter un système de gestion des ressources humaines.
3. Ressources matérielles
 - a) Obtenir les ressources matérielles requises;
 - b) Implanter un système de gestion des ressources matérielles.
4. Gestion stratégique
 - a) Établir un processus de gestion stratégique.

FROM :

9

5. Structure décisionnelle

- a) Implanter une structure décisionnelle fonctionnelle.

B. GESTION DES PROGRAMMES ET SERVICES

- a) Offrir une programmation variée et pertinente à la communauté francophone.

C. GESTION DE L'ENVIRONNEMENT EXTERNE

1. Recrutement des élèves

- a) Implanter une stratégie de recrutement des élèves.

2. La promotion des services

- a) Implanter une stratégie de promotion des services offerts.

3. La concertation

- a) Établir un mécanisme de concertation en éducation avec les partenaires et les alliés.

PRÉMISSSES DE BASE

Durant cette période de préparation à la gestion scolaire et au transfert dans une nouvelle école, la CSFY est soucieuse d'assurer aux élèves inscrits au programme de français langue maternelle, l'accès à des services éducatifs de qualité comparable à celle offerte aux élèves de la majorité. La CSFY doit aussi se conformer aux exigences stipulées dans la *Loi sur l'éducation*. Elle tient, en outre, à ce que soient respectés l'esprit du jugement de la Cour suprême du Canada de mars 1990 et l'aspect réparateur de la *Charte des droits et libertés* voulant que "...la qualité de l'enseignement dispensé à la minorité devrait en principe être, dans une mesure raisonnable, égale à celle de l'enseignement donné à la majorité, sans avoir à être identique; et des fonds publics adéquats à cette fin doivent être fournis (p. 345 du jugement de la Cour suprême du Canada dans le cas Mahé); ...les fonds affectés aux écoles de la minorité linguistique doivent être au moins équivalents en proportion du nombre d'élèves aux fonds affectés aux écoles de la majorité (p. 378);... le caractère réparateur de l'article 23 signifie que de tels écarts dans les coûts, s'ils ne sont pas excessifs, doivent être acceptés. (p. 387)."

L'article 56 de la *Loi sur l'éducation* confirme l'intention du gouvernement de se conformer à la *Charte des droits et libertés* :

"Les élèves dont les parents ont le droit en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des*

FROM :

6

droits et libertés de faire instruire leurs enfants en français ont droit à cet enseignement en conformité avec les règlements."

De plus, il est indiqué à l'article 10 de la Loi sur l'éducation:

"Toute personne a le droit d'avoir accès, en conformité avec la présente loi, au programme d'études qui correspond à ses besoins, à la condition d'être d'âge scolaire et d'être citoyen canadien, d'être admise légalement au Canada en vue d'une résidence permanente ou temporaire ou l'enfant d'un citoyen canadien ou d'une personne admise légalement au Canada en vue d'une résidence permanente ou temporaire."

Et l'article 11 de la loi impose aussi des obligations envers les élèves:

"Les commissions scolaires sont tenues d'offrir à toutes personnes d'âge scolaire qui résident dans leur district scolaire un programme d'études compatible avec les exigences de la présente loi et des règlements; ..."

COÛTS SUPPLÉMENTAIRES

Il en découle donc que, si la CSFY respecte sa mission et les prémisses de base précitées, elle doit inclure dans son budget de fonctionnement les fonds nécessaires pour remplir ses obligations à l'endroit des élèves qui lui sont confiés et du personnel qui assure l'enseignement, les services d'appui et les services de soutien nécessaires. Certaines de ces dépenses sont directement associées à la mise en oeuvre d'un nouveau district scolaire et sont conséquemment présentées pour l'année scolaire 1996-97. D'autres reviendront annuellement comme dépenses additionnelles. Ces dernières sont reliées à des programmes ou des fonctions qui incombent à la CSFY à cause de son mandat particulier, de ses obligations légales et de son rôle majeur dans le rayonnement de l'éducation en français langue maternelle, au Yukon.

À titre d'exemple, la CSFY devra faire la promotion de l'école française afin de faire connaître les buts ultimes de l'école française et de récupérer les ayants droit. Plusieurs parents d'ayants droit ne choisissent pas automatiquement l'école française soit parce qu'ils ont subi les effets de l'assimilation, soit parce qu'ils forment une famille exogame ou encore parce que le ministère de l'Éducation ne s'est jamais donné la peine de faire la distinction dans les programmes. Les jugements de la Cour suprême ont fait référence à l'érosion qu'a subie la minorité dans l'apprentissage de sa langue et à l'obligation qui lui incombe de faire de la récupération, d'établir des programmes d'accueil et de francisation, afin de faire le rattrapage qui permettra aux enfants de s'adapter au niveau scolaire dans la classe française. L'intégration de la culture à l'enseignement du programme d'études de base représente une caractéristique fondamentale de l'école française. De là la nécessité de faire du développement professionnel auprès des enseignants pour qu'ils arrivent à intégrer la culture à leur enseignement des programmes scolaires. De plus, le premier et le plus important principe reconnu dans les jugements de la Cour suprême, c'est le droit des parents et de leurs représentants de gérer

l'éducation et les établissements scolaires auxquels leurs enfants ont un droit reconnu dans l'article 23 de la *Charte des droits et libertés*. Enfin, un des volets fondamentaux de l'école française consiste à développer chez l'enfant un sens d'identité et d'appartenance à la communauté francophone. Ce sont là tous des volets qui font partie intégrante de l'école française. Donc, la CSFY doit se préoccuper de faire connaître son programme scolaire, elle doit faire la promotion de l'école française, elle a l'obligation d'établir des programmes d'accueil et de francisation pour faciliter l'accès aux ayants droit, elle doit aussi s'assurer que la dimension culturelle occupe une place importante dans l'enseignement et dans les activités parascolaires et extra-scolaires de l'école française et elle doit gérer son système scolaire.

Tous ces volets particuliers de l'école française représentent des coûts additionnels qui incombent à la CSFY. À cette fin, le gouvernement territorial touche depuis plus de deux décennies, un appui financier découlant des ententes avec le gouvernement fédéral spécifiquement pour rencontrer ces coûts supplémentaires. Tenant compte que l'école française existe depuis peu d'années et que la Commission scolaire vient d'être créée, l'appui financier fourni par le gouvernement fédéral n'a pas toujours été utilisé pour permettre à la minorité franco-yukonnaise d'avoir accès à la qualité d'éducation à laquelle elle a droit. Un redressement et des mesures plus équitables s'imposent. Les ententes Canada-Yukon indiquant clairement que l'appui financier accordé pour l'éducation en français langue maternelle est destiné à contribuer à défrayer les coûts supplémentaires. Ces fonds ne doivent pas être utilisés pour payer les coûts normaux de l'éducation des ayants droit. Ces derniers ont droit à un financement égal de la part du gouvernement territorial. L'appui financier du gouvernement fédéral doit contribuer à absorber les coûts supplémentaires de l'éducation en français langue maternelle et non servir à réduire le coût total de l'éducation générale au Yukon.

PRÉCISIONS REQUISES

La CSFY doit obtenir des précisions quant à un certain nombre de points pour lesquels aucune somme n'a été prévue dans son budget. Il est possible que certaines de ces questions sur lesquelles nous recherchons des précisions aient déjà été prévues dans le budget du gouvernement. Si tel est le cas, nous pouvons tous nous en féliciter.

1. Transport

Étant donné le mandat particulier de l'école française et l'emplacement de la nouvelle école, nous croyons qu'il est justifié que l'école Émille-Tremblay ait accès en priorité à un autobus scolaire pour les activités parascolaires et extra-scolaires (activités culturelles, sportives, de plein-air). De plus, le chauffeur de cet autobus devrait être bilingue pour respecter la mission et le mandat de l'école française voulant que la langue de communication soit la langue maternelle des apprenants.

2. Technologies d'enseignement

La CSFY doit avoir le budget nécessaire pour offrir les services d'enseignement au moyen des technologies modernes ou doit pouvoir participer à des négociations pour arriver à une entente sur les standards de qualité des services que le Ministère offrirait.

a) Enseignement à distance

Aucune somme n'a été prévue dans le budget pour couvrir les frais mensuels engagés pour offrir l'accès aux cours en français en provenance de la Colombie-Britannique. Il est juste et raisonnable que les étudiants francophones bénéficient de ces cours afin d'accroître les options qu'il serait impossible d'offrir autrement vu le nombre restreint d'élèves.

b) Internet et modules d'enseignement informatisé

La CSFY doit-elle assumer les frais mensuels pour que l'école ait accès au réseau Yukon Internet? Des modules pour l'enseignement informatisé en français existent et sont déjà en usage au Nouveau-Brunswick. Dans quel budget doit-on prévoir les sommes nécessaires pour qu'ils soient disponibles à l'école francophone?

3. Assurances sur les biens et frais de maintien des biens

C'est prévu dans quel budget?

4. Entretien

Frais pour le matériel et l'équipement de conciergerie
C'est prévu dans quel budget?

5. Équipement et ameublement

Il faut obtenir des précisions quant à l'ameublement qui sera emménagé dans la nouvelle école. Est-ce que les vieux pupitres existants vont être transférés dans la nouvelle école? Est-ce que l'ameublement inclut l'équipement pour les activités du programme d'éducation physique, pour le programme des arts industriels, pour l'économie familiale, etc.?

6. Suppléments, journées collaboratives des enseignants, etc.

Faut-il inclure les frais de suppléance dans le budget de l'école comme c'est maintenant le cas? Il s'agit de sommes reliées aux salaires des enseignants. Donc, ces sommes n'apparaîtraient pas normalement dans le budget de la CSFY.

D

Il faut se rappeler que le budget de l'école fait partie du budget de la CSFY.

7. Enfance en difficulté

Si un enfant a des besoins spéciaux pour lesquels il faudra recourir à un spécialiste de Vancouver, est-ce que les coûts seront absorbés par le Ministère, incluant les frais de déplacement et de séjour? Aussi, même si le spécialiste requis est sur les lieux mais n'est pas bilingue, qui défrayera les frais d'interprétation?

8. Frais de déménagement dans la nouvelle école

Ces frais sont-ils prévus dans le budget?

9. Services en français

Le Ministère va-t-il s'assurer que ses communications et documents à l'intention de l'école française ou de la Commission scolaire soient en français?

10. Frais légaux en cas de poursuite de judiciaire

Frais pour couvrir toute éventualité de poursuite contre l'école, la CSFY ou tout commissaire. Une somme devrait être prévue dans le budget de la CSFY ou bien une entente doit être convenue à cet égard.

11. Frais pour avis juridiques dont la CSFY pourrait avoir besoin

12. Équipement pour les arts industriels

Un montant a-t-il été prévu dans le budget ou bien prévoit-on transférer cet équipement d'une autre école qui ne s'en sert pas?

13. Photo copieuse

L'école vient d'acquérir la photo copieuse promise depuis plus d'un an. Celle qu'on lui a fournie ne convient pas aux besoins et n'est pas conforme au modèle qui avait été commandé. De plus, la location d'une photo copieuse représente des frais qui doivent figurer dans le budget.

14. Personnel pour l'accueil et la francisation

Il faut qu'il soit clairement établi que l'école française doit préparer les ayants droit à prendre leur place dans la classe française et dans le niveau qui leur convient. Cette obligation découle des jugements de la Cour suprême.

15. Conseiller pédagogique

Le Ministère n'emploie qu'un seul conseiller pédagogique pour l'ensemble des matières enseignées en français. Présentement, le conseiller pédagogique doit consacrer la majeure partie de son temps dans l'application des programmes ainsi qu'auprès des enseignants et des écoles où le français est enseigné comme langue seconde. Cette approche est nullement satisfaisante et ne répond pas aux besoins.

BUDGET**Commission scolaire francophone du Yukon****A. Dépenses reliées à la mise en oeuvre**

1. Installation des bureaux de la nouvelle commission scolaire; à titre d'exemple, les achats de meubles: pupitres, tables, chaises de bureau, chaises pour clients et visiteurs, classeurs, étagères et autre équipement de bureau. (À moins que le gouvernement soit en mesure de fournir ce matériel à partir de ses entrepôts.)

coût envisagé	8 000\$
---------------	---------

2. Autres frais d'installation (ex: sceau, graphisme pour le logo de la CSFY, téléphone et ordinateur à installer) 1 500\$

B. CSFY - Fonctionnement et entretien

1. a) Indemnité des commissaires ($125\$ \times 10 + 100\$ \times 10 \times 4$) 5 250\$
 b) Frais de garde d'enfants pour la participation des commissaires aux réunions ($26\$ \times 10 \times 3$ commissaires) 780\$

2. Directeur des études cumulant le poste de secrétaire-trésorier; plein temps (voir personnel à l'annexe A)

3. Secrétaire de la CSFY; mi-temps (voir personnel à l'annexe A)

4. Fonctionnement de la CSFY
 - a. Frais pour usage partagé du télécopieur et photo copieuse: encre, papier, copies 2 000\$
 - b. Frais de communications: téléphone, poste 3 000\$
 - c. Fournitures: papier, chemises, enveloppes, etc. 1 000\$

5. Frais bancaires et de vérification comptable 2 500\$
 (ces frais pourraient être plus élevés la 1^{re} année)

6. Développement professionnel des commissaires 3 000\$
 (coûts envisagés pour experts incluant le transport)

7. Cotisation à l'Association des commissaires francophones et participation à une réunion par année 2 000\$

FROM :

12

8.	Récupération des ayants droit	
	a) Accueil (matériel pédagogique)	2 000\$
	b) Francisation (matériel pédagogique)	2 000\$
	c) Promotion du programme de l'école française	1 000\$
9.	Animation culturelle (projets et activités)	20 000\$
10.	Achat de modules pour l'enseignement informatisé	
11.	Développement professionnel en intégration culturelle: journée organisée par la CSFY avec pédagogue spécialiste: il faut prévoir une journée par année pour les 5 premières années	3 500\$
12.	Matériel (trousses de la CNPF) pour les programmes	
	a. Accueil (maternelle et préscolaire)	1 500\$
	b. Francisation (1 ^{re} à 3 ^e année)	1 500\$
13.	Animateur culturel pour travailler avec les enseignants à faire l'intégration culturelle dans les programmes d'études et animer les activités culturelles de l'école. (voir Annexe A)	
14.	Moniteur (voir Annexe A)	
Total du budget pour la CSFY (sans le montant pour les éléments 10, 13, et 14)		<u>60 530\$</u>

École Émile-Tremblay

1. Personnel (voir Annexe B ci-annexée)
2. Frais généraux de fonctionnement (papier, matériel relié à l'enseignement des arts, musique, dessin et matériel pédagogique; ex: matériaux de manipulation) 7 000\$
3. Équipement: location et usage de la photo copieuse et encre, papier et copies 7 000\$
4. Communications: téléphone, livraison, télécopieur, etc. 4 500\$
5. a) Bibliothèque 10 000\$
b) Coûts supplémentaires pour l'achat de livres anglais pour la nouvelle école (il n'y a presque pas de livres anglais présentement) 12 500\$
6. Frais mensuels pour le réseau d'éducation à distance. Il n'y aura pas de frais si le Ministère assume cette responsabilité envers l'école française comme pour les autres écoles.
7. Frais mensuels pour Internet: aucun frais si l'école française fait partie du réseau comme les autres écoles
8. Cours mis sur pied localement; ex: éducation coopérative coût envisagé pour 3 élèves par année x 250\$ 750\$
9. Sorties scolaires (transport) 2 000\$
10. Arts industriels (matériel et programmes) (le cours n'est présentement pas offert, donc il y aura des frais initiaux) coût envisagé: 3 000\$
11. Économie familiale: matériel 500\$
12. Personnel de soutien: concierge - vu l'espace accru dans la nouvelle école et à cause du gymnase qui devra être nettoyé après usage par les élèves et les groupes (voir Annexe B)
13. Équipement pour le terrain de jeu; ex: Big Toy et autre équipement pour le terrain de jeu; ex: soccer

A. Directeur des études et Secrétaire-trésorier

Directeur/secrétaire-trésorier commençant le 1^{er} juillet 1996
(incluant les bénéfices et les frais de recrutement s'il doit
venir de l'extérieur du Yukon)

100 000\$

B. Secrétaire

Secrétaire de la CSFY (mi-temps) incluant bénéfices

25 000\$

C. Animateur culturel pour l'intégration culturelle dans les programmes

Le volet culturel représente une dimension essentielle de la programmation de l'école française. Sa clientèle et la place que la culture doit occuper dans toutes les activités sont les principaux éléments qui la différencie de l'école d'immersion. L'école française a la mission de nourrir la fierté de l'identité culturelle chez les étudiants qui la fréquentent.

Dans leur enseignement du programme d'études de base, les enseignants doivent intégrer une dimension culturelle. Jusqu'à maintenant, le Ministère n'a rien fait du côté du développement professionnel pour permettre aux enseignants de s'acquitter de cet aspect du mandat fondamental qui leur revient comme enseignants dans un milieu minoritaire. De plus, l'école française doit planifier un programme d'activités et de projets culturels à partir desquels les étudiants peuvent connaître et apprécier leur culture et participer en tant que créateurs. Dans les autres juridictions provinciales, la section française du Ministère est fortement impliquée dans le secteur culturel et les écoles ou regroupements d'écoles ont un animateur culturel qui travaille étroitement avec les enseignants et les étudiants. Pour que l'école Émilie-Tremblay rencontre ses obligations envers les étudiants et réponde aux besoins des parents, elle doit mieux faire dans le domaine culturel. Voilà pourquoi nous croyons essentiel qu'un mandat d'animateur culturel soit confié au minimum à mi-temps à un enseignant de l'école française.

Animateur culturel responsable de l'intégration et de la planification des activités culturelles. Le poste d'animateur culturel serait de 0.5 année personne pour l'année scolaire 1996-1997.

D. Moniteur/monitrice

Le Programme de moniteurs, opérant sous la tutelle du Conseil des ministres de l'Éducation et financé en bonne partie par le ministère du Patrimoine canadien vise à permettre à des personnes francophones ou anglophones de parfaire leurs

MAY 21 1998 9:55 AM

FROM :

17

connaissances de l'autre langue officielle du Canada. Un des volets de ce programme vise aussi à permettre à des personnes de milieu minoritaire de d'acquérir de l'expérience de travail dans leur langue maternelle. Sur l'ensemble des moniteurs qui viennent travailler au Yukon, on doit chercher à obtenir au minimum une personne désireuse de travailler en français langue maternelle. Il n'est ni juste, ni équitable, ni conforme aux paramètres de ce programme qu'un moniteur ne pas soit affecté à l'école française à plein temps.

L'école Émilie-Tramblay ne bénéficie plus d'un "Educational Assistant". Et c'est une raison de plus pour que l'école ait un moniteur à plein temps. Cette personne pourra apporter une aide précieuse aux enseignants en travaillant avec les élèves qui ont des difficultés d'apprentissage ou qui ont besoin de faire du rattrapage au niveau du français.

Cette demande est certainement justifiée selon la nature du Programme des moniteurs et en fonction des besoins de l'école française. Il n'est pas normal que le programme de français langue maternelle ne puisse avoir accès à un seul moniteur à plein temps alors que les programmes d'immersion et de français de base où le français est enseigné à temps partiel puissent accaparer tous les moniteurs qui sont assignés au Yukon.

Nous jugeons justifié et exigeons qu'un moniteur soit assigné à l'école française à plein temps.

ANNEXE B

La CSFY et la directrice se sont longuement penchées sur les besoins de l'école au niveau du personnel enseignant pour la prochaine année scolaire. La CSFY a cherché à effectuer le moins de changements possible. Cependant, il lui faut aussi tenir compte des besoins minimums réels. C'est dans cet esprit que la CSFY fait la demande qui suit:

A. Personnel enseignant

1. **Anglais langue seconde.** Présentement on ne fournit pas à l'école Émilie-Tremblay le personnel adéquat. On affecte un enseignant à 0.3 année-personne dans les écoles où le français est enseigné comme langue seconde de la 1^{re} à la 6^e année. À l'école Émilie-Tremblay, le programme d'anglais langue seconde est enseigné de la 4^e à la 12^e année. Il est donc tout à fait justifié qu'un enseignant soit consacré à cette tâche sur une base de 0.6 année-personne.

Anglais langue seconde (Nous demandons de modifier le 0.3 année-personne d'enseignement accordé en 1995-1996 pour le programme FSL et le remplacer par 0.6 année-personne en 1996-1997 pour ESL.)

2. **Actuellement, aucun temps d'enseignement n'est prévu pour l'éducation coopérative.** Nous croyons qu'il faut au minimum 0.2 année-personne de temps d'enseignement consacré à cette tâche.


Éducation coopérative (Nous demandons qu'un enseignant soit accordé à 0.2 de son temps en 1996-1997.)

B. Concierge

Le concierge de l'école Émilie-Tremblay est employé 7 heures par jour. À partir de septembre 1996, l'espace dont le concierge devra s'occuper va de beaucoup augmenter dans la nouvelle école. De plus, présentement, il n'a pas à s'occuper de l'entretien d'un gymnase ni de laboratoires. Cette tâche à elle seule va ajouter beaucoup à son travail. Selon les informations que nous avons recueillies, il faudrait des services de conciergerie bilingue sur une base de 11 heures par jour.

Concierge (Nous demandons que le service de conciergerie soit accordé à l'école Émilie-Tremblay sur une base de 11 heures par jour en 1996-1997.)

8142-6-95

 Government of Canada Gouvernement du Canada

MEMORANDUM NOTE DE SERVICE

TO Hilaire Lemoine
A Directeur général

FROM Roger Farley
DE

SECURITY-CLASSIFICATION-DE SÉCURITÉ

OUR FILE-N/RÉFÉRENCE

OP95.02483

YOUR FILE-V/RÉFÉRENCE

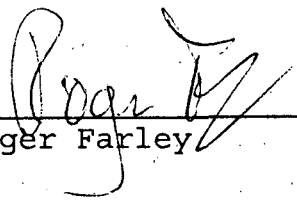
DATE

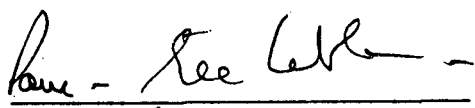
21 July 1995

SUBJECT/OBJET

Tu trouveras ci-joint pour information une lettre de Jeanne Beaudoin, présidente du Conseil scolaire de l'École Émilie-Tremblay, adressée au ministre de l'Éducation.

J'aimerais que nous nous rencontrions pour discuter de notre stratégie.


Roger Farley


Paul-Émile Leblanc



La présidente :
Jeanne Beaudoin

La vice-présidente :
Denise Roy

Les conseillers :

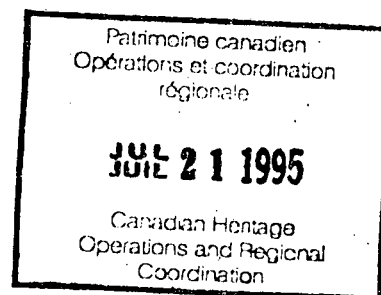
Jean-F. Des Lauriers
Marie-Paule Langlois
Daniel Poirier

Conseil scolaire de l'École Émilie-Tremblay

Casier postal 3938, Whitehorse, Yukon Y1A 3M6

Le 12 juillet 1995

L'Honorable Willard Phelps
Ministre de l'Éducation
Gouvernement du Yukon
C.P. 2703
Whitehorse (Yukon)
Y1A 2C6



Objet: Besoins reliés à la création de la commission scolaire francophone

Monsieur le Ministre,

Je tiens à vous remercier de l'appui que votre gouvernement a offert au Conseil scolaire de l'École Émilie-Tremblay dans la tenue du scrutin du 7 juin dernier en vue de la création de la première commission scolaire au Yukon. Nous nous réjouissons du résultat positif de ce scrutin qui nous permettra d'accroître la qualité et la quantité des services en éducation que reçoivent nos enfants.

Nous sommes aussi heureux d'avoir été des partenaires dans un processus qui constituait un précédent pour votre gouvernement. De part et d'autre, nous avons retiré un apprentissage important de cette expérience qui se traduira par l'élection des commissaires en novembre 1995, une autre première au Yukon. ✓

Cet exercice vient renforcer l'engagement de votre gouvernement et du gouvernement fédéral envers la communauté franco-yukonnaise. En acceptant de financer le projet de construction de la nouvelle école, les deux paliers du gouvernement reconnaissent la viabilité et la pérennité de notre communauté.

La décision prise par les francophones de créer une commission scolaire pour gérer leur école constitue un geste très important dans l'histoire de leur communauté. Cependant, des besoins pressants découlent de cette décision et cela implique des dépenses spéciales en sus de la somme réservée à la mise en place de la gestion scolaire. 15,000 dollars ont déjà été retranchés de cette somme pour assurer la tenue du scrutin du 7 juin et l'élection prochaine des commissaires. Cela nous laisse bien en-dessous du montant dont nous avons besoin pour rendre opérationnelle notre commission scolaire, en juillet 1996. ✓

... /2

Le 12 juillet 1995
L'Honorable Willard Phelps
Page 2

Nous aimerions profiter de la présente pour vous recommander d'écrire à l'Honorable Michel Dupuy, ministre du Patrimoine canadien, afin de lui faire part des besoins spéciaux découlant de la création de la première commission scolaire du Yukon et du financement supplémentaire que nécessite l'obtention réelle de la gestion scolaire pour les Franco-Yukonnais et les Franco-Yukonnaïses.

Nous demeurons disponibles pour travailler de concert avec vos fonctionnaires au contenu de la demande que vous acheminerez au ministre Dupuy. Cette demande de soutien financier supplémentaire est tout à fait légitime quand on considère l'absence de la communauté franco-yukonnaise des 112 millions de dollars que le gouvernement fédéral consacrait en 1993 à la solidification de la gestion scolaire pour et par les minorités francophones au Canada. ✓

EMBAUCHE D'UNE PERSONNE RESSOURCE

Durant la période de transition, de septembre 1995 à juin 1996, nous devons embaucher une personne ressource qui travaillera à la mise sur pied de la commission scolaire tout en comptant sur des services de soutien: secrétariat, bureau, salle de rencontre, équipement de bureau. ✓

Cette personne sera responsable de la formation des commissaires dans l'apprentissage de leurs nouvelles fonctions. Elle aura aussi la responsabilité de dresser les règlements administratifs de la commission scolaire et de faciliter la mise en place de mesures pour en assurer la réussite.

Elle guidera les consultations publiques afin d'établir un plan de développement pour la commission scolaire définissant entre autres la mission, la philosophie, les valeurs et les principes directeurs, la politique linguistique et culturelle de l'école, etc.

Cette personne devra par ailleurs négocier le budget opérationnel de la commission scolaire en coordonnant des rencontres tripartites pour discuter du transfert des pouvoirs et responsabilités entre les gouvernements fédéral et territorial et la communauté.

Le 12 juillet 1995
L'Honorable Willard Phelps
Page 3

PROJETS SPÉCIAUX

La mise en oeuvre de la gestion scolaire par les francophones au Yukon implique aussi que nous trouvions, dans les meilleurs délais, le financement nécessaire à la réalisation de projets spéciaux pour augmenter les effectifs de l'école en vue de son ouverture dans ses nouveaux locaux en septembre 1996: la récupération des ayants droit, la francisation, la prévention du décrochage et du transfert linguistique sont des défis de taille auxquels nous devons apporter une attention soutenue dans les années à venir.

BESOINS POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 1995-1996

Outre les carences occasionnées par le milieu (occasions limitées de vivre en français, bassin démographique restreint, isolement géographique et culturel, contexte économique), notre école souffre de problèmes sérieux au niveau de l'enseignement informatique et de l'éducation physique.

La lettre que nous faisons parvenir à votre sous-ministre adjoint le 24 mai dernier en réponse à la vôtre du 20 avril démontre bien que notre école est sous-équipée au niveau informatique. Vous reconnaissez l'importance de l'enseignement de la technologie dans nos écoles et c'est pourquoi nous vous demandons **d'explorer avec vos fonctionnaires des solutions à la déficience technologique de l'École Émilie-Tremblay.**

Par ailleurs, nous désirons porter à votre attention une situation qui se détériore depuis que nous occupons les lieux actuels de l'école. L'école voisine nous prête son gymnase depuis 1991 quand il est libre. Cette situation plaçait déjà L'École Émilie-Tremblay sous la norme canadienne du temps alloué à l'éducation physique aux niveaux primaire et secondaire. Avec l'augmentation des effectifs de CKJH en septembre 1995, le problème s'aggrave: nous sommes forcés de trouver un autre endroit pour offrir l'éducation physique.

Faute d'installations appropriées, nous perdons un temps précieux dans les déplacements d'un endroit à l'autre. **Nous demandons donc au ministère d'assurer le transport entre l'École Émilie-Tremblay et les autres sites qui seront identifiés pour l'enseignement des cours d'éducation physique: piscine Lions, palestine de l'école Riverdale ou autre.**

Nous demandons aussi au ministère de défrayer les coûts reliés aux cours de natation (5e-12e) et gymnastique (M-4e) puisqu'ils font partie intégrante du programme d'éducation physique de notre école.

.../4

Le 12 juillet 1995
L'Honorable Willard Phelps
Page 4

Notre conseil scolaire considère que les gouvernements agissent de bonne foi s'ils donnent à la commission scolaire les moyens d'offrir aux jeunes francophones une qualité comparable d'éducation à celle que reçoivent leurs congénères, en tenant compte de l'aspect réparateur inclus dans l'article 23 de la Charte des droits et libertés. Il serait aberrant que l'obtention réelle de la gestion corresponde à une diminution des services en éducation pour la communauté francophone.

En terminant, monsieur le Ministre, nous vous remercions de la réceptivité que vous manifestez envers notre communauté depuis votre entrée en fonction. Votre appui soutenu sera instrumental dans la croissance de la communauté scolaire franco-yukonnaise.

La présidente,



Jeanne Beaudoin

c.c. Mavis Fisher, surintendante, Division des programmes de français
Roger Farley, coordonnateur, LOE, Patrimoine Canada
Michèle Blais-Chauvin, agente de programme, Patrimoine Canada
Monique Allard, directrice, ÉÉT

Auteur : Association franco-yukonnaise <francoyk@YKnet.YK.CA> à INTERNET
Date : 4/15/96 12:45 PM
Priorité : Normale
pour : Roger Farley à JLS7-HULL
Objet : =?iso-8859-1?Q?T=E9l=E9conf=E9rence?= et rencontre tripartite

----- Contenu du message -----

Bonjour Roger,

Pour la t=E9l=E9conf=E9rence visant =E0 discuter de strat=E9gie m=E9diatique=
e pour
l'annonce de la signature de l'entente, mercredi le 17 avril =E0 13h00 (h.
Ottawa) est bon.

Pour ce qui est de la rencontre tripartite, j'en ai discut=E9 avec les gens=
de
la commission scolaire. Les dates sugg=E9r=E9es leur paraissent trop=
=E9loign=E9es
puisque des d=E9cisions financi=E8res tr=E8s importantes doivent =EAtre=
prises le
plus t=F4t possible puisque l'ann=E9e financi=E8re de la commission scolaire=
est
du 1er juillet au 30 juin.

Donc, il t'est sugg=E9r=E9 qu'une rencontre est lieu le plus t=F4t possible=
soit
durant la premi=E8re semaine de mai =E0 laquelle tu pourras participer par
t=E9l=E9phone. Par la suite, il sera s=FBrevent n=E9cessaire de faire des=
suivis que
tu pourras faire en personne soit au d=E9but juin ou mi-juin.

Nous attendons ta r=E9ponse.

Pierre!



Patrimoine canadien Canadian Heritage

4142-6-95

Votre référence Your file

MAR 22 1996

Notre référence Our file

Monsieur Gérard Lécuyer
501, rue Hoge, apt. 502
Whitehorse (Yukon)
Y1A 1W3

Monsieur, *Bergin Seind*,

Je vous écris en réponse à votre lettre du 26 février dernier concernant la mise en oeuvre de la gestion scolaire au Yukon.

En ce qui a trait aux annexes 1994-1995, notre ébauche finale sera envoyée dans les prochaines semaines au ministère de l'Éducation pour approbation; entre-temps, le ministère pourrait peut-être vous fournir une copie de ses états financiers intérimaires pour 1994-1995 (à partir desquels sont préparées les annexes).

Pour ce qui est de la construction de l'École Émilie-Tremblay, l'annexe 2 de l'entente auxiliaire signée avec le Yukon, le 24 novembre 1995, indique que les coûts totaux de 6 250 000 \$ seront répartis de la façon suivante : 6 179 \$ pour l'évaluation environnementale, 5 455 271 \$ pour la construction, 338 550 \$ pour les honoraires professionnels et 450 000 \$ pour l'ameublement et les équipements essentiels.

En ce qui concerne la construction de la garderie, il est important de noter que le gouvernement territorial n'est pas impliqué directement dans le projet. La contribution de 250 000 \$ à être versée par le gouvernement fédéral pour ce projet et qui couvre les coûts totaux du projet, a été avancée par le ministère de l'Éducation à l'Association franco-yukonnaise, il y a plusieurs mois déjà. L'annexe 2 indique que les coûts totaux de 250 000 \$ seront répartis de la façon suivante : 200 000 \$ pour la construction, 20 000 \$ pour les honoraires professionnels et 30 000 \$ pour l'ameublement et les équipements essentiels. Ces montants ont été déterminés par les représentants de la communauté impliqués dans le projet.

.../2

Canada



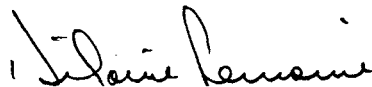
- 2 -

Finalement, en qui a trait aux consultations tripartites, je peux vous assurer que nous allons continuer à organiser annuellement une telle consultation. M^{me} Jeanne Beaudoin a d'ailleurs participé à la rencontre tripartite tenue à Whitehorse, en mars 1995, pour discuter des dossiers en éducation. Nous prévoyons tenir de nouveau une telle rencontre à Whitehorse, dans les prochains mois, pour discuter du financement qui sera accordé au Yukon par le Programme des langues officielles dans l'enseignement en 1996-1997; nous discuterons alors en priorité de la mise en place de la gestion scolaire et de la première année de fonctionnement de la Commission scolaire francophone.

D'ici là, n'hésitez pas à contacter M. Roger Farley, au (819) 994-3507 ou M^{me} Michèle Blais-Chauvin, au (819) 994-3802, si vous avez besoin de renseignements supplémentaires.

En vous assurant de mon entière collaboration, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le directeur général
Programmes d'appui aux
langues officielles,



Hilaire Lemoine

FROM :

FEB. 26. 1996 2:49 PM P 1

FEB 20 '96 10:19 FROM A.F.Y.

PAGE. 004

Secrétariat d'État
du Canada

Sous-secrétaire
d'État adjoint

Langues officielles
et Traduction

Ottawa, Canada
K1A 0M5

Department of the Secretary
of State of Canada

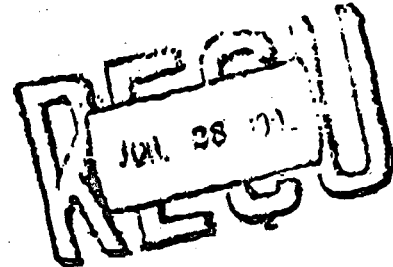
Assistant Under
Secretary of State

Official Languages
and Translation

Y. Claire Lemoine

*J'ai oublié
de joindre copie
de la lettre de Roger
Collet. Guindé Beny*

JUL 20 1992



Madame Florine LeBlanc-Hutchinson
Présidente
ASSOCIATION FRANCO-YUKONNAISE
Case postale 5205
Whitahorse (Yukon)
Y1A 4Z1

Madame,

Je donne suite à la lettre que M. Pierre Laroche m'adressait le 15 juin 1992 au sujet d'une réduction anticipée du financement que l'Association franco-yukonnaise reçoit dans le cadre du Fonds de développement du Secrétariat d'État.

Comme vous le savez, notre ministère appuie plusieurs activités à l'intention de la communauté franco-yukonnaise.

Votre organisme bénéficie d'un financement de programme qui a été maintenu en dépit de nos contraintes budgétaires. Ce financement comporte un soutien à l'Aurore Boréale, dont vous avez annoncé récemment la fermeture. La programmation de la Société des parents est également appuyée, ainsi que des projets dans le cadre du Fonds de développement.

De plus, nous continuons à appuyer le gouvernement du Yukon par l'entremise de l'Entente Canada-Yukon sur les services en français. Le gouvernement territorial accorde un appui financier à votre association dans le cadre de cette entente. Dans le secteur de l'éducation, le Secrétariat d'État a augmenté son appui au ministère de l'Éducation du Yukon pour l'enseignement dans la langue de la minorité.

Vous conviendrez avec moi que ces appuis à l'intention de la communauté franco-yukonnaise représentent des investissements importants qui contribuent à l'avancement des francophones du Yukon. Comme vous le mentionnez, il reste cependant beaucoup à faire.

FROM :

FEB. 26. 1996 2:50 PM P 2

FEB 20 '96 10:19 FROM A.F.Y.

PAGE.005

- 1 -

En ce qui a trait au financement dans le cadre du Fonds de développement pour 1992-1993, une analyse préliminaire des nombreuses demandes reçues nous amène à faire des choix difficiles. Nous n'avons pas encore formulé des recommandations au Secrétaire d'État sur les dossiers de l'AFY, mais les fonctionnaires vous ont déjà informés qu'il serait sans doute difficile d'accéder à votre demande de maintenir le financement ponctuel au même montant que l'an dernier.

Cependant, avant de formuler des recommandations spécifiques au ministre, j'ai accédé à votre demande que des discussions aient lieu sur la façon dont la communauté franco-yukonnaise est financée actuellement. Une équipe composée de représentants de notre bureau régional et de l'administration centrale s'est rendue à Whitehorse les 24, 25 et 26 juin pour discuter de ces questions avec les divers intervenants.

Au cours de son voyage, cette équipe a rencontré les représentants du gouvernement du Yukon et a tenu avec eux des discussions fructueuses sur plusieurs dossiers d'importance pour la communauté franco-yukonnaise. Entre autres, on a convenu avec le ministère de l'Éducation d'un processus de consultation tripartite qui sera mis en oeuvre dès l'automne prochain.

Par ailleurs, une revue de votre financement a révélé que l'appui à ce qui est devenu votre programmation régulière via le Fonds de développement, destiné avant tout à appuyer les activités ponctuelles, n'était pas approprié. Je recommanderai donc au Secrétaire d'État une augmentation de 50 000 \$ dans votre financement de programme en vue de normaliser en partie le financement accordé à ce jour dans le cadre du Fonds de développement.

Plusieurs facteurs nous ont amené à recommander cette augmentation de votre financement de programme. Le fait que l'AFY gère plusieurs dossiers sectoriels plutôt que de les confier à des organismes indépendants, l'isolement géographique, les coûts élevés du transport, les mesures de diversification et d'autosuffisance entreprises, en sont les principaux.

Cette augmentation, qui fera passer votre financement de programme de 200 000 \$ à 250 000 \$ (si on inclut le comité des parents) devrait vous permettre d'intégrer à votre programmation bon nombre d'activités ponctuelles de votre Plan de développement quinquennal. En outre, je recommanderai au ministre de vous accorder en 1992-1993 un montant de 50 000 \$ provenant du Fonds de développement. Un montant de 10 000 \$ sera également recommandé pour la garderie.

000112

FEB. 26. 1996 2:51 PM P 3

FROM :

PAGE.006

FEB 20 '96 10:20 FROM A.F.Y.

- 3 -

Je souligne que les montants provenant du Fonds de développement ne sont pas garantis pour les années subséquentes, et que vous devrez faire partie chaque année de l'ensemble des organismes qui font des demandes dans le cadre de ce Fonds.

J'espère que ces dispositions, alliées aux appuis provenant des autres programmes du ministère, permettront à la communauté franco-yukonnaise de consolider ses activités en matière de promotion de notre dualité linguistique. Permettez-moi également de vous encourager fortement à poursuivre les efforts que vous déployez pour diversifier votre financement.

J'ai demandé à mes collaborateurs du bureau régional de communiquer avec vous pour discuter des modalités pour la présentation de vos demandes au Secrétaire d'État.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.


Roger Collet

FEB. 26. 1996 2:38 PM P 1

FROM :



FAX TRANSMISSION SHEET
ENVOI PAR TÉLÉCOPIEUR

Date: le 26 fév Time / Heure: 14h30

Number of pages including transmission sheet.
Nombre de pages incluant celle-ci.

3

To / Destinataire:

Hilaire Lenoir

Fax / Télécopieur: (819) 953-9353

From / De: French Programs Division / Division des programmes de français

Person/Personne:

Gérard Lécuyer

Fax / Télécopieur: (403) 667-4166

MESSAGE:

Hilaire

Voici quelques points que j'aurais
voulu enoncer avec toi et Roger
lorsque nous nous retrouvions à
Moncton. Si tu peux me fournir
l'information, s'il vous plaît m'en-
voyer ça chez-moi à l'adresse suivante.
501, rue Hoge Apt. 202
Whitehorse (Yukon)
Y1A 1W3

Merci!

Gérard

Please phone (403) 667-8237 immediately if all pages are not received.
Composez le (403) 667-8237 immédiatement si la transmission est incomplète.

arriver
immédiatement
et préparer
rapide-
ment.

FROM :

COMMISSION SCOLAIRE FRANCOPHONE DU YUKON No. 23

Date: Le 26 février 1996

À M. Roger Collet, sous-ministre-adjoint
M. Hilaire Lemoine, directeur général, PLO

De: Gérard Lécuyer

Objet: Informations requises dans le cadre de la mise en oeuvre de la gestion scolaire pour francophones au Yukon

Je suis de retour au Yukon et à l'oeuvre en tant que consultant au service de la Commission scolaire francophone du Yukon (CSFY). Je crois que nous sommes tous partis de Moncton avec le sentiment d'avoir participé à une réunion très profitable.

Je regrette n'avoir pu vous rencontrer plus longtemps pour vous mettre au courant, comme je l'aurais souhaité, de l'état actuel de la mise en oeuvre de la gestion scolaire au Yukon. Le fait que le vol de Toronto/Halifax ait été retardé de près d'une heure et demie m'a fait manquer le vol que je devais prendre pour Moncton. Autrement, on aurait peut-être pu se parler avant le souper. Alors, je le fais par écrit.

Pour le moment, il n'y a pas eu d'accrocs insurmontables entre la CSFY, les fonctionnaires et le gouvernement du Yukon. Mais, lors d'une rencontre avec le sous-ministre adjoint des finances au sein du ministère de l'Éducation, le 22 février, nous avons entendu des sons de cloche inquiétants. Présentement, nous sommes à finaliser les documents et la stratégie pour que la gestion scolaire pour les franco-yukonnais puisse se concrétiser de façon à assurer, pour la minorité, la création d'un système scolaire efficace et de qualité. Les rencontres à venir seront cruciales car elles serviront de précédents pour tout ce qui suivra. À ce moment-ci, les principes fondamentaux découlant de l'article 23, des jugements de la Cour suprême et de la Loi sur l'Éducation du Yukon doivent être reconnus dans les faits et mis en vigueur. Nous avons donc besoin de certaines informations pour les étapes devant nous. J'espère que vous pourrez nous fournir ces informations le plus rapidement possible.

1. Afin de compiler des statistiques exactes concernant l'appui financier fédéral à l'éducation en français au Yukon, j'aurais besoin des données précises qui figureront à l'annexe 1994 - 95 Yukon dans le cadre des Programmes d'appui aux langues officielles.
2. Nous voulons connaître le montant précis de l'appui fourni pour la construction de la nouvelle école; le montant pour la construction de l'édifice, le montant pour l'équipement et toute autre catégorie si effectivement cette subvention était répartie par catégories. Il y a lieu, pour la CSFY de s'assurer que le gouvernement du Yukon rencontre ses engagements face à la nouvelle école. Nous avons des inquiétudes à cet égard vu que le gérant du contrat de construction semble vouloir introduire des modifications qui sont différentes de ce qui avait été convenu.
3. Il nous faut les mêmes précisions par rapport à la subvention pour la construction de la garderie. On voudrait, là aussi, s'assurer que les engagements pris soient maintenus du côté territorial et qu'on ne tente pas de nous confondre en jouant un projet dans l'autre.

FROM :

4. Les fonctionnaires nous assurent que la CSFY sera consultée dans les demandes pour appui aux Programmes de langues officielles que le gouvernement territorial vous soumettra pour la prochaine année financière 1996 - 97. D'ailleurs dans une lettre, en date du 20 juillet 1992 (copie ci-jointe), vous aviez aussi convenu de consulter. Il est très clair que, dans le passé, les fonctionnaires du Yukon n'ont pas toujours eu recourt à un rationnel conforme aux conditions rattachées à ces ententes dans la distribution de l'appui financier reçu. Auparavant, il n'y avait pas de Commission scolaire dotée des obligations et des pouvoirs qui figurent dans la Loi sur l'Éducation et il a été difficile de revendiquer une part plus considérable de cet appui. Maintenant qu'il y a la Commission scolaire, elle doit, au point de départ, assurer son fonctionnement et celui de l'école conformément à la Loi sur l'Éducation. Je crois bien que le gouvernement se conformera à ses obligations s'il leur apparaît très clair que le gouvernement fédéral entend s'assurer que l'appui fourni sera concrètement utilisé pour les coûts supplémentaires reliés à l'éducation en français. Ils ont besoin de savoir qu'ils doivent être imputables pour que les argents reçus soient utilisés pour les fins et les besoins réels de l'éducation en français. Dans le passé, ces fins et besoins ont été purement décidés et inventés par les fonctionnaires du gouvernement territorial. Il y a des besoins qui n'ont jamais été rencontrés par rapport à l'éducation de la minorité ayant-droit du Yukon.

Aujourd'hui, il y a toujours ces besoins et de nouveaux besoins et le montant de l'appui va diminuant. On voudrait donc que les subventions servent réellement à assurer une qualité d'éducation égale. Présentement, les facilités scolaires abritant les étudiants franco-yukonnais sont les pires du Yukon et n'offrent même pas l'espace et l'équipement pour les programmes requis par le curriculum de base du Yukon. Par exemple, il n'y a pas de gymnase, pas de laboratoires pour les sciences, juste quelques ordinateurs déficients, faute d'équipement, on enseigne pas le programme d'arts industriels et la liste est encore beaucoup plus longue. La CSFY aura à s'assurer que ces lacunes soient corrigées dans la nouvelle école et que les ressources soient disponibles pour la récupération des ayant-droit, pour faire la francisation et assurer son fonctionnement.

CONCLUSION

Le nombre d'ayant-droits qui inscriront leurs enfants dans la nouvelle école et le nombre de ceux qui garderont leurs enfants jusqu'à la fin du secondaire pourra plus que doubler la clientèle étudiante de l'école Émilie-Tremblay à condition qu'il soit possible d'assurer une qualité de services éducatifs de qualité comparable à ce qui existe dans les autres écoles. C'est ce que veulent les parents franco-yukonnais et c'est ce à quoi ils ont droit. Ça n'exigera pas un financement supplémentaire considérable. Il s'agit surtout que le financement disponible présentement soit utilisé comme il se doit.

Je vous remercie à l'avance de votre collaboration !

4142 - 6-95

Classer

Author: Roger Farley at JLS7-HULL
Date: 95-11-09 17:18
Priority: Normal
Receipt Requested
TO: Normand Dupasquier at MINISTERS-OFFICE
CC: Hilaire Lemoine
CC: Paul-Émile Leblanc
Subject: Gestion scolaire au Yukon

dl
Menu

----- Message Contents -----

Cette année, le ministre a approuvé une contribution de 95 000 \$ pour la gestion scolaire au Yukon. Il s'agit du montant qui a été demandé par le ministère de l'Éducation en consultation avec la communauté.

Les honoraires de M. L'Écuyer, comme consultant pour le Conseil scolaire francophone, proviennent de cette enveloppe de 95 000 \$.

Roger Farley

A Roger

4142-6-95- Michèle
pour information - o'p
transmettre copie au
bureau régional
Closed

95/11/10
Autmille

CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

95/11/01 - 14:21

Docket No.: CH95-37592
Cross-reference No.: CI95-02102
Document date: 95/10/11
Date received: 95/11/01
Due date: 95/11/23
Campaign code:

Program: Ctzship, Cdn Id/Citoyenneté ident. can.
Author: Phelps, Willard
Title/Org.: Minister of Education/
Subject: Acknowledges receipt of letter regarding projects under the
Official Languages in Education Programs
Action: Information

c.c.: # CIADM; CC704
c.c.:
c.c.:

Forward To: CI Correspondence/Correspondance CI - information

Comments:

BEVH - 95/11/01
I presume the previous CI95-02102 is the letter in which
Williard Phelps acknowledges

Approved by: _____ (Tel. Number) _____
DG (or designate)

ADM/REXD (or designate) (Tel. Number) _____
Signature [] _____
required DM (Tel. Number) _____

Minister's office

Approved by: _____ Date: _____
Minister's Assistant
Approved by: _____ Date: _____
Autopen: _____ Info copy for Min.: _____



Office of the Minister
Box 2703, Whitehorse, Yukon Y1A 2C6

DEC 11 1995

1975

1408-4 &
1435-1-1

October 11, 1995

The Honourable Michel Dupuy
Minister of Canadian Heritage
Hull, Quebec
K1A 0M5

Dear Mr. Dupuy:

I am in receipt of your recent letter in which you discuss projects under the Official Languages in Education Programs. On behalf of the francophone community I would like to extend my thanks to you and your Department for making the additional monies for the development of a model for school governance available. ✓

Please keep me apprised of any potential visit to the Yukon. I would be happy to meet with you.

Yours truly,

Willard Phelps
Minister of Education



KLONDIKE
GOLD RUSH
CENTENNIAL



**Patrimoine canadien
Programmes d'appui
aux langues officielles**

**Canadian Heritage
Official Languages
Support Programs**

15, rue Eddy
Hull (Québec) K1A 0M5
(819) 994-0943

télex/Fax : le 14 novembre 1995

1 + 1 pages

À/TO	DE/FROM
Orest Kruhlak Executive Director General Room 1200, 800 Burrard St Vancouver, British V6Z 2N5	Roger Farley Chef, Région de l'Ouest Opérations et coordination régionale
tél./tel. : (604) 666-2060 téléc./fax : (604) 666-3508	tél./tel. : (819) 994-3507 téléc./fax : (819) 953-6580

*** TRANSMISSION REPORT ***

PRINT TIME 11/14 '95 16:14 ID: DGPALD/OLSPB

D-	FILE	START	MODE	LOCATION	STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
No.	No.	TIME			PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
00	358	11/14 16:13	TX	16046663508	2	2	0	00'46"	OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.

4142-6-95



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Votre référence Your file

JUL 17 1995

Notre référence Our file

Madame Jeanne Beaudoin
Présidente
Conseil scolaire de
l'École Émilie-Tremblay
C.P. 3938
Whitehorse (Yukon)
Y1A 3M6

Madame,

Je vous remercie de nous avoir fait parvenir copie du texte de votre présentation à la conférence téléphonique du 19 juin dernier.

Nous avons pris bonne note de vos préoccupations et j'aimerais vous assurer de notre collaboration dans la mise en place de la gestion scolaire au Yukon.

Comme nous l'avons indiqué lors de la conférence téléphonique, nous sommes bien conscients que la création d'une commission scolaire francophone à Whitehorse entraînera certaines dépenses. C'est pourquoi nous avons demandé à M^{me} Mavis Fisher de nous faire parvenir l'information pertinente à ce sujet. Nous pourrions alors étudier la possibilité d'accorder un financement au Yukon pour la mise oeuvre de la gestion scolaire.

En vous souhaitant de bonnes vacances, veuillez agréer, Madame, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Roger Farley
Chef, Opérations et
coordination régionale
Programmes d'appui aux
langues officielles

c.c Orest Kruhlak

Canada





Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

*** TRANSMISSION REPORT ***

PRINT TIME 07/17 '95 13:27 ID: DGPALO/OLSPB

D- FILE START MODE LOCATION
No. No. TIME
00 325 07/17 13:26 TX 14036683511

STORE TX RX TOTAL CODE
PAGE PAGE PAGE TIME
1 1 0 00'47" OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Feuillets de transmission par télécopieur		Date	17.07.95	# of pages
Post-It™ Fax Note		76718		
To / À	Jeanne Beaudoin		From / De	Roger Farle
Co. / Dept. / Cie / Service	Cons. scolaire de l'école		Co. / Cie	DGPALO
Phone # / N° de tél.	Emilie Tremblay		Phone # / N° de tél.	819-994-350
Fax # / N° de télécopieur	403-668-3511		Fax # / N° de télécopieur	819-953-658

Votre référence Your file

JUL 17 1995

Notre référence Our file

Madame Jeanne Beaudoin
Présidente
Conseil scolaire de
l'École Émilie-Tremblay
C.P. 3938
Whitehorse (Yukon)
Y1A 3M6

Madame,

Je vous remercie de nous avoir fait parvenir copie du texte de votre présentation à la conférence téléphonique du 19 juin dernier.

Nous avons pris bonne note de vos préoccupations et j'aimerais vous assurer de notre collaboration dans la mise en place de la gestion scolaire au Yukon.

Comme nous l'avons indiqué lors de la conférence téléphonique, nous sommes bien



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

*** TRANSMISSION REPORT ***

PRINT TIME 07/17 '95 13:26 ID: DGPALD/OLSPB

D- FILE START	MODE	LOCATION	STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
No. No. TIME			PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
00 324 07/17 13:24 TX		16046663508	1	1	0	00'37"	OK

REM. RELAY
COPY GROUP No.



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Feuillet de transmission par télécopieur Post-It™ Fax Note		Date 17.07.95	# et pages 1 sur 1
To / A Orest Kruhlak	From / De Roger Fair		
Co./Dept. / Cie/Service Vancouver	Co. / Cie DGPALD		
Phone # / N° de tél. 604-666-2060	Phone # / N° de tél. 819-994-31		
Fax # / N° de télécopieur 604-666-3508	Fax # / N° de télécopieur 819-953-61		

JUL 17 1995

Notre référence Our file

Madame Jeanne Beaudoin
Présidente
Conseil scolaire de
l'École Émilie-Tremblay
C.P. 3938
Whitehorse (Yukon)
Y1A 3M6

Madame,

Je vous remercie de nous avoir fait parvenir copie du texte de votre présentation à la conférence téléphonique du 19 juin dernier.

Nous avons pris bonne note de vos préoccupations et j'aimerais vous assurer de notre collaboration dans la mise en place de la gestion scolaire au Yukon.

Comme nous l'avons indiqué lors de la conférence téléphonique, nous sommes bien conscients que la création d'une commission scolaire francophone à Whitehorse est...



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

FROM : 4142-695 Redrolle

JUN 20 1995 10:24 AM

P 1

Yukon
Education

21 p rem. The may
copie: Paul-Emile,
broché et Chris Wane. m. c.

Close
OK Rachel
20.6.95

FAX TRANSMISSION SHEET
ENVOI PAR TÉLÉCOPIEUR

Date: le 20 juin

Time / Heure: 10:25 a.m.

Number of pages including transmission sheet.
Nombre de pages incluant celle-ci.

3

To / Destinataire:

Roger Farley
Patrimoine canadien

Fax / Télécopieur: (819) 953-9353

From / De: French Programs Division / Division des programmes de français

Person/Personne:

Gilbert LAMARCHE

Fax / Télécopieur: (403) 667-4166

MESSAGE:

Bonjour Roger!

Mavis m'a demandé de te faire parvenir
article de journal et communiqué de presse
(par rapport aux élections tenues sur
la commission scolaire francophone).

J'espère que tu t'es laissé tenter par
les rôtis de viande sauvage.

Bonjour à l'équipe.

Gilbert

Please phone (403) 667-8237 immediately if all pages are not received.
Composez le (403) 667-8237 immédiatement si la transmission est incomplète.



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

FROM :

JUN. 20. 1995 10:24 AM P 2

FOR YOUR INFORMATION

June 8, 1995

Yesterday, June 7, parents and concerned citizens voted on whether to create a francophone school board in the Yukon. The vote was held at École Émilie Tremblay on Nisutlin Drive from 4:00 to 9:00 p.m.

The final vote was 65 in favour, 18 opposed. The next steps are these:

1. Election of the school board Commissioners. The election will take place in early November of 1995, and will be administered by the Yukon Elections office.
2. The school board, which will be responsible for French First Language education throughout the Yukon, will take office on January 1, 1996, and will train for six months before becoming a full-fledged school board on June 30. The current EET school council will remain in office until that time.
3. Currently, École Émilie Tremblay is the only French first language school in the Yukon, and therefore the only school under the francophone school board's jurisdiction. A new FFL school to replace EET will open in Whitehorse's Granger subdivision in the fall of 1996. The new school board will come on stream in time to make many important decisions regarding the new school.

For reaction from the current school council, please call Chair Jeanne Beaudoin at 668-2663(w) or 668-5946(h). For more information on the powers of a school board, please call superintendent Mavis Fisher at 667-8238.

For more information:

**Conrad Boyce, Communications Coordinator
Department of Education
403-667-5205 FAX 667-4754**



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

FROM :

JUN. 20. 1995 10:24 AM P 3

Les francophones disent OUI à la gestion scolaire

C'est avec une forte majorité que les Franco-Yukonnaises et les Franco-Yukonnaises ont dit oui à la création d'une commission scolaire, le mercredi 7 juin. Le scrutin s'est tenu à l'école Émilie-Tremblay et quelque 83 personnes se sont prévaluées de leur droit de vote. Le scrutin était ouvert autant aux parents et aux ayants droit selon l'article 23 de la Charte des droits et libertés. 65 personnes étaient en faveur et 18 contre.

La présidente du conseil scolaire actuel, M^{me} Jeanne Beaudoin, ne cache pas son enthousiasme quant aux résultats du scrutin. «La commission

scolaire est l'instrument privilégié pour accéder à la gestion scolaire. Les francophones ont clairement signifié qu'ils veulent s'occuper de leurs affaires». M^{me} Beaudoin estime que la pleine gestion est le seul moyen d'assurer une éducation de qualité aux jeunes francophones. «La commission scolaire nous permettra de prendre des décisions en fonction de nos priorités», poursuit-elle.

La création de la commission scolaire augmentera le pouvoir décisionnel des parents. En ce qui a trait à l'utilisation des établissements, toutes les décisions seront prises par des fran-

cophones en fonction des besoins de la communauté et des élèves francophones. D'autres aspects importants comme la promotion du programme et l'affectation des fonds seront désormais entre les mains de la commission. Les parents géreront l'ensemble des fonds publics assignés à l'éducation des jeunes francophones. La seule catégorie qui appartiendra toujours au ministre sera le salaire des professeurs et autres éducateurs.

De plus, la commission scolaire, avec l'appui des parents et de la direction de l'école, peut établir des politiques claires au sujet de la vie culturelle et linguistique à l'école. La commission scolaire pourra aussi accorder une attention particulière au domaine du préscolaire.

Les prochaines étapes sont les suivantes. En novembre, les commissaires seront élus. Ils entreront en fonction le 1^{er} janvier 1996 et seront en formation pendant six mois avant de constituer une commission scolaire à part entière. Le 30 juin l'ancien conseil scolaire de l'école Émilie-Tremblay restera en fonction jusqu'à cette date.

Actuellement, l'école Émilie-Tremblay est la seule école française au Yukon, donc la seule école sous la juridiction de la commission scolaire. La nouvelle école qui remplacera l'école Émilie-Tremblay située à Riverdale ouvrira ses portes à l'automne 1996 dans le quartier Granger de Whitehorse. La nouvelle commission scolaire entrera en fonction juste à temps pour prendre de nombreuses décisions importantes concernant la nouvelle école.

CE N'EST PAS AUSSI ROSE DANS LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Ottawa : Même si le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a le pouvoir d'adopter des lois dans le domaine de l'éducation, le gouvernement fédéral peut obliger un gouvernement territorial à respecter les droits constitutionnels des francophones dans ce domaine.

«Ce ne sont que des pouvoirs délégués. Le fédéral peut se mettre le bout du nez là-dedans. Une province peut l'envoyer promener, mais les territoires n'ont pas le dernier mot», confirme le sénateur et éminent expert de la Constitution canadienne, Gérard Beaudoin.

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest s'appête à adopter une nouvelle loi sur l'éducation qui, selon les associations et les parents francophones, ne respecte pas les droits de

scolaire.

Si le gouvernement fédéral ne peut pas intervenir dans une province lorsqu'il est question d'éducation, il en est autrement lorsqu'il est question des territoires canadiens soit le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. M. Beaudoin affirme qu'Ottawa peut même légiférer à la place du gouvernement territorial, s'il le faut. «Contrairement à une province, il peut intervenir. Il a tous les pouvoirs sur les territoires», dit le sénateur Beaudoin.

Le gouvernement fédéral attend un avis juridique de son ministère de la Justice sur le projet de loi sur l'éducation, qui est présentement débattu à l'assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest, avant de décider de la marche à suivre dans ce dossier.



Émilie-Tremblay

ances!
is en juillet.
ution
3 août.

A I R E

... -----p. 2

-----p. 3

-----p. 2

-----p. 6

-----p. 7

-----p. 8

-----p. 9

icales -----p. 10

-----p. 11

-----p. 12



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5